**Sommaire**



**Éditorial**

*par le Général de corps d’armée T. CAMBOURNAC, Inspecteur général de l’armée de terre*

**Adresse du COMCESAT**

*le Général de division A. VAR*

**Un penseur militaire**

**Thomas Edward LAWRENCE**

*par Monsieur M. MOTTE*

**Articles généraux**

**Avis à nos lecteurs**

**Le rôle des hélicoptères**

*par le Général de division J-C. ALLARD*

**Le nouveau protocole Défense-Enseignement national**

*par le Lieutenant (ORSEM) M. MEISSONNIER*

**Mafias et États**

*par le Chef de bataillon E. de CONDÉ*

**Après la mondialisation**

*par Monsieur H. JUVIN*

**Libres opinions[[1]](#footnote-1)**

**Osez, ouvrez le dialogue!**

**Revolution or evolution in military affairs**

*par le Chef d’escadrons V. SEILER*

**Le Camp Retranché de Paris en 1914**

*par le Général de corps d’armée (cr) A. BOURRACHOT,*

**Dien Bien Phû: l’implacable poids des principes de la guerre**

*par le Colonel T. DURAND*

**Engagement multinational: reprenons confiance dans le «machin»**

*par le Chef de bataillon L. LAINE*

**Défense et sécurité des Européens: entre Charybde et Scylla?**

*par le Colonel B. ISABELLON*

**Un nouveau code du soldat**

*par le Capitaine (TA) R. ANTHONIOZ*

**Rubrique: *«Le hibou de la mansarde»***

###### Le Hibou et le «Cogue»

*Par le Colonel G. BEMELMANS*

###### On a aimé

**Guerres urbaines, nouveaux métiers, nouveaux soldats**

### par le Lieutenant (ORSEM) M. MEISSONNIER

**Les articles ne pouvant prendre place dans la version papier des Cahiers du CESAT et listés ci-dessous sont diffusés à la suite de la version informatique, sur les sites[[2]](#footnote-2) intradef et internet du CESAT.**

## 

## Developments of the Netherlands Defence Policy in relation to (inter)national security, *par le Colonel P. MULDER*

# L’apport opérationnel des actions civilo-militaires (ACM), *par le Colonel P. BARDET*

Les EBAO[[3]](#footnote-3): collusion d’une nouvelle méthodede planification opérationnelleet d’une démarche ISO 9001?, *par le Chef de bataillon A. LAMBOLEZ*

**Éditorial**



*Par le Général de corps d'armée Thierry CAMBOURNAC,*

*Inspecteur général de l’armée de Terre*

**C’**est une évidence, l’armée de Terre dans laquelle vous exercerez des responsabilités ne sera pas celle dans laquelle vous avez commencé votre carrière, ni même celle d’aujourd’hui. L’élaboration du livre blanc, la revue générale des politiques publiques ainsi que la préparation de la future loi de programmation militaire offrent une opportunité sans précédent pour la nécessaire modernisation de nos armées que nous devons aborder en conservant plus que jamais à l’esprit la finalité première de notre condition, l’engagement opérationnel.

Comme le répète le chef d’état-major des armées, «si la guerre a très largement déserté nos horizons intellectuels, elle reste une réalité sociale qu’il serait présomptueux de considérer comme définitivement éradiquée, une possibilité géopolitique que l’analyse du monde conduit à estimer plus forte aujourd’hui qu’en 1994 et donc un problème militaire» auquel il nous appartient de savoir faire face. Les théâtres d’opérations d’Asie centrale et d’Afrique rappellent, si besoin en était, que tout engagement est par essence paroxystique et violent. Il est de notre devoir de dire que nous devons toujours y disposer d’une large supériorité tactique et de tous les moyens existants pour préserver la vie de nos subordonnés. Le corollaire est que l’État est en droit d’attendre de tous les officiers qui y exercent des responsabilités d’avoir acquis le bagage tactique nécessaire et les clefs de compréhension d’engagements toujours plus complexes.

Mais chacun d’entre nous sait que le succès en opérations repose, probablement avant toute autre chose, sur les hommes et les femmes qui y sont engagés. L’esprit de corps - spécialité autrefois tellement française que ce terme est employé tel quel en langue anglaise - repose sur l’aura, le dynamisme et le professionnalisme de cadres, au premier rang desquels les officiers en poste de responsabilité que vous serez très bientôt. L’armée de terre possède une richesse humaine absolument incroyable, l’inspection peut en témoigner. Chacun de nos régiments, de nos unités, de nos compagnies est un creuset d’excellence, pour peu que des chefs sachent y montrer l’exemple et y insuffler la volonté de «décrocher la lune».

Ces deux fondamentaux étant préservés, oui, bien sûr, il faudra changer. Nous devons acquérir une culture de résultat et ne pas craindre de rendre des comptes sur le bon emploi de chaque euro que la République nous confie. Interrogeons nous sans tabou sur les meilleures organisations à même de garantir la primauté de la préparation opérationnelle que nous professons. Demandons-nous non pas ce que le commandement peut faire pour améliorer les choses mais plutôt ce que nous pouvons faire, chacun à notre niveau, pour mieux remplir nos missions.

Pour ceux qui entrent en scolarité, au début d’une ère nouvelle, riche en évolutions potentielles. Participez pleinement à ces travaux en confrontant vos points de vue et vos réflexions. Cultivez votre curiosité intellectuelle et ayez le courage de vos opinions dûment argumentées, sans cet esprit partisan tellement ancré chez nous. Dépassez la querelle des anciens et des modernes; soyez inventifs, imaginatifs et audacieux. Faîtes vôtre le volontarisme du chef d’état-major de l’armée de terre évoquant notre adaptation: «la vraie question, c’est de savoir si nous la subirons ou si nous la maîtriserons!»

# L’adresse du COMCESAT



*Le Général de division André VAR,*

*Commandant le Collège de l’enseignement supérieur de l’armée de terre*

**L**es cahiers du CESAT sont arrivés à maturité et leur succès se confirme. Aussi il m’est apparu qu’il était temps de les faire évoluer selon les lignes que j’ai définies dans le précédent numéro: plus de réactivité et d’interactivité.

Ainsi, j’ai décidé d’augmenter le rythme de parution en passant à 4 exemplaires par an et d’ouvrir une nouvelle rubrique destinée à recevoir les réactions des lecteurs aux idées développées dans le numéro précédent. Cette rubrique ne sera pas un «chat room» où se mélangent réactions épidermiques et arguments de fond, mais plutôt un compendium des principaux arguments développés en réaction pour corroborer ou infirmer les thèses défendues par les auteurs des articles précédents.

Pour que le rythme soit soutenu, c'est-à-dire qu’une réaction suive immédiatement la parution d’un article, il conviendra d’utiliser les moyens les plus rapides de communication comme Intranet ou Internet en adressant à chaud les contributions à:

**Internet:** [**cabinet@cesat.terre.defense.gouv.fr**](mailto:cabinet@cesat.terre.defense.gouv.fr)

**Intradef:** [**cahier-cesat@cesat.terre.defense.gouv.fr**](mailto:cahier-cesat@cesat.terre.defense.gouv.fr)

Tout ne sera pas publié, un modérateur filtrant les réactions disproportionnées ou regroupant les réactions similaires. Néanmoins toute réaction publiée le sera en citant son ou ses auteurs.

Ces réactions, pour être publiées, pourront ne pas comporter de longs développements - il ne s’agit pas d’écrire un contre-article - mais devront exprimer un soutien ou une opposition argumentée aux idées émises, quel qu’en soit l’auteur. C’est bien le débat d’idées qui est recherché et non la polémique vaine.

Je vous réitère ma recommandation: exprimez-vous, suggérez et proposez. Ces cahiers sont les vôtres

## Un penseur militaire



# Thomas Edward LAWRENCE

**(1888-1935)**



*Par Monsieur Martin MOTTE,*

*Maître de conférences de l’Université de Paris IV Sorbonne,*

*détaché aux Écoles militaires de Saint-Cyr-Coëtquidan*

**L**ondres, 1935. Au sortir de la cathédrale Saint-Paul, où vient d’avoir lieu le service funèbre du colonel Lawrence, la presse interroge un diplomate qui l’a bien connu. *“C’était un poète, un savant et un redoutable guerrier”*, déclare-t-il. Puis, se tournant *off records* vers un de ses amis: *“c’était aussi le plus impudent exhibitionniste depuis Barnum et Bailey”*. On aura reconnu le début de *Lawrence d’Arabie*, le célèbre film de David Lean. Vraie ou fausse, peu importe, l’anecdote cerne bien l’ambivalence du personnage: comment, dans ses écrits, faire le départ entre le sérieux et l’affabulation? Tel est le problème que pose entre autres *Guérilla dans le désert*, un article théorique paru en 1921 dans *The Army Quarterly*[[4]](#footnote-4).Ce texte étincelant d’intelligence appartient sans nul doute à la bibliothèque idéale de l’officier, mais ses outrances sont de nature à entretenir de dangereuses illusions.

## Un intellectuel au Hedjaz

Rappelons d’abord les événements auxquels Lawrence se réfère[[5]](#footnote-5). Au début de la Grande Guerre, l’Empire ottoman allié à l’Allemagne menaçait deux points vitaux pour la stratégie britannique: le canal de Suez, par où transitaient les troupes indiennes à destination du front français, et le golfe Persique, d’où venait le pétrole indispensable à la *Royal Navy*. De février à avril 1915, les Anglais repoussèrent les offensives turques contre Suez, mais ils n’avaient pas assez de troupes pour occuper le Sinaï et pénétrer en Palestine. Ils avaient par ailleurs envoyé dans le Golfe un corps expéditionnaire qui, enhardi par ses premiers succès, entreprit de marcher sur Bagdad; mais une partie de ce corps se fit encercler à Kut-el-Amara par la 6ème armée turque, dont le commandant n’était autre que le grand stratège allemand Colmar von der Goltz[[6]](#footnote-6). La reddition de Kut en avril 1916 porta une rude atteinte au moral britannique.

En juin, les Arabes du Hedjaz se révoltèrent contre l’Empire ottoman sous l’égide de Hussein, chérif[[7]](#footnote-7) de La Mecque, auquel les Anglais avaient promis leur soutien. Londres voyait là une excellente occasion de menacer les arrières de l’armée turque stationnée à l’Est du Sinaï. Cependant, les insurgés ne parvinrent pas à prendre Médine, dont les défenseurs avaient reçu des renforts par le chemin de fer reliant le Hedjaz à Constantinople. Aussi braves qu’ils fussent, les 15.000 Bédouins de Hussein semblaient impuissants face à l’artillerie, aux automitrailleuses et aux avions des Turcs. Ils n’avaient en effet que des armes légères et leur organisation se ressentait des querelles tribales.

En octobre 1916, un observateur britannique débarquait à Djeddah, port de La Mecque. Agé de 28 ans, le capitaine Lawrence avait déjà une longue expérience de l’Orient: il y avait séjourné en 1909-1910 pour sa thèse sur les châteaux-forts croisés de Syrie, puis avait travaillé en 1911-1913 sur le chantier archéologique de Karkemish. En 1914, il avait participé à la mission chargée de cartographier le Sinaï. Sa connaissance des dialectes et des coutumes arabes le fit ensuite recruter par le Renseignement militaire, qui l’employa en Mésopotamie avant de l’envoyer au Hedjaz. Dès novembre 1916, Lawrence gagna la confiance de Fayçal, le plus doué des fils du chérif. Désormais conseiller et acteur majeur de la révolte arabe, il en épousa l’idéal jusqu’à l’évoquer à la première personne du pluriel. Comme il le précise lui-même, il aborda cette expérience avec un solide bagage théorique: s’étant passionné à Oxford pour *«la métaphysique et la philosophie de la guerre»*, il avait lu le maréchal de Saxe, Guibert, Napoléon, Clausewitz, Jomini, Willisen, Caemmerer, Moltke et Foch, sans oublier… Colmar von der Goltz.

## Quels buts de guerre?

*«Comme le voulait la tendance générale de la pensée militaire depuis Napoléon»*, les généraux britanniques ne croyaient qu’aux troupes régulières. Ils étaient en effet *«prisonniers de la formule de Foch selon laquelle l’objectif de la guerre moderne est de rechercher l’armée de l’ennemi, centre de sa force, et de l’anéantir dans une bataille (…) décisive»*. En un mot, *«la victoire ne pouvait s’acquérir qu’au prix du sang»*. Or, constata rapidement Lawrence, ce principe était inapplicable au Hedjaz, car *«les Arabes ne disposaient pas de forces organisées (un Foch turc n’aurait eu aucun but); de plus, ils n’acceptaient pas de lourdes pertes (un Clausewitz arabe n’aurait pas eu de quoi acheter sa victoire)».*

L’état-major britannique en concluait que la révolte arabe resterait inutile tant qu’on n’aurait pas équipé et entraîné ses combattants à l’occidentale. Mais à supposer que ce fût possible, était-ce nécessaire? Lawrence ne le pensait pas. Les Bédouins, en effet, étaient d’ores et déjà en train de gagner leur guerre. Ils contrôlaient 99% du Hedjaz et bloquaient l’ennemi à Médine. *«Contenus, les Turcs étaient inoffensifs. Si nous les faisions prisonniers, il nous faudrait les nourrir et les surveiller à nos frais, en Egypte. Si nous les chassions vers le nord (…), ils rallieraient le gros de l’armée qui nous bloquait au Sinaï. C’était donc là où ils se trouvaient qu’ils étaient le mieux. Puisqu’ils tenaient à Médine et voulaient la garder, grand bien leur fasse !»*

L’erreur de l’état-major britannique était de n’envisager qu’une forme de guerre, celle que Foch qualifiait «*d’absolue»*. *«Au cours d’une telle guerre, deux nations aux croyances incompatibles les éprouvaient par la force (…). L’aboutissement logique d’une guerre de religions est la destruction finale de l’une d’entre elles (…). La lutte entre la France et l’Allemagne était régie par ces principes»*. N’objectons pas que Lawrence confond ici guerre de religions et guerre d’idéologies: leurs caractéristiques formelles sont identiques, comme l’avait déjà vu Jomini qui les rangeait l’une et l’autre sous la catégorie des *«guerres d’opinions»*[[8]](#footnote-8). Or, poursuit Lawrence, *«cette guerre n’était pour moi qu’une variété de la guerre (…). Je pouvais en concevoir d’autres (…), que Clausewitz avait énumérées»*.

La guerre étant la continuation de la politique par d’autres moyens, c’est en effet le but politique qu’il faut considérer pour comprendre les règles d’un conflit donné. Les objectifs de la révolte arabe n’étaient pas idéologiques, mais *«géographiques»*: ils *«consistaient à occuper toutes les terres de l’Orient où l’on parle arabe. Dans ce cadre (…), "tuer des Turcs" ne serait jamais pour nous ni prétexte ni but. S’ils acceptaient de partir tranquillement, notre guerre serait terminée. Sinon, nous essayerions de les chasser. En dernière instance, nous serions réduit à l’ultime recours, celui du sang (…), mais en évitant autant que possible les pertes dans notre camp».*

## Les trois approches

Selon Lawrence, l’officier doit analyser sa mission d’après trois éléments centraux: le facteur algébrique, le facteur «*biologique»* et le facteur psychologique. Le facteur algébrique traite de toutes les données quantifiables, l’espace, le temps, la logistique, les effectifs et matériels en présence. En Arabie, la plus importante de ces données était *«la superficie à conquérir»*. La stratégie des Turcs avait pour colonne vertébrale le chemin de fer du Hedjaz, qui traversait 700 kilomètres de désert avant d’arriver à leurs bases de Syrie-Palestine. Si les Arabes attaquaient cet objectif *«toutes bannières déployées»*, selon les règles de la grande guerre à la Foch, leur infériorité matérielle et structurelle leur vaudrait une cuisante défaite. Si au contraire ils se contentaient de harceler la voie ferrée par des raids ponctuels, mais étendus sur 700 kilomètres, les facteurs algébriques joueraient en leur faveur. Protéger l’ensemble de la voie eût en effet exigé 600.000 hommes alors que les Turcs n’en avaient que 100.000.

Les insurgés devaient donc fonctionner *«comme une influence, une idée, une chose invulnérable, intangible, sans front ni arrière, évanescente comme un gaz»*. Leur absence d’armement lourd, leur frugalité et leur mobilité représentaient autant d’atouts pour cette stratégie: *«de même que rien de matériel ne nous était indispensable pour vivre, il était possible que nous n’offrions rien de concret à tuer. Privé de toute cible, un soldat régulier se sentirait sans nul doute désemparé»*, ce qui amènerait peu à peu le pourrissement moral de l’armée turque.

Le deuxième facteur, le *«biologique»*, n’est pas aisé à définir. Il s’agit *«de ce qui ressortit de la vie et de la mort ou plus exactement de l’usure»* d’une unité, un mixte de puissance physique et de résistance morale. La première dépend de l’effectif et de l’équipement, données quantitatives déjà envisagées par l’approche algébrique. La seconde relève de l’approche psychologique dont il sera question plus loin. Mais l’une et l’autre sont en interaction. Plus en effet une troupe est motivée, mieux elle utilise la puissance physique que lui donnent ses hommes et ses armes; mieux elle utilise sa puissance physique, plus elle est motivée. Il en résulte une endurance globale *«que l’on "sent", que l’on ne peut quantifier, mais que l’on peut appréhender»*, et qu’il est même indispensable d’appréhender. En effet, pour évaluer les chances d’une opération, l’officier doit avoir quelque idée de l’endurance de sa troupe et de celle de l’ennemi. S’il peut solliciter ses hommes jusqu’au *«point de rupture»* de l’adversaire, l’affaire est jouable. Elle ne l’est pas s’ils risquent d’atteindre leur propre *«point de rupture»* avant lui.

Qui maîtrise l’approche *«biologique»* identifie ses points de vulnérabilité; il sait donc de quels périls se garder. Il identifie aussi les fragilités de l’adversaire, ce qui lui indique l’endroit où porter ses coups. *«L’effusion de sang»* n’est pas toujours la méthode idoine. L’armée turque était peu sensible aux pertes humaines, car ses effectifs étaient pléthoriques. En revanche elle manquait de matériel. *«La destruction d’un pont, d’un rail, d’une machine, d’un canon ou d’un explosif à grande puissance nous rapportait plus que la mort d’un soldat turc»*, conclut Lawrence. C’était exactement le contraire chez les Bédouins: *«il s’agissait en effet d’irréguliers, c’est-à-dire non pas d’unités mais bien d’individus. La mort d’un homme est comme une pierre jetée dans l’eau. La trace en est brève mais les ondes de tristesse ne cessent de s’élargir toujours plus. Nous ne pouvions pas nous permettre ces pertes. Il était plus simple pour nous de remplacer le matériel»*, qui se limitait pour l’essentiel à de l’armement individuel.

Le facteur psychologique, enfin, est particulièrement important pour une guérilla. *«Nous devions organiser les esprits en ordre de bataille avec autant de soin et de rigueur qu’en mettent les autres officiers à disposer les effectifs»*, car *«nous étions physiquement si faibles que nous ne pouvions laisser rouiller, inutilisée, l’arme métaphysique»*. L’action psychologique est multiforme. Elle vise en premier lieu les combattants, les siens qu’il faut motiver, ceux de l’adversaire qu’il faut démoraliser. Mais elle doit aussi toucher les civils, sans lesquels la guérilla n’aurait plus ni ravitaillement, ni abris, ni renseignements, ni renforts: *«une province ne nous était acquise que lorsque nous avions appris aux civils qui y vivaient à mourir pour notre idéal de liberté».* Enfin, dans un conflit mondial, la guérilla doit parvenir à faire parler d’elle partout: dans la population du pays ennemi, pour l’intimider; chez les alliés, pour en obtenir plus d’aide; chez les neutres, pour gagner leur sympathie. Voilà pourquoi *«la presse à imprimer est l’arme la plus puissante du chef de guerre moderne»*.

## Tactiques et structures de la guérilla

En tant que lutte du faible au fort, la guérilla ne doit *«jamais livrer bataille à l’ennemi»*, mais le frapper ponctuellement puis disparaître aussitôt. Elle ne doit pas se laisser fixer en position défensive, sinon *«très rarement par accident»*. Il lui faut donc disposer d’un service de renseignement *«parfaitement efficace»* de manière à pouvoir établir ses plans *«en toute certitude»*. Ses connivences avec la population lui sont ici d’un grand secours. Elle doit être *«extrêmement mobile, puissamment équipée, aussi réduite que possible»* et se porter *«successivement sur des points dispersés du front (…) afin de contraindre l’ennemi à renforcer ses postes de surveillance au-delà du minimum économique»*. En cela, la mobilité de la guérilla supplée ce qui lui manque de puissance: *«pour peu que nous soyions cinq fois plus mobiles que les Turcs, nous pouvions leur tenir tête avec un cinquième de leurs troupes (…)*. *La vitesse et le temps étaient nos atouts plus que notre puissance de choc, ce qui nous conférait une force plus stratégique que tactique, la stratégie relevant de l’espace plus que de la force (…). Nos opérations étaient plus proches d’une guerre navale que d’opérations terrestres ordinaires*. *Cela venait de leur mobilité, de leur ubiquité et de leur autonomie par rapport aux bases et aux communications».*

Mais la guérilla a aussi une éthique propre, qui lui confère des structures particulières. Ses combattants servent *«de leur plein gré, par conviction»*. Leur cohésion repose donc sur *«l’honneur»* et non sur *«l’esprit de corps»* développé par les armées régulières. Il n’y a que deux manières de susciter l’esprit de corps: soit assurer aux hommes *«une solde importante et des récompenses en argent, grades ou privilèges politiques» –* méthode continentale –, soit au contraire en faire *«des déclassés, méprisés de leurs concitoyens»* – méthode britannique. Une guérilla n’est pas assez riche pour recourir à la première. Quant à la seconde, elle est si diamétralement contraire à la logique de l’honneur qu’elle déboucherait sur des désertions massives.

La guérilla ne saurait donc s’accommoder de la discipline telle que l’entendent les armées régulières, celle qui *«contraint, brime l’individu et devient le plus petit commun dénominateur entre les hommes»* afin d’atteindre au *«nivellement absolu»*: *«les 99 hommes les plus performants sont astreints à servir au niveau du plus mauvais. Le but est de réduire l’unité à une unité au sens plein du terme et l’homme à un type (…). Le talent est sacrifié délibérément afin de réduire l’incertitude»*. Sans doute est-ce un mal inévitable dans les armées de masse propres à la *«guerre sociale et complexe»* de l’ère industrielle, mais la guérilla est une guerre *«simple et individuelle»*.

Simple, en l’occurrence, ne veut pas dire simpliste: *«l’action isolée (…) exige beaucoup de chaque soldat. Elle requiert de sa part une initiative, une endurance, un enthousiasme exceptionnels (…). La guerre irrégulière est beaucoup plus intellectuelle qu’une charge à la baïonnette».* Elle doit être conduite par des officiers *«doués de souplesse et de compréhension»*, car faute d’un règlement strict, c’est seulement par un mélange de tact et d’exemplarité qu’ils peuvent garder l’ascendant sur leurs hommes.

## La guérilla comme «science exacte»

Nous ne pouvons ici relater les événements qui, de 1916 à 1918, entraînèrent l’effondrement de l’armée turque. Il suffira de dire que la révolte arabe y prit une part non-négligeable en usant l’adversaire avant que l’offensive du général Allenby en Palestine ne lui porte le coup de grâce. Venons-en aux conclusions de Lawrence. Celui-ci s’était proposé *«d’appliquer jusqu’au bout le principe de Saxe selon lequel on peut gagner une guerre sans livrer de bataille»* et de *«démontrer que la guerre (…) d’irréguliers est une science exacte»*. Il confesse n’avoir pu mener la démonstration à son terme puisque la guerre s’arrêta avant. Il pense néanmoins avoir défini les lois de la guérilla:

*«Il semble bien que toute rébellion doive disposer d’une base inexpugnable, à l’abri non seulement de toute attaque, mais préservée de la crainte même d’une attaque (…). Cette rébellion doit avoir pour adversaire une armée d’occupation complexe, disciplinée mais (…) trop peu nombreuse pour adapter ses effectifs à l’espace et être à même d’effectuer un contrôle du territoire à partir de ses postes fortifiés. La rébellion doit pouvoir compter sur une population amie, non point activement engagée mais suffisamment complice pour ne pas révéler à l’ennemi les mouvements des rebelles. On peut mener une rébellion à son terme avec 2% de population active organisés en force de frappe et 98% de sympathisants passifs. Les actifs doivent faire preuve de qualités certaines de vitesse, d’endurance, de mobilité et être indépendants des artères de ravitaillement. Il faut qu’ils disposent de l’équipement technique capable de détruire ou de paralyser les communications de l’ennemi (…). Il faut attaquer là où l’ennemi ne se trouve pas. Ces principes (…) étant acquis, la victoire reviendra aux insurgés car les facteurs algébriques finissent par emporter la décision. La perfection des moyens, comme celle de l’intelligence, s’usera en vain contre eux».*

## Conclusions

*Guérilla dans le désert* est un texte magistral dont aucun résumé ne saurait épuiser la richesse. On y relève une érudition militaire hors-normes sous forme de citations non-référencées, pas même indiquées par des guillemets, juste semées à l’usage des *happy few*, comme Lawrence l’indique dans une lettre à son ami Liddell Hart: *«j’y ai mis à contribution mes prédécesseurs en cinq langues; vous êtes un des rares Anglais vivants qui puissent voir (…) les allusions, les citations, les analogies conscientes».* Mais au-delà de ce jeu oxfordien, le tour de force est d’avoir ramassé en moins de trente pages une véritable philosophie de la guérilla. On comprend que Giap se soit proclamé admirateur inconditionnel de Lawrence!

Au demeurant, la pensée de Lawrence déborde largement le champ de la guérilla. C’est une méditation stratégique globale qu’il propose, avec un but précis: réagir contre le carnage anonyme, matérialiste et bureaucratique de la guerre de masse. À l’heure où l’Europe hébétée émerge du Premier conflit mondial, qui a vu des armées de plusieurs millions d’hommes camper quatre années les unes en face des autres et se matraquer par des déluges d’acier, Lawrence entend rendre ses chances au petit nombre, à la manœuvre, à l’intelligence, à la mobilité et à l’initiative individuelle. Ce projet aristocratique est également celui de Liddell Hart, de Fuller ou en France de De Gaulle, trois hommes dont les idées ne seront pas sans influencer la réflexion allemande en matière de *Blitzkrieg*.

Deux écueils redoutables entachent pourtant le propos. À trop insister sur le fait qu’une guérilla a moins de besoins matériels qu’une armée régulière, à multiplier les métaphores poétiques sur ce sujet, Lawrence risque d’entretenir un dangereux idéalisme. C’était d’ailleurs son tour d’esprit le plus constant: les névroses dont il souffrait lui avaient fait prendre en horreur la réalité matérielle, d’où son intérêt pour le néo-platonisme, la gnose et le catharisme. Tout son propos tourne autour d’une antithèse manichéenne entre la grossièreté du corps, principe mauvais incarné par les Turcs, et la finesse de l’esprit, principe lumineux dont il fait l’apanage des Arabes –comme si ces derniers avaient pu se passer de l’aide matérielle débarquée par la marine britannique !

Le deuxième écueil procède lui aussi du plus suspect des idéalismes. Il est dans le postulat final selon lequel la révolte arabe aurait pu venir toute seule à bout des Turcs si Allenby n’avait eu le mauvais goût de lancer son offensive de Palestine en septembre 1918. Certes, le cas s’est vu: en 1746 par exemple, le maréchal de Saxe conquit les Flandres en recourant uniquement à la petite guerre. Mais il ne put le faire que parce que son armée avait déjà fixé l’ennemi. En 1916-1918 de même, c’est parce que l’armée britannique fixait de très importantes forces turques dans le Sinaï et en Mésopotamie que la révolte arabe put se développer. En d’autres termes, la petite guerre ne réussit généralement qu’en complément de la grande, quand bien même celle-ci resterait virtuelle. Lawrence ne l’ignore bien sûr pas, mais il ne le dit jamais. Une vérité aussi vulgaire ternirait la conception romantique qu’il se fait de la guérilla…

## Articles d’intérêt général



**Avis aux lecteurs**

**Vous êtes de plus en plus nombreux à nous proposer un article, ce dont nous vous félicitons.**

**Cette revue a été conçue pour que vous vous exprimiez, alors… n’hésitez pas!**

**Tous les articles en rapport avec la tactique, au sens large, et avec le métier des armes, objet des Cahiers, acceptés par le comité de lecture, c'est-à-dire la quasi-totalité, sont intégralement publiés sur les sites Intranet et Internet du CESAT où chacun peut les consulter.**

**Nous comptons sur vous pour diffuser cette information, afin que même les non-destinataires des Cahiers puissent suivre réflexions et débat tactiques qui s’installent par articles interposés.**

**En effet, les Cahiers ne permettent qu’une promotion limitée de vos écrits alors que ceux-ci méritent une large diffusion. C’est pourquoi le Général Commandant le CESAT vient de décider de porter leur nombre de trois à quatre par an, avec parution en octobre, décembre, mars et juin.**

**Alors…. à vos plumes, et confondez ceux qui en sont restés à la Grande Muette!**

**Site Internet CESAT: www.cesat.terre.defense.gouv.fr**

**Site Intradef CESAT: www.cesat.terre.defense.gouv.fr**

#### Le rôle des hélicoptères

**dans le combat de l’armée de terre:**

**l’aérocombat[[9]](#footnote-9) et la manœuvre**

**interarmes tridimensionnelle terrestre.**



*Par le Général de division Jean-Claude ALLARD,*

*Commandant l’Aviation légère de l’armée de terre.*

**L**e rôle des forces terrestres au sein de la manœuvre interarmées est de prendre et de conserver l’ascendant sur l’ennemi dans une zone d’action donnée. Pour cela, elles développent une manœuvre fondée sur une combinaison de surprise et de force. La possibilité de la réaliser en trois dimensions crée les conditions de la surprise par l’ubiquité des attaques et permet la concentration rapide des forces. C’est pourquoi les forces terrestres de la plupart des pays se sont équipées ou cherchent à s’équiper d’hélicoptères. Plus de 400 dans les armées de terre française ou allemande, ce qui représente dans chaque cas environ les deux tiers des hélicoptères militaires du pays.

\*

\* \*

# L’hélicoptère est aussi répandu parce qu’il apporte une réponse technologique parfaitement adaptée à la manœuvre terrestre et que l’évolution de la réglementation a permis l’élargissement des conditions d’emploi (la tactique).

Cette réponse est d’autant plus adaptée que la technologie progresse. En effet, la souplesse de la turbine a permis le vol de combat pour tirer au mieux parti du terrain, les jumelles de vision nocturne et la thermographie ont permis le vol et le combat de nuit, la diversification des armements a permis la diversification des missions. Le Tigre perfectionne toutes ces caractéristiques. Il apporte en plus la précision des outils de navigation et l’insertion dans le système de communication et d’information numérisé de l’armée de terre. Il peut ainsi coller avec fluidité à la manœuvre terrestre et s’y intégrer à tous les niveaux.

Les systèmes CARACAL ou NH 90 apportent les mêmes réponses. Pour eux l’armement est le combattant terrestre (infanterie, artillerie, génie, etc.) et la diversification de leurs capacités viendront de la diversification des capacités de ces combattants (forces spéciales, fantassin «félin», etc.). Au-delà des aspects aérocombat, des synergies comme celles développées avec les formations militaires de la sécurité civile (module d’intervention hélicoptère de reconnaissance/hélicoptère de manœuvre/équipe de lutte contre les incendies) donnent un exemple des diversifications possibles par la spécialisation des personnels embarqués.

Les progrès qui sont encore attendu permettront d’aller encore plus loin dans cette intégration. Ainsi, la simulation en trois dimensions du terrain survolé projetée sur le cockpit permettra le vol au plus près du terrain de nuit ou par mauvaises conditions météorologiques. Le perfectionnement des moyens de navigation et leur couplage avec le pilotage automatique permettra les déploiements dans les mêmes conditions de vol sur des zones non préparées, sans aide d’infrastructure ou radio électrique du sol. Ainsi, discret, capable de se fondre dans le terrain, imprédictible car sans aucune contrainte d’infrastructure, l’hélicoptère arrivera à l’aboutissement de la révolution tactique qu’il a provoqué et qui se prolonge depuis cinquante ans.

L’assujettissement de l’hélicoptère aux réglementations et aux modes d’action conçues pour l’avion, a longtemps restreint ses capacités. La création d’une réglementation propre, tant civile que militaire, à l’instigation des opérateurs, parmi lesquels d’ailleurs l’armée de terre a eu un rôle moteur, a permis d’ouvrir le champ du possible en emploi. Nous pouvons citer entre autres réglementations ayant évolué, celles du vol de nuit avec aides à la vision, des procédures de la circulation aérienne en vol à vue comme en vol aux instruments, etc.

La maîtrise de la technologie et de la réglementation permet donc de rechercher des «effets à obtenir» variés. L’hélicoptère, fruit d’une rupture technologique doit entraîner une rupture tactique, de l’aéromobilité apportant une capacité de mouvement à l’aérocombat apportant une capacité de manœuvre.

**\***

**\* \***

# Quatre principes de tactique élémentaire optimisent l’aérocombat.

***D’abord***, le vol de combat, par lequel il s’agit d’adapter les évolutions en vol à la situation tactique. La forme la plus courante est l’utilisation des masques du terrain en sécurité pour assurer la sûreté. La coordination avec les troupes au sol et l’information en temps réel améliorent cette tactique.

***Deuxième principe***, l’autonomie tactique du système d’arme hélicoptère qui permet l’intégration de la manœuvre en trois dimensions aux petits échelons interarmes. Le système d’arme est servi par un équipage à deux, dans lequel le chef de bord est le concepteur de sa manœuvre dans le cadre de la mission reçue. Il n’a pas un canevas de vol préétabli, il n’est qu’exceptionnellement aux ordres d’un contrôleur tactique sol ou air, et il n’utilise pas de procédure du type appui aérien approché dérivée des procédures avions qui le rendent vulnérable. Il travaille dans la durée dans une zone, en étroite intégration avec, d’une part les autres hélicoptères de son module et d’autre part les troupes au sol.

***Troisième principe***, la modularité et la complémentarité des capacités. Le module de base d’engagement est la patrouille de 2 à 3 appareils, généralement de même capacité (feux, manœuvre, etc.). Elle n’agit pas groupée sur un objectif unique. Elle développe, elle aussi, une double manœuvre, en interne, d’une part, pour surprendre l’ennemi depuis des directions diversifiées, en coordination avec les forces au sol, d’autre part, afin de conjuguer les efforts pour la réalisation de l’effet majeur.

En fonction des effets à obtenir sur l’ennemi, de ses volumes et de ses capacités, il sera engagé plusieurs modules. Il est alors constitué des sous-groupements voire des groupements aéromobiles offrant des capacités complémentaires de renseignement, de feux, de manœuvre, de commandement.

Il faut tout particulièrement retenir que la complémentarité hélicoptères de manœuvre et hélicoptères d’attaque est une exigence de sûreté mise en lumière en Irak pour éclairer, protéger, escorter les hélicoptères de manœuvre et de transport lourd; tout déplacement, y compris logistique sur les arrières exige désormais une véritable manœuvre tactique.

Ces détachements sont donc multifonctions grâce à leur composition mais surtout à la formation des équipages. Ainsi, de la capacité IMEX appelée aussi «Personnel Recovery» avec les personnels embarqués compétents, mais sans moyens hélicoptères dédiés, parce qu’aéronefs et équipages de l’armée de terre ont tous cette compétence qui s’intègre totalement à l’aérocombat. Elle est toujours présente dans un groupement ou sous-groupement aéromobile et avec la mission d’agir au profit de l’ensemble de la force.

***Quatrième principe***, la complémentarité indissociable entre hélicoptères et troupes au sol de toutes les fonctions opérationnelles.

Les hélicoptères ne sont utiles que s’ils peuvent en permanence compléter ou multiplier l’action des différentes fonctions de base de la manœuvre: commandement, renseignement, feux, choc, mouvement c’est à dire infanterie, blindés, artillerie, génie, transmissions, logistique par des actions d’appui feux, d’héliportages d’assaut, de soutien logistique.

Résumons ces principes dans une formule: ***«l’hélicoptère est un système de combat terrestre dont la finalité est la manœuvre tridimensionnelle terrestre, planifiée en interarmes et insérée dans un cadre interarmées et international***» (cf. figure n° 1).

**\***

**\* \***

Considérant cette manœuvre tridimensionnelle terrestre, il faut bien distinguer: la «manœuvre tactique» qui est planifiée et conduite par le commandant de la force terrestre dans le cadre de la mission reçue par le commandant interarmées, de la «coordination aérienne» visant à garantir la liberté de manœuvre dans l’espace aérien qui est de la responsabilité de l’autorité de coordination aérienne. Ainsi, pour un emploi civil, cette fonction est assurée par les organismes de circulation aérienne générale.

La fonction coordination est de la responsabilité du commandement interarmées qui fixe les priorités et désigne une Autorité de Coordination Aérienne[[10]](#footnote-10) (ACA) pour l’exécution. Cette fonction est capitale pour assurer la sécurité des différents utilisateurs de l’espace aérien. Dans le cas de l’hélicoptère, la coordination est en général très simple à réaliser. Soit il est utilisé la procédure du niveau de coordination (CL) qui fixe un niveau de séparation entre les activités avions (dessus) et hélicoptères (dessous). En ex-Yougoslavie il était de 500 pieds (160 m), en Afghanistan il est de 2000 pieds (650 m) ce qui est largement suffisant dans les deux cas, les hélicoptères n’ayant pas besoin de plus pour agir et les avions se mettant en danger en descendant trop bas. Soit il est créé, si besoin, une zone d’action spécifique hélicoptère afin de leur permettre d’agir dans la durée.

La manœuvre tactique nécessite une approche différente. Elle est l’aboutissement de niveaux successifs de capacités, indissociables les uns des autres.

Ces niveaux de capacités sont:

* les savoir-faire techniques qui permettent de réaliser les missions élémentaires, de transport de personnel ou de matériel. Il s’agit de «se déplacer» dans la troisième dimension;
* les savoir-faire technico-tactiques pour la mise en œuvre d’équipements et d’armements qui élargissent la gamme des actions possibles vers le combat (tir) et vers l’emploi «généraliste» c’est à dire les missions, soit de soutien aux autres armées, soit de service public.

Ces deux premiers niveaux sont donc ceux des missions élémentaires qui sont par ailleurs duales (civiles et militaires);

* les savoir-faire tactiques qui visent un effet à obtenir sur le terrain et sur l’ennemi, nécessitant l’engagement de modules: ce sont les missions-types de combat comme par exemple: «reconnaître, couvrir, détruire, appuyer, héliporter d’assaut, assurer le soutien logistique, renseigner». Chacune suppose l’engagement d’un module;

Ces trois premiers niveaux sont ceux de l’aérocombat.

* les savoir-faire tactiques ci-dessus ne peuvent avoir de sens propre. Ils ont pour finalité de s’insérer dans une mission interarmes qui va combiner plusieurs fonctions de combat ou appui pour remplir une mission tactique complexe: «interdire une ligne, sécuriser une zone, détruire une force ou un objectif, s’emparer d’un objectif, évacuer des ressortissants, contrôler une zone, évacuation sanitaire au combat ou en ambiance hostile (secours au DC 10 d’UTA dans le désert du Ténéré), soutien logistique d’une force, etc.» qui s’étend sur plusieurs heures sinon jours et réclame la disposition permanente de tous ses moyens. Dans le domaine des missions duales, cette «mission tactique complexe» peut être du secours aux populations (Tsunami en 2005, tempêtes de 1999, feux de forêts, inondations et séismes de façon récurrentes en France et dans le monde), le soutien à un événement majeur (Sommet de hautes autorités, etc.).

Ces quatre premiers niveaux, inclusifs les uns des autres, sont ceux de la manœuvre tridimensionnelle terrestre (MTT). Cette MTT, ordonnée par le niveau interarmées, s’intègre naturellement dans la manœuvre interarmées.

**\***

**\* \***

L’efficacité de ce concept repose sur trois piliers:

***Le premier*** est constitué par des systèmes tactiques indissociables. Le système tactique est le pion de base de l’unité projetable. Il comprend l’hélicoptère système

*Missions*

##### *Coordination*

## MANŒUVRE INTERARMES TERRESTRE TRIDIMENSIONNELLE

## AÉROCOMBAT

**MISSIONS ÉLÉMENTAIRES**

**DUALES**

COORDINATION TACTIQUE 3D

COORDINATION INTERARMÉES 3D

CAG/CAM

***Capacités***

TECHNIQUE

PILOTER

TACTIQUE /

OPÉRATIF

#### COMBINAISON

INTERARMÉES

TACTIQUE

INTEGRATION

INTERARMES

TACTIQUE

EFFET À OBTENIR

TERRAIN / ENNEMI

TECHNICO-

TACTIQUE

METTRE

en OEUVRE

ARMES &

ÉQUIPEMENTS

**MANŒUVRE INTERARMÉES**

d’arme, l’équipage et la maintenance opérationnelle. Il doit savoir vivre, se protéger et travailler sur le champ de bataille, quelles qu’en soient les conditions, au milieu du déploiement des forces terrestres ou sur les bâtiments de la Marine nationale.

***Le second*** est l’existence d’unités tactiquement cohérentes: les régiments d’hélicoptères de combat. Avec seulement trois régiments pour mettre en œuvre plus de 300 hélicoptères, l’armée de terre a un modèle abouti d’économie des forces et de concentration des moyens. Ces unités apportent les moyens de protection, de soutien

et d’environnement aéronautique aux systèmes tactiques de nature différente (hélicoptères de reconnaissance et d’attaque, de manœuvre et d’assaut) afin de permettre la préparation opérationnelle combinée des modules et la projection hors infrastructure.

Les régiments sont au sein de la force d’action terrestre associés aux brigades interarmes et d’appui pour assurer la préparation à la manœuvre interarmes. Ils projettent des groupements aéromobiles au sein de la force opérationnelle terrestre.

***Le troisième pilier*** est le système de formation, d’entraînement et de préparation opérationnelle tant spécifique, qu’interarmes et interarmées.

La maîtrise des savoir-faire de chaque niveau par les aérocombattants, chacun dans ses fonctions (pilote, chef de bord, chef de patrouille, commandant d’escadrille, chef de corps) est un objectif non négociable de la formation initiale. Le maintien à niveau est l’objectif de la préparation opérationnelle.

* La formation technique est assurée par l’école d’application de l’ALAT qui travaille aussi pour l’interarmées, l’interministériel et l’international.
* La formation technico-tactique est assurée par les cours systèmes d’armes de l’école. Ces deux niveaux sont prolongés par un entraînement et un contrôle continue en régiment. Exercices en vol, simulation et enseignement assisté par ordinateur sont employés dans tous les cas.
* La formation tactique est donnée dans les cours tactiques de chef de bord, de patrouille, de commandant d’escadrille. Elle comprend une dimension interarmes en écoles, qui se prolonge dans les régiments notamment au centre d’entraînement tactique de l’armée de terre, le CENTAC, au cours des semaines ALAT dans les régiments des brigades interarmes, de divers exercices et bientôt au centre d’entraînement en zone urbaine, le CENZUB où nous pourrons entraîner nos unités à la mise en œuvre des tactiques définies par le tout récent manuel d’emploi de l’hélicoptère dans les combats urbains.

Formation et préparation opérationnelle sont un continuum dans lequel «les leçons tactiques apprises par les pieds dans les écoles de formation initiale de Coëtquidan ou de Saint-Maixent» ont toute leur importance

Le simulateur tactique EDITH est un outil important et unique dans les forces pour la formation et la préparation opérationnelle. Ce n’est pas un simulateur de vol mais un simulateur de manœuvre tactique aujourd’hui en place à l’école d’application. Il permet d’entraîner les différents niveaux de commandement tactiques aux actions types de leurs niveaux et à leur insertion dans la manœuvre interarmes. Ainsi, l’on peut entraîner simultanément les chefs des éléments ALAT et des troupes à terre sur une mission commune. Comme nous voulons déployer ces simulateurs dans chacun de nos trois régiments, nous aurons trois pôles d’entraînement tactique interarmes.

Le résultat est la complémentarité de toutes les fonctions opérationnelles des forces terrestres pour une manœuvre tridimensionnelle cohérente. Ce thème a irrigué l’ensemble de ce texte. Les exemples ci-après vont illustrer la validité des principes tactiques et le rôle irremplaçable des piliers de l’aérocombat dans la réussite de la manœuvre terrestre.

**\***

**\* \***

Dans les exemples suivants, deux caractéristiques de cette manœuvre sont en outre à noter:

* La MTT peut être conçue et planifiée à différents niveaux de commandement au sein de la force opérationnelle terrestre. Ce qui est bien un des points forts du concept qu’autorise cette totale intégration des formations d’hélicoptères. Mais dans tous les cas, dans l’exécution, l’interaction des différentes fonctions se fait jusqu’aux plus bas niveaux.
* L’aérocombat n’exclut pas, au contraire il permet à moindre coût de réaliser des missions duales, c’est à dire au profit des populations et de la sécurité intérieure.
  + **Le bilan des activités majeures du premier trimestre 2007** (cf. figure n° 2) montre que la diversité des capacités incluses dans l’aérocombat permet aussi à l’armée de terre de déborder du champ terrestre pour s’élargir sans difficultés au «soutien des autres armées» et au service public.
  + **Les actions conduites durant la guerre du Golfe sont des exemples de combat interarmes conçu au niveau de la division et combiné au niveau des régiments.**

En 1991, dans l’opération Daguet, deux régiments d’hélicoptères de combat sont engagés, un dans chacun des deux groupements interarmes. Voici un exemple d’action interarmes conduits par le «groupement est» pour la saisie de positions irakiennes retranchées, les objectifs Chambord et Rochambeau, après la campagne aérienne: éclairé par ses patrouilles, le RHC s’infiltre pour rejoindre une base d’assaut sur le flanc ennemi. Une préparation d’artillerie est déclenchée, le RHC commence ses tirs dès l’arrivée du dernier obus et les régiments de blindés et d’infanterie débouchent sur l’objectif dés la fin de la phase aérocombat.

* **Balbuzard noir est un exemple d’opérations d’aérocombat dans la profondeur.**

Fin mai 1995, des postes du secteur de Sarajevo sont pris par les Serbes. Une force opérationnelle terrestre composée d’un groupement forces spéciales, d’une compagnie d’infanterie, d’une section de mortiers lourds et d’hélicoptères est embarquée, en 48 heures, sur une force aéronavale d’un porte-avions et deux TCD. Une manœuvre tridimensionnelle terrestre dans la profondeur à partir de la mer, appuyée par le groupe aéronaval est prévue pour le 5 juin. La FOT, articulée en modules doit rejoindre le plot avancé de Lipa dans la première moitié de la nuit et ravitailler.

Ensuite, éclairés, couverts et appuyés par les patrouilles ad hoc, l’ensemble de la force doit s’infiltrer de nuit en vol tactique pour prendre d’assaut les postes au lever du jour. L'ensemble bénéficie de l'appui guidage de l'AWACS en station au-dessus de la Bosnie, d'un Alizé pour relais des communications et de l’appui feu de la flottille de Super Etendard 17F du Foch. Quelques heures avant l’assaut, les Serbes libèrent les postes mais commencent à harceler le secteur à l’artillerie.

Le 8 juin, l’opération est lancée au sud de Sarajevo. En quatre vagues d’assaut successives, la première par surprise, la deuxième sous le feu, les deux dernières sous la couverture des feux de contre-batterie de la section de mortiers lourds, la compagnie d’infanterie et la section de mortier sont héliportées sur le Mont Igman.

C’est ici un exemple de combat interarmes conçu au niveau d’une force opérationnelle terrestre et exécuté aux niveaux des unités élémentaires, des sections et des patrouilles. Il illustre les capacités à détenir pour les missions d’actions dans la profondeur et de «personnel recovery» et il montre comment ces capacités dérivent naturellement de l’aérocombat.

* **Opération Licorne: la coopération Groupement Tactique InterArmes/Sous Groupement AéroMobile (GTIA-S/GAM)**

Les capacités tridimensionnelles des forces terrestres sont également apparues indispensables sur le théâtre de l’opération LICORNE. Les moyens hélicoptères sont:

* pour partie conservés en portion centrale et alors, le module hélicoptères de reconnaissance et d’attaque et le binôme hélicoptère de manœuvre et d’assaut/infanterie confèrent une puissance de feu et de choc rapidement projetable sur le théâtre et qui peut engager une manœuvre combinée avec des unités terrestres
* pour partie adaptés aux groupements tactiques interarmes pour donner de l’ampleur et des appuis à leur manœuvre aux échelons compagnies et sections.

Même si le niveau de planification de l’action est différent, GTIA ou commandant de la Force, ce qui correspond à la vision du chef opérationnel, en réalisation tactique le combat interarmes s’exécute toujours aux petits échelons.

* ***Opération Licorne: les Opérations de Présence et de Recherche de Renseignement.***

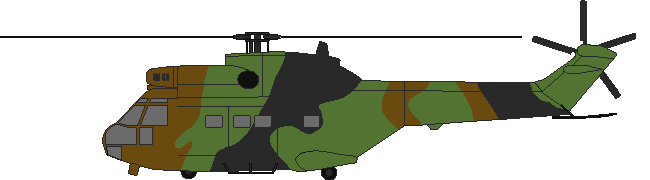
Afin de sécuriser des zones charnières loin des zones d’opérations des GTIA, le commandement de Licorne a mis sur pieds les Opérations de Présence et de

DEPLOIEMENTS au 1er septembre 2007

**+**

PROTERRE **–** GUYANE/REUNION

1 UE **–** 60 pers.



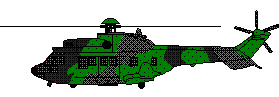
OPERATION

LICORNE

\*

9 x

7 x



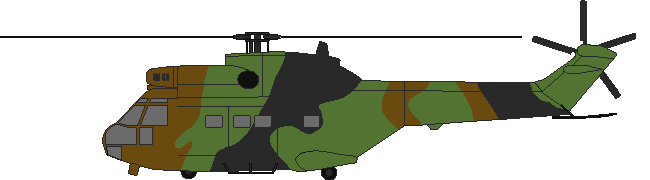
2 x

\* COS : 2 gaz + 2 Coug

\*

DETALAT

## TCHAD

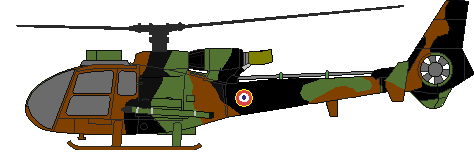


**4 x**

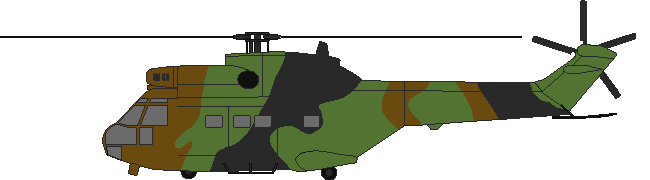
METROPOLE

SATER, GIH,

HEPHAISTOS



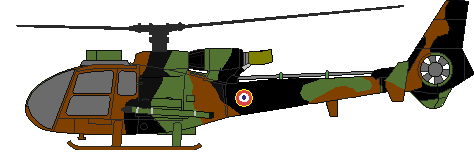
3 x



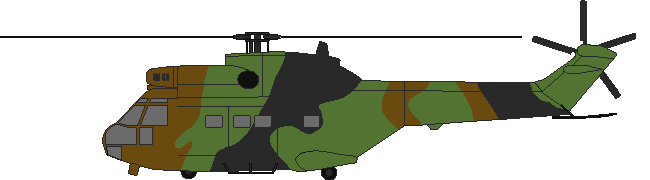
4 x

BATALAT

KOSOVO

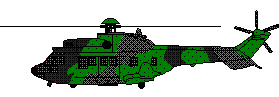


2 x



3 x

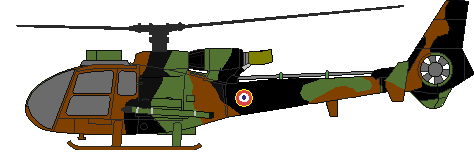
*Total : 500 pers.* ***–*** *46 appareils*



2 x

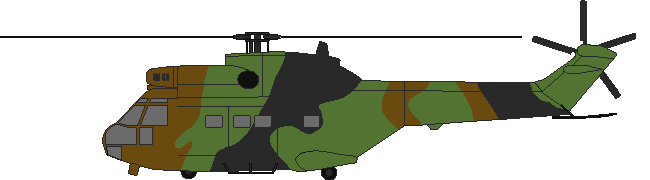
DETALAT

AFGAHANISTAN



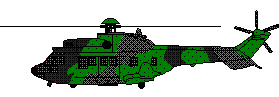
2 x

5 x



BATALAT

DJIBOUTI



3 x

DETALAT

GABON

Recherche de Renseignement conduite par des groupements interarmes (hélicoptères/infanterie).

La méthode consiste à reconnaître l’ensemble de la zone avec les HRA, à définir les objectifs à contrôler, à reconnaître ces zones particulières, puis à héliporter l’infanterie avec les HMA pour les contrôler en l’appuyant en permanence jusqu’au désengagement. Ces phases durant de 3 à 9 heures sont ensuite reproduites dans d’autres secteurs de la zone d’engagement. Là aussi, indépendamment du niveau de planification, l’action s’intègre bien en interarmes aux petits échelons.

C’est un exemple de conception au niveau GAM sur le modèle d’une action terrestre type avec action combinée dans la durée hélicoptères/infanterie.

***Opération BERYX: l’humanitaire à grande échelle.***

Terminons sur une opération de secours: 6 HMA et une section du Génie projetés par avions et bateau, déployés en dehors de toute infrastructure, et mis en œuvre dans des conditions identiques à celle d’une opération quant aux moyens de soutien de l’homme, des matériels et de la vie courante en bivouac. Cette capacité duale à s’engager tant sur le territoire national qu’à l’étranger dans toute mission au profit de la sécurité et du secours aux populations est une dimension fondamentale de la capacité de l’armée de terre.

\*

\* \*

**En résumé**, (cf. figure n° 3), il y a deux clés à maîtriser (celles des choix technologiques et de la réglementation), quatre principes tactiques à respecter, trois solides piliers à entretenir pour créer les conditions du succès de la manœuvre tridimensionnelle terrestre qui constitue l’un des outils aboutis du commandant opérationnel interarmées pour remplir sa mission.

En outre, les capacités techniques des appareils, les compétences des équipages et les modes d’engagement à maîtriser pour la participation à l’aérocombat sont tels qu’ils incluent de facto des compétences techniques et technico-tactiques qui permettent à l’armée de terre de s’engager:

* dans les missions de sécurité intérieures: lutte anti-terroriste avec la gendarmerie, surveillance générale du territoire (gazelle VIVIANE, radar Horizon pour les approches maritime, …), soutien à une force de réaction de la gendarmerie, recherche de jour et de nuit, etc.;
* dans les missions de soutien aux autres armées: logistique au profit de la marine nationale, héliportage au profit de la gendarmerie, transport d’autorité en soutien des unités spécialisées de l’armée de l’air, participation aux opérations de sûreté aérienne (bulle de protection pour les événements importants), SAR de combat (Tchad, Djibouti, Gabon, Côte d’Ivoire, Balkans, etc.), transport d’autorités militaires;
* dans les missions de service public: transport d’autorités gouvernementales, alerte pour le sauvetage SAR, soutien logistique des ministères ( intérieur, sécurité civile, agriculture, etc.), secours aux populations sur le territoire national comme dans les pays étrangers, travail aérien au profit de l’État, des collectivités locales, des



#### TECHNOLOGIE

##### REGEMENTATION

#### AUTONOMIE

TACTIQUE

#### MODULARITE

et COHERENCE

HRA / HMA

#### COMPLEMENTARITE

HELICO / TROSOL

#### SYSTEMES

TACTIQUES

#### COHERENCE

UNITES

#### FORMATION

PREPARATION OPERATIONNELLE

et TACTIQUE / INTERARMES

MANŒUVRE INTERARMES TRIDIMENSIONNELLETERRESTRE

# MANŒUVRE

**INTERARMÉE**

#### VOL de COMBAT

**INTERMINISTÉRIEL**

## SOUTIEN

###### INTERARMÉES

**SECOURS AUX POPULATIONS**

SECURITE INTERIEURE, SAR,

FEUX de FORËT, EVASAN,

SERVICE PUBLIC,

TRANSPORT AUTORITES, INONDATIONS, SEISMES, ETC.

SOUTIEN MARINE,

GENDARMERIE, TRANSPORT

AUTORITES, SAR DE COMBAT,

LOGISTIQUE, …

**+**

**+**

**+**

#### AEROCOMBAT

citoyens (érection de digues, ravitaillement de zones isolées, transport encombrant en zone inaccessible, évacuations sanitaires, contribution à la lutte contre les épidémies ou les épizooties, etc.).

Par les compétences qu’elle inclut, la culture tactique aérocombat, interarmes et interarmées des équipages permet en effet de réorienter de façon instantanée leurs actions pour faire face à des circonstances nouvelles. Car la réactivité que tout chef militaire attend d’une formation d’hélicoptère ne réside pas seulement dans la vitesse de déplacement de l’engin, mais avant tout dans les capacités des aérocombattants à être des tacticiens militaires ou civils, des «gens qui pigent vite et qui galopent» pour reprendre la formule du Maréchal Lyautey.

**\***

**\* \***

# Les illustrations de cet article ont été conçue par le Commandement de l’Aviation Légère de l’Armée de Terre / le général / CESA / 2 avril 2007.



# Le nouveau protocole

**Défense - Éducation nationale:**

**un engagement partagé**



*Par le Lieutenant (ORSEM) Mathieu MEISSONIER,*

*Administrateur au Sénat*

Les ministres de la défense et de l’éducation nationale, de l’enseignement supérieur et de la recherche ont signé, le 31 janvier 2007, le nouveau protocole d’accord entre leurs administrations. Ce document n’est pas la simple continuation des trois précédents. Il apporte une réelle nouveauté par sa méthode d’élaboration et son contenu en instaurant un partenariat large dans le cadre d’un engagement réellement partagé et soumis à évaluation. Il donne de nouvelles missions aux commandants territoriaux de l’armée de terre et offre de nouvelles perspectives à l’enseignement militaire supérieur.

**L**es défis posés par l’intégration et les difficultés d’insertion professionnelle de nombreux jeunes qui ont marqué les dernières années, ont incité beaucoup d’acteurs politiques, institutionnels ou sociaux à demander un effort supplémentaire à l’éducation nationale d’une part, ce qui paraît naturel, et aux armées, d’autre part, ce qui peut paraître plus surprenant.

En fait, le rôle spécifique reconnu à ces deux institutions dans la formation de la jeunesse de notre pays est le fruit du consensus qui émerge des 25 premières années de la IIIème République, notamment marquées par les réformes fondatrices que sont l’instauration d’un service militaire universel et le développement de l’école laïque et gratuite. Le futur maréchal Lyautey dans son article de 1891 sur le rôle social de l’officier en est un des plus importants représentants.

Si la relation entre éducation nationale et défense s’inscrit dans l’histoire longue, elle s’inscrit aussi dans la période contemporaine, à la fois par des mouvements de contestation du rôle des armées, notamment des années 1960 aux années 1980, mais aussi par des actions volontaristes visant à assurer une meilleure connaissance et une meilleure compréhension, ce qui était l’objet du premier protocole de 1982.

Toujours très présent dans les esprits, cet héritage paraît cependant s’estomper. Du côté des armées, la suspension du service national et la professionnalisation ont modifié la structure, les missions et le nombre des jeunes recrues. Du côté de l’éducation nationale, les changements sont également importants car l’école doit se repositionner dans une société qui a profondément évolué.

Douze ans après le protocole de 1995, il apparaissait donc opportun de remettre à plat le partenariat entre le ministère de la défense et celui de l’éducation nationale. La rédaction du nouveau protocole a reposé sur une démarche approfondie d’évaluation servant de base à un engagement réellement partagé et soumis à évaluation des deux ministères. Le protocole consacre un partenariat élargi à plusieurs domaines clefs assorti d’une décentralisation de la mise en œuvre.

**\***

**\* \***

La conviction que le protocole du 31 janvier 2007 apporte une réelle nouveauté par rapport à ses trois prédécesseurs est fondée sur la méthode qui a présidé à son élaboration: évaluation, démarche participative et engagement réciproque.

Le point de départ de la construction du nouveau protocole a été **l’évaluation** collective du legs de ceux de 1982, 1989 et 1995. La communauté militaire a trop souvent tendance à mésestimer ce qui a été accompli. Il est pourtant possible d’en dresser un tableau plus équilibré et d’expliquer les raisons de la méconnaissance des acquis.

L’appréciation portée sur les précédents protocoles est en effet souvent négative. Les critiques se focalisent sur les déficiences réelles ou supposées de l’enseignement de défense dispensé par l’éducation nationale. Il est souvent jugé insuffisant ou inexistant. Les autres critiques portent principalement sur l’hétérogénéité du fonctionnement des trinômes académiques et sur l’essoufflement putatif de la coopération entre les deux ministères.

En réalité, la focalisation de la relation éducation nationale - défense sur la question de l’enseignement de défense est contre-productive car non seulement elle ne prend pas en compte les difficultés réelles qu’a posées cet enseignement (contenu, positionnement, modalités pratiques) dans un contexte d’instabilité des programmes, mais en outre elle a tendance à occulter le reste du partenariat et son réel dynamisme.

Il est vrai que cette focalisation et cette impression négative pouvaient d’autant plus facilement prendre l’ascendant que l’on ne disposait d’aucun tableau de bord interarmées ou interministériel de ce qui était réellement accompli. Il n’y avait pas d’indicateurs statistiques ou de performance permettant de fournir aux grands commandeurs et au pouvoir politique une vision «objective» et d’exercer un réel pilotage. Dès lors, il était naturel que les expériences personnelles inévitablement parcellaires prennent le pas sur la vision d’ensemble.

Comprenant cet enjeu, l’équipe de rédaction du ministère de la défense a procédé à l’inventaire complet des actions de coopération sur une année. Ce sont au final près de 70 pages de tableaux qui ont été nécessaires pour les répertorier! Plus de 50 textes réglementaires (décret, arrêté, circulaire, instruction ministérielle) ou contractuels aux niveaux national et local (protocole et convention), régissant ce partenariat, sont également aujourd’hui en vigueur.

Au bilan des protocoles antérieurs, l’actif apparaît donc sous-évalué et méconnu, même si le passif permet d’identifier de réelles marges de progression.

La préparation du protocole a également été marquée par **une méthode beaucoup plus participative**.

En effet, les deux ministères ont dès le départ estimé que la démarche «*top down*» qui avait présidé à la rédaction des précédents protocoles était l’une des causes des difficultés rencontrées dans leur mise en œuvre. Une démarche «*bottom up*» a donc été privilégiée.

Cette démarche a été lancée par les deux ministres lors de la 2ème journée des réservistes de l’éducation nationale, le 24 septembre 2005, puis précisée au cours du séminaire «Enseigner la défense» de la Commission armée jeunesse du 23 mars 2006. Une très large concertation au niveau national comme au niveau local a eu lieu. Une centaine de personnes au sein de cinq groupes de travail et d’une commission nationale s’est réunie au cours du premier semestre 2006. Ces groupes avaient pour thèmes: l’apprentissage de la citoyenneté, la formation des enseignants et des cadres, l’insertion et l’orientation des jeunes, la validation des acquis de l’expérience, la reconversion et la mobilité des personnels, et l’enseignement supérieur. Le choix des thèmes montre que les deux ministères avaient pour objectif non seulement d’approfondir les coopérations existantes mais également d’en défricher de nouveaux.

Le résultat des groupes de travail a permis de faire un premier projet de rédaction et de focaliser l’effort sur les points à approfondir. Ce fut particulièrement le cas des questions relatives à la validation des acquis de l’expérience. Le contenu une fois stabilisé, la rédaction a été affinée par un dialogue entre les deux ministères.

Durant tout ce processus qui aura, au total, duré plus d’une année, les deux ministères ont manifesté un même engagement. Il faut même noter que le ministère de l’éducation nationale s’est montré sur plusieurs points plus ambitieux que le ministère de la défense.

L’évaluation et la large concertation sur une base paritaire qui ont présidé à la rédaction du nouveau protocole, ont permis d’aboutir à **un document différent des précédents car de nature réellement contractuelle et fixant des objectifs évaluables**.

Le style des précédents protocoles avait une forte dimension politique car ils s’attachaient à poser des principes et à développer des éléments de doctrine. Leur finalité était certes de fournir un cadre général de coopération entre les deux ministères mais les concrétisations du partenariat étaient largement laissées à l’initiative des échelons inférieurs. Même s’ils ont créé les trinômes académiques (1989) et lancés l’enseignement de défense (1995) ou des thématiques comme la lutte contre l’illettrisme et la prévention de certaines maladies, leur conception n’intégrait pas la dimension de l’évaluation.

Le nouveau protocole, dans son esprit, dans sa rédaction et dans sa présentation officielle, a au contraire la dimension d’un engagement réciproque de chaque ministère l’un vis-à-vis de l’autre, dans le respect des métiers et des compétences. Ainsi, la réalisation de chaque objectif est-il soit de la responsabilité d’un seul ministère soit partagée.

Il est assorti d’un cadre moderne de pilotage et d’animation aussi bien aux niveaux national que territorial. La structure administrative supportant le comité de pilotage national aura la responsabilité de décliner les engagements concrets pris par chaque ministère en indicateurs de performance. Il sera ainsi possible de fonder le dialogue interministériel sur des critères quantifiés permettant de construire une relation coopérative justement informée.

Il faut enfin noter que la question de la reconnaissance des acquis de l’expérience fait l’objet d’un pilotage spécifique du côté du ministère de la défense à travers le comité de coordination de la formation en liaison avec les experts de l’éducation nationale.

**\***

**\* \***

Cette démarche a été essentielle pour permettre au nouveau protocole d’approfondir les coopérations existantes et de consacrer un partenariat élargi à de nouveaux domaines de coopération et d’étoffer les échelons territoriaux de mise en œuvre.

Le protocole avait tout d’abord pour objet **d’apporter une nouvelle dynamique à des coopérations parfois anciennes** telles que le parcours de citoyenneté et, en son sein, l’enseignement de défense. Il fait, à lui seul, l’objet de neuf engagements permettant de mieux l’intégrer dans les programmes et les exercices pédagogiques, et d’apporter aux enseignants, qui en sont chargés, une formation et une aide significative. La formation à l’enseignement de défense des professeurs d’histoire - géographie est désormais obligatoire dans tous les IUFM et sera proposée aux autres enseignants sur la base du volontariat.

Le protocole consacre ensuite de **nouveaux domaines de coopération: l’insertion et l’emploi, l’enseignement supérieur et la reconnaissance des acquis de l’expérience**.

La contribution des deux ministères à la cohésion sociale est une dimension essentielle du protocole. Il s’agit tout d’abord de faciliter l’information des jeunes sur la vie professionnelle et l’orientation vers des domaines de formation débouchant sur l’emploi. À ce titre, il est évident que le ministère de la défense, premier embaucheur de France, a une responsabilité d’autant plus importante que les emplois proposés s’adressent pour l’essentiel à des jeunes sans expérience professionnelle antérieure et constituent donc des tremplins. Cela justifie pleinement que les collaborations se développent et que les élèves et étudiants se voient proposer des formations spécifiques ou une information complète sur les métiers de la défense dans le courant de leur scolarité.

Il s’agit ensuite de promouvoir l’égalité des chances. Cet objectif comporte deux volets. Le premier, la JAPD, doit être approfondi de manière concertée. Moment privilégié de rencontre entre une classe d’âge et la communauté militaire, elle est aussi l’occasion unique de pouvoir évaluer la maîtrise de savoirs fondamentaux comme la lecture. Cette occasion doit être pleinement exploitée pour mener un diagnostic mais surtout pour assurer un suivi adapté des jeunes encore scolarisés et proposer des parcours à ceux qui ne le sont plus.

Le second volet est le développement du dispositif «Défense deuxième chance»[[11]](#footnote-11). Si les savoir-faire de la Défense sont sollicités, c’est pour mieux permettre à l’éducation nationale de reprendre toute sa place qu’il s’agisse de l’acquisition du socle commun de connaissances et de compétences puis d’apporter une formation professionnelle.

La mise en place d’une **collaboration dans l’enseignement supérieur** est le second domaine nouveau couvert par le protocole. Certes des partenariats existent déjà comme ceux tissés par le CESAT/EMSST avec HEC ou avec l’IEP-Paris mais il s’agit de les insérer dans un cadre plus large et de faciliter le développement des «bonnes pratiques». L’objectif est notamment de mieux faire reconnaître l’expertise propre au ministère de la défense dans un large éventail de formations universitaires et de favoriser les relations entre centres de recherche. Les deux ministères souhaitent renforcer leurs synergies dans le domaine des universités numériques et des ressources documentaires, tout particulièrement à travers l’ouverture du centre de documentation de la défense en cours de création sur le site de l’École militaire.

Cette nouvelle collaboration dans l’enseignement supérieur doit aussi permettre d’y poursuivre le parcours citoyen. Il s’agirait notamment de l’intégrer dans les unités d’enseignement optionnel «sport-culture-citoyenneté» pour les faire valider dans le cursus universitaire. Sont ainsi tout particulièrement visées les formations dispensées aux officiers de réserve, dont certaines sont de la responsabilité du CESAT/ESORSEM.

Enfin, **la validation des acquis de l’expérience** est le troisième nouveau champ de coopération entre les deux ministères couvert par le protocole. Ce thème est très important pour le ministère de la défense et vient comme un complément logique au partenariat sur l’insertion professionnelle. Deux publics feront l’objet d’une attention particulière: les engagés en contrat court ne possédant pas de diplôme de l’enseignement scolaire et ne pouvant bénéficier d’une aide statutaire à la reconversion, et le personnel militaire d’encadrement qui progresse par l’acquisition de diplômes militaires internes. Sur ce sujet, la coopération en amont sera intensifiée pour permettre des validations plus nombreuses à travers une expertise mieux partagée, la formation complémentaire sera développée dans les cas de validations partielles et enfin, ces possibilités seront plus largement proposées aux militaires et expliquées aux personnels chargés de faciliter la reconversion.

Pour mettre en œuvre le protocole dans toutes ses dimensions, il est apparu indispensable de **renforcer les capacités d’animation au niveau territorial**. Trois éléments structurent cette démarche.

* Premièrement, le rôle des trinômes académiques est confirmé, quoique non homogène, ce cadre de concertation est irremplaçable pour favoriser les initiatives et le dialogue entre militaires, enseignants et l’ensemble de la société.
* Deuxièmement, les deux ministères s’engagent à désigner des responsables territoriaux ayant à leur disposition les contacts et les moyens de concrétiser le protocole. Le ministère de la défense a pris la décision de confier cette mission à l’organisation territoriale interarmées de défense (OTIAD) avec l’OGZD comme interlocuteur des recteurs d’académies et le DMD comme correspondant départemental des inspecteurs d’académie, directeurs départementaux de l’éducation nationale. Certains chefs de corps et donc leurs adjoints auront à prendre en compte cette mission supplémentaire. Au sein de l’enseignement supérieur, chaque université ou grande école aura à désigner un correspondant défense, futur interlocuteur du CESAT quand celui-ci sera concerné.
* Enfin, le protocole assigne un rôle spécifique à la réserve militaire aussi bien au sein des armées que de l’éducation nationale. Les DMD pourront bénéficier de moyens humains supplémentaires pour se doter d’un référent éducation nationale. En complément, aussi bien auprès des DMD, que sur proposition des chefs d’établissement, les réservistes de l’éducation nationale pourront être sollicités comme interface.

**\***

**\* \***

Le nouveau protocole d’accord entre la Défense et l’Éducation nationale paraît donc offrir de nouvelles opportunités concrètes de coopération. Placé dans un cadre contractuel et tourné vers une plus grande efficacité des politiques publiques, il est un outil placé à la disposition du commandement et des échelons déconcentrés pour mettre en place et développer de manière cohérente un partenariat plus approfondi, plus large et mutuellement profitable.

# Mafias et État :

# Entre ambivalence et ambiguïtés,

# une géopolitique de la complexité



*par le Chef de bataillon Emmanuel de CONDÉ,*

*Stagiaire au CESAT/’EMSST*

**À** la journaliste française Marcelle Padovani qui l’interrogeait au début des années quatre-vingt-dix, le plus célèbre parmi les juges anti-mafia, Giovanni Falcone, répondit: «Je suis simplement un serviteur de l’État en *terra infedilium* [[12]](#footnote-12)». Au-delà de l’illustration d’un échec et d’un immobilisme, reflets d’une situation inchangée depuis plus d’un siècle, c’est bien la relation des mafias au territoire, détaché du lien national, qui est ici évoquée.

Vaste par définition, la question des mafias et de la criminalité transnationale mérite une approche d’envergure géopolitique[[13]](#footnote-13) qui, si elle analyse plus précisément la relation des objets étudiés à l’espace et au contrôle d’un territoire, affine également la nature du lien et de l’antagonisme, sur cette même base territoriale, avec l’État.

La question suppose en outre une approche renouvelée de la dimension socio-économique mafieuse que l’on peut appréhender à travers le «paradigme de la complexité» développé par les études italiennes les plus récentes et qui a le mérite de s’appliquer dans sa globalité, et à partir d’une modélisation tirée de la mafia sicilienne, à d’autres types de mafias.

Ainsi nous intéresserons-nous à travers le choix arbitraire de l’exemple italien, aux questions d’ordre historique, sociétal et anthropologique que soulève la relation des mafias à l’État et ses conséquences géopolitiques internes.

### **État et mafias: deux pouvoirs en concurrence**

Le rapport entre mafia et État demeure en effet une question première. Il prend en Italie du sud une dimension particulière tant la prégnance mafieuse est forte au sein de la société. On estime en effet que si la lutte face aux mafias n’est pas négociable et doit rester une constante politique, leur éradication complète semble malgré tout impossible sous peine de détruire le tissu social et la géographie humaine des régions touchées, Sicile et Campanie en premier lieu.

Nous sommes en effet en présence d’un phénomène de violence, considéré comme la plus grave des tragédies du *Mezzogiorno*, responsable chaque année de près de deux mille victimes et surtout, en confrontation permanente avec un État souvent humilié et pointé du doigt pour ses faiblesses. De cette lutte dépend en outre la capacité des mafias méridionales à étendre leur contrôle sur toute la botte italienne.

A ce titre, la confrontation entre la *mafia* sicilienne et la *camorra* napolitaine apporte un éclairage particulièrement intéressant.

Au demeurant similaires, mafia et camorra se caractérisent par une même immoralité dans la relation du clan à la société et, par-là même, participent d’une logique criminelle identique s’arrogeant le pouvoir anonyme d’entreprendre tout type de délit et de transformer dans le même temps le délit en pouvoir.

Enfin, les objectifs apparaissent également semblables: la conquête passive, sans autre alternative que l’hypothèse de la mort, d’une part toujours plus vaste de l’économie d’un territoire et en particulier l’économie émergente, les marchés les plus florissants, et les activités les plus lucratives, qu’elle soit sous couvert de la loi (grands ensembles immobiliers ou circuits commerciaux) ou hors-la-loi (contrebande et prostitution).

Pourtant, la réalité de ces deux phénomènes criminels, au-delà des alliances historiques occasionnelles ou des complicités contingentes, trahit de profondes différences que leurs genèses respectives mettent en exergue.

* ***«Cosa Nostra» ou l’État absent***

La mafia se forme en Sicile, une île marquée par le sceau de la violence et des conquêtes pendant trois mille ans et qui, en dépit des rébellions, au gré des invasions, contre le pouvoir dominant, en dépit des guerres et des révolutions mais aussi de l’épanouissement d’une culture propre, toutes entreprises et réactions destinées à acquérir une dignité de nation, n’est jamais parvenue à une véritable construction nationale. Ainsi, par principe, l’État est-il devenu synonyme d’une altérité, étrangère à la Sicile et conquérante. Il y a là une identification historique de l’État, tout à fait originale, considéré l’ennemi, apte seulement à causer des dommages: taxes, dîmes, enrôlements forcés, confiscation de biens et alors que, durant l’époque moderne, ni l’unité italienne, ni la faillite des politiques gouvernementales du *Mezzogiorno* de l’après-guerre, n’ont contribué à la certitude d’un État présent et solidaire. Pire, la deuxième moitié du XXème siècle a confirmé ce sentiment de solitude, typiquement sicilien, devant la multiplication de faits et événements politiques au cours desquels la capitale de l’île, Palerme, apparut comme une colonie du pouvoir romain: l’échec de la Caisse pour le *Mezzogiorno*, le bluff des grandes œuvres publiques jamais réalisées, la collusion ouverte entre chefs mafieux et représentants politiques qui mirent à sac, divisèrent[[14]](#footnote-14) et distribuèrent pouvoir et richesses économiques et enfin la crise effrayante de la justice ponctuée d’homicides et d’intimidations permanentes.

Ce faisceau d’éléments a alors contribué à la sensation d’un État absent favorisant par-là même la solitude du sicilien et son acceptation tacite de la mafia.

Ainsi, en Sicile, la mafia, c’est-à-dire une immense, obscure et tragique force criminelle naît en substitution de l’État, afin de déterminer des lois propres en lieu et place de celles de ce dernier, dans le but d’imposer un ordre, aussi barbare soit-il, qui soit une règle de vie. Et si l’État se dresse, la mafia n’hésite pas à l’abattre[[15]](#footnote-15), et si quelqu’un essaye légitimement d’incarner au nom de l’État, la loi et la justice, elle le corrompt et le gagne à sa cause; en cas contraire, elle le tue.

Il s’agit là d’une donnée historique et culturelle tragique mais qu’il est, pour de nombreux auteurs, impératif de reconnaître afin d’admettre la part historique de légitimation du système mafieux dans sa matrice originelle, la Sicile. Et il y a surtout là l’idée, confirmée tout au long de l’époque contemporaine, d’une substitution de l’État par la mafia qui explique ainsi également son aptitude à occuper et contrôler un territoire.

* ***La «Camorra» ou l’État dépassé***

À Naples également, où au cours des derniers siècles, d’abord les Espagnols, puis les Français, ensuite les Bourbons et enfin les Piémontais ont imposé la présence obsessive d’un État qui cherchait à gouverner également dans les habitudes et l’âme des Napolitains, celui-ci est davantage devenu un symbole de joug répressif que de concorde politique et sociale.

Néanmoins, la *camorra* n’est pas le résultat d’un déterminisme historique et n’en possède donc ni l’expérience tragique, ni la grandeur et la cruauté. Il s’agit davantage d’un produit humain de la misère, d’un mode de survie dramatique qui cherche à se rebeller face à un État prévaricateur et, dans l’impossibilité de choisir la révolte armée, essaye de s’insinuer au sein de ce même État et de le conquérir de l’intérieur. C’est à ce titre une entreprise d’érosion quasiment invisible qui commence nécessairement du bas et implique presque toute la collectivité.

En substance, la Sicile s’apparente depuis des millénaires à une nation sans État tandis qu’à Naples, l’État a su en revanche prendre le dessus, allant jusqu’à écraser la nation, s’attachant à s’approprier chacune de ses activités, de ses idées et en définitive de la collectivité et du sentiment national napolitain.

À ce stade de la comparaison, la relation au territoire devient un facteur d’analyse à son tour pertinent. Si le Sicilien a vécu dans un espace de solitude au sein duquel les villes n’étaient que des bastions d’inimitiés, le Napolitain a vécu lui dans le cadre, prestigieux mais étriqué, d’une seule et même ville qui fut sa seule nation mais également sa prison.

Ainsi, longtemps et avant qu’elle ne descende en ville au cours des années cinquante, la mafia sicilienne fut une organisation rurale tournée vers la défense des latifundiaires face aux grands agrariens, assurant l’ordre dans les campagnes délaissées par l’État tandis qu’à Naples, le contrôle du territoire conduit par la *Camorra* s’est attaché, avec le soutien d’une classe dirigeante corrompue, à contrôler les quartiers urbains.

Dans les deux cas de figure, on retrouve bien en dernière analyse, la capacité mafieuse à contester l’autorité et la présence de l’État sur son propre territoire avec, pour mode d’action premier, l’emploi de la violence.

**La violence mafieuse: une contestation revendiquée de l’autorité de l’État**

Parmi les spécificités essentielles dans la relation qu’entretient la mafia avec l’État, il convient d’évoquer sa non-reconnaissance du monopole public, exclusif et légitime de la violence que lui confère au contraire le propre usage qu’elle en fait à des fins privées.

Cette vision comprend l’idée qu’il est justement légitime, voire méritoire de se faire justice sans avoir recours à l’État.

L’étude des formes plus graves de violence mafieuse passe toutefois par un préalable essentiel. L’homicide mafieux, loin d’être le fruit d’un instinct sanguinaire ou incontrôlé, participe véritablement d’un projet. Il est donc animé d’une logique stratégique fondée sur les traits suivants:

* un moyen d’expression de la concurrence entre clans et entre mafieux;
* l’instrument principal ou du moins l’un des plus déterminants dans la conquête du pouvoir interne au clan ou externe;
* un mode de facilitation du contrôle des activités légales ou illégales;
* une modalité d’intervention, à la fois dans le cadre social et politique et tournée contre lui.

L’usage et la culture de la violence au nom de laquelle l’homicide n’est pas un délit[[16]](#footnote-16) mais une peine prévue du reste par la formule du serment au code mafieux[[17]](#footnote-17), constituent l’un des piliers sur lesquels repose le double jeu de la mafia vis-à-vis de l’État.

Si, d’une part, cette violence est *hors* et *contre* l’État, se fondant sur son propre code pénal et sur une interprétation personnelle de la justice, sans reconnaissance donc de la fonction répressive et juridictionnelle de l’État, elle est également et d’autre part *dans* et *avec* l’État, que ce soit au titre de ses activités économiques, qui le plus souvent réclament le recours aux institutions, ou au titre de son rôle politique.

### **Une approche globale pertinente: le «paradigme de la complexité»**

Le paradigme de la complexité proposé par le Centro Impastato et son programme de recherche «*Mafia e società*» aborde l’analyse de la mafia à travers la complexité et la polymorphie du phénomène. Il a donné lieu à l’hypothèse de définition suivante:

«*La mafia est un ensemble d’organisations criminelles - parmi lesquelles la plus importante, mais non la seule est Cosa Nostra -, qui agissent à l’intérieur d’un cadre relationnel vaste et ramifié. Ces organisations configurent un système de violence et d’illégalité dont la finalité est l’accumulation du capital ainsi que l’acquisition et la gestion de positions de pouvoirs, et qui se prévaut d’un code culturel et jouit d’un certain consensus social*»[[18]](#footnote-18)

Ainsi le phénomène mafieux est-il considéré comme le produit d’un faisceau de composantes, criminelles, sociales, économiques, politiques et culturelles dont l’isolement d’un seul élément dénaturerait et réduirait l’objectivité de l’ensemble. Les mafias apparaissent à cet égard la résultante du rapport interactif de tous ces aspects et c’est de cette interactivité qu’il faut tirer, comme pour tout phénomène complexe rétif aux méthodes de focalisation, une analyse qui se veuille la plus exhaustive possible.

D’emblée, cette hypothèse oblige à une considération concrète et sociale, loin de toute mythification déjà évoquée. Elle permet par exemple de se détacher du paradigme aujourd’hui dépassé «protecteurs-protégés» mais au contraire de présenter un bloc social composite avec ses intérêts, ses dynamiques et ses propres clefs de lecture.

A titre d’exemple, la recherche s’est souvent interrogée sur la réalité mafieuse, considérée tour à tour *industrie* et *institution* sans jamais toutefois associer les deux dimensions. Le paradigme de la complexité ne pose pas d’alternative mais considère au contraire la mafia sous les deux aspects.

Se pose également la question binaire de la mafia vue comme organisation ou attitude comportementale, très souvent tranchée par les auteurs comme l’expression d’un comportement, alors que l’approche complexe comprend dans un même ensemble la dimension organisationnelle et l’attitude, les structures hiérarchiques et le code culturel, ce dernier allant bien au-delà des seuls affiliés.

Enfin, le contexte relationnel et économique décrit également une réalité mafieuse complexe ou le bloc social se définit par sa nature interclasses avec, aux deux extrémités, vers le bas des strates sous-prolétaires et prolétaires aux agissements illicites et licites, à la périphérie des grands centres économiques, et vers le haut, du personnel politique et administratif lié au monde mafieux et impliqué dans une corruption publique ou privée générant des sommes considérables et au cœur de l’économie nationale ou transnationale.

Au sein d’un tel bloc, le poids de chacune des composantes n’est évidemment pas le même, la fonction dominante étant exercée par des sujets légaux ou illégaux, riches et puissants (chefs de clans, politiques, administrateurs, entrepreneurs, professionnels) que l’on peut définir comme une «bourgeoisie mafieuse»[[19]](#footnote-19), ce qui permet d’élargir là aussi le spectre, loin de la seule image tendancielle de l’entrepreneur mafieux[[20]](#footnote-20).

Au-delà de toute récupération idéologique, le concept n’exclut pas la dimension criminelle, analysée dans toutes ses implications organisatrices mais surtout relie cette dernière à un cadre complexe de relations sociales. Ainsi, permet-il de définir un «pacte scélérat» entre mafia et pouvoir légitime, entre mafia et institutions politiques et économiques. Comment du reste la mafia pourrait-elle s’affirmer sans la contribution d’une série de figures sociales qui, sans être directement affiliées à *Cosa Nostra*, lui sont pourtant reliées d’une façon ou d’une autre?

L’analyse fondée sur le concept de bourgeoisie mafieuse réclame alors une très grande précision dans l’individualisation des groupes mafieux et des articulations des systèmes relationnels liant les nombreux sujets. Elle suppose aussi à terme l’élaboration de politiques qui visent à prévenir et à réprimer les activités mafieuses ainsi qu’à déconstruire le bloc social interclasses cimenté par la bourgeoisie mafieuse et sous l’emprise de son hégémonie.

Toutefois, au bilan, cette démonstration met également en lumière la relation à double sens qui occupe dès lors le terrain du social et du politique, depuis le milieu local direct jusqu’aux sphères de décision. En effet, «si le mafieux joue un rôle de médiateur entre société locale et politique, il semble en revanche qu’entre le mafieux et les institutions d’État, ce soit au politique à servir de médiateur»[[21]](#footnote-21).

Il y a donc là, au-delà d’une répartition des tâches et d’un partage du pouvoir qui ne dit pas son nom, l’illustration d’une occupation du territoire, au premier échelon, du quartier ou du canton, pris de force ou délaissé et qui confère aux mafias cette tradition d’ancrage et de présence indispensable à leur puissance et à leur assise géopolitique.

**Après la mondialisation**



*par Monsieur Hervé JUVIN,*

*Directeur d’Eurogroup Institute*

**L**e constat s’impose devant la réduction de la biodiversité végétale et animale, devant la montée de nouvelles raretés, devant la menace réputée proche d’évènements climatiques extrêmes et d’une hostilité croissante du milieu à la vie humaine; nous allons devoir gérer ce qu’aucun homme avant nous n’a eu à gérer, nous allons devoir compter ce que nul avant nous n’a eu à compter, et nous allons devoir produire ce que nul avant nous, jamais, n’a eu à produire[[22]](#footnote-22)

La nouveauté est radicale pour l’économie, qui s’est révélée incapable, depuis l’aube de la première révolution industrielle, de dépasser les conventions comptables et fiscales pour révéler les coûts cachés de la croissance, apprécier dans la durée les effets de prélèvements sans mesure sur les gratuités d’une nature réputée inépuisable, et mettre en regard les profits apparents de l’industrie humaine avec la valeur des éléments qu’elle détruisait, pour déterminer une plus juste et plus modérée appréciation de la croissance réelle, c’est-à-dire soutenable. L’économie classique a été le grand manteau blanc jeté sur la prédation des biens mondiaux; rien moins que sa refondation la sauvera d’un naufrage accompli.

La nouveauté est troublante pour les démocraties dont nous avions eu tendance à oublier à quel point elles avaient été contemporaines de la naissance du mythe de la croissance sans limites, à quel point aussi les vertus associées à l’entreprise collective de réalisation de la croissance sans limites, de la surabondance matérielle et du «toujours plus» étaient liées au régime de la démocratie de marché, à quel point toute panne de la croissance, tout plafond de verre auquel se heurteraient les chevaliers de la croissance viendrait la menacer dans ses fondamentaux. Le temps pourrait être proche où la primauté du politique, c’est-à-dire de la volonté de collectivités singulières, sur l’économie, rendra visible à quel point la démocratie de marché a désarmé la démocratie.

La nouveauté est aussi, ou devrait être, saisissante pour les militaires et pour tous ceux qui font profession de défendre un espace commun ou de le promouvoir; car la montée des nouvelles raretés est en train d’effectuer une profonde transformation des relations internationales et des rapports entre communautés humaines, tandis que les nouvelles conditions du rapport à l’espace, comme aux ressources nécessaires à la vie et aux accès à ces ressources, créent de nouvelles conflictualités et annoncent de nouvelles lignes de fracture dans le monde, entre comme à l’intérieur des États constitués S’il s’agit bien de défendre le droit d’une collectivité humaine à décider de son avenir, c’est peu de dire que les nouvelles raretés et l’entrée dans le marché de biens qui lui étaient soustraits modifie tout ce que nous croyions savoir des conditions de la souveraineté, de la réalité des territoires, de la consistance des patrimoines et des droits de propriété.

C’est pourquoi le fil rouge du milieu de vie est peut-être le fil d’Ariane qui permettra de s’y retrouver dans l’écheveau des questions stratégiques, en dessinant des priorités, des lignes de force, des logiques de survie. Essayons de le suivre.

## Objets du pouvoir

Si la première vertu du stratège, pour Napoléon et le Général de Gaulle, est de pouvoir regarder longtemps le même objet sans ciller, il vaut la peine de fixer un moment les yeux sur ces nouvelles raretés, disons plutôt sur ces futurs biens rares, qui sont entrés dans l’économie par la petite porte, qui y sont bien, qui y sont pour longtemps, et qui y sont déjà déterminants.

La plus surprenante des évolutions en ce sens est celle qui concerne l’air. Car l’impossible est devenu réalité; nous payons pour l’air! La création, dans le cadre de la signature du protocole de Kyoto par une majorité des grandes nations développées s’engagent à mettre en place des dispositifs de réduction des émissions de carbone et de gaz à effet de serre, d’un marché des émissions de carbone, souvent aussi appelé «marché des droits à polluer», est l’une des manifestation d’une réalité nouvelle, les autres s’appelant stockage de carbone, ou puits verts.

Faudra-t-il un jour payer pour la lumière du soleil? Cette lumière en tous cas, et plus précisément l’exposition au rayonnement qui produit la photosynthèse, fait figure de trésor du futur. D’abord parce que la récupération, le traitement et la conversion en énergie du rayonnement solaire est la voie de dispense des hydrocarbures la plus manifeste, si elle n’est pas simple à mettre en œuvre. Ensuite, et surtout, parce que le processus par lequel les plantes grandissent, se développent et se multiplient, pourrait bien devenir la source essentielle de ce que l’homme pourra attendre de la nature, les autres services gratuits et les autres ressources ayant été épuisées.

L’eau se paie déjà, et le plus grave n’est pas qu’elle se paie cher, mais qu’elle devient source de conflits multiples, diffus ou ouverts. Les exemples les plus rebattus sont ceux de l’eau du Jourdain, ceux de la captation des nappes phréatiques par les forages des implantations israéliennes illégales, ceux encore des eaux du Nil, à propos desquelles les projets de barrage en Éthiopie provoquent des tensions avec les autres tributaires immémoriaux de ce bienfait des Dieux: les crues du Nil! Il est plus intéressant de constater comment, à l’intérieur d’un même territoire, l’arbitrage de la rareté de l’eau par l’argent ne fournit pas de réponse satisfaisante à la gestion des accès à l’eau, à moins d’estimer que le décès d’une partie de la population mondiale par maladies liées à la consommation d’eau impropre, ou par malnutrition, est un effet légitime de la loi d’airain du marché des raretés. Au Kenya, les affrontements entre éleveurs nomades, dont les troupeaux ont traditionnellement eu à accès à des sources épisodiquement exploitées, et les cultures maraîchères qui fournissent les haricots et fraises de nos marchés de Noël, ont déjà tué. Au Maroc, Marrakech vit les conséquences de l’arrivée en force de plusieurs centaines de milliers d’Européens, qui ont les moyens de remplir leur piscine ou d’arroser les pelouses de leur golf à un prix du litre d’eau qui menace un Marocain d’origine de mourir de soif, après l’avoir expulsé de son quartier ou de sa ville! Suez ou Veolia le savent bien, la gouvernance de l’eau devient un sujet mondial, et la fiction du prix de marché concurrentiel ne fournit pas la solution que, seule, l’approche par le service rendu permet d’approcher de manière viable, en différenciant le prix du litre d’eau selon ses usages, et en assurant par exemple que ce n’est pas le même litre d’eau qui est en concurrence pour remplir la piscine et pour donner à boire aux enfants!

La terre se paie et se paiera. La terre ou l’espace pour vivre, pour cultiver, pour respirer, pour éliminer ou stocker les déchets; la terre simplement où la lumière du soleil produit le miracle de la vie, par la grâce de la photosynthèse. Il est généralement estimé que nous utilisons moins du quart de la masse végétale issue de ce mécanisme, ce qui est de très loin la part la plus importante jamais consommée par l’activité humaine; la mobilisation de la terre pour la production végétale redevient un enjeu majeur, à mesure que plafonnent ou régressent les productions agricoles, en dépit ou en raison du recours massif aux adjuvants chimiques de toute nature, en dépit aussi d’un recours à la biogénétique d’une ampleur généralement inconnue.

La vie se paie aussi. Ce n’est pas seulement que la jardinerie Delbard se nomme «créateur de nature», c’est que l’industrie humaine tire moins seulement sa croissance de ce qu’elle ajoute à la nature, que de ce qu’elle produit quand la nature ne le fournit plus. Depuis longtemps, aucun animal domestique n’est vendu aux États-Unis sans être castré; pas question que le mécanisme naturel de la reproduction mette à mal les profits d’une industrie des animaux de compagnie qui reposent en partie sur le monopole de la reproduction! De manière plus insidieuse et plus violente, un processus analogue est en train de se produire du fait de la disparition des abeilles, violemment éliminées par les ingrédients de l’agriculture chimique qui a déjà fait disparaître la majorité des insectes, des rongeurs et des oiseaux de nos champs, et qui menace désormais de supprimer le mécanisme de pollinisation qui utilisait les insectes et particulièrement les abeilles pour féconder les fleurs. C’est fini, ou bien c’est en danger. Mais derrière la déploration de rigueur, mieux vaudrait être attentif à un phénomène qui n’est pas sans précédent; tout ce que la disparition de la nature affecte fournit un nouveau champ d’activité à l’industrie. Car la disparition de la pollinisation est un cadeau du ciel pour l’industrie des OGM et des semences, qui peut s’attendre à voir effectivement ses services de reproduction calibrée, maîtrisée et payants, non concurrencés par cette déloyale gratuité de la nature, des abeilles et du pollen! La maîtrise des conditions de reproduction de toutes les espèces animales et végétales, comme la promesse de maîtrise de tous les paramètres de la reproduction humaine, transforme les conditions de notre être au monde comme sans doute les hasards de la maternité et les surprises de l’hérédité les avaient laissées à peu près inchangées depuis les temples de la Bible; et ce n’est pas la moindre interrogation sur notre condition humaine que cette sortie, non de la religion, mais des symboles et des forces qui nourrissaient les peurs, les Dieux, et la grandeur d’être homme sur la terre du destin.

Inutile de le dire: chacun de ces nouveaux biens rares va faire l’objet d’acquisitions de droits, de tentatives de contrôle, de concurrence, de luttes, voire de guerres. Essayons de considérer comment et selon quelle logique.

### **Théâtres d’opération**

Le phénomène est passé à peu près inaperçu. Alors que les grandes compagnies pétrolières, à la suite des droits d’exploitation consécutifs à leurs explorations fructueuses, contrôlaient plus des deux tiers de la production pétrolière voici vingt ans, cette proportion a été considérablement et brutalement réduite au cours des dix dernières années, de sorte que ce sont d’ores et déjà des États qui ont repris, directement (Venezuela) ou indirectement (Russie) le contrôle de leurs ressources en hydrocarbures.

Ce mouvement traduit la course aux ressources naturelles comme outils de la puissance, la sortie du marché comme fiction convenable pour l’énergie, l’eau, la terre. Il donne le signal d’un retour au réel; il n’y en aura pas pour tout le monde. Nous mesurerons bientôt que seule, la surabondance permet de faire fonctionner les marchés de biens vitaux. Ce n’est pas le marchand ou le banquier qui sont pacifiques, c’est l’abondance qui pacifie. Et ce ne sont pas les marchés qui désarment les États et les soldats, c’est la surabondance matérielle et financière qui délie chacun de sa communauté, dans l’illusion de la poursuite durable du bonheur solitaire.

La conséquence actuelle de cette renationalisation des réserves procède de la hausse des prix du pétrole et du gaz, et de la formidable accumulation de capital qu’elle assure aux pays producteurs; nous continuons d’avoir les yeux rivés sur les *hedge funds* et les nouveaux produits financiers, sans mesurer que la vraie nouveauté est l’arrivée sur le marché des fonds d’État, ces fonds d’investissement qui cherchent à tirer pour l’État qui les a constitué, le meilleur rendement possible, mais aussi, mais encore, mais davantage, à lui assurer certains des moyens de la puissance à travers leur poids, leur influence, leurs incitations. L’Europe est le dernier endroit au monde où parler de patriotisme économique est un grand mot; partout ailleurs dans le monde, la finance est devenue l’un des moyens de l’acquisition, du maintien ou du renforcement de la puissance, et partout dans le monde la conformité au modèle unique du capitalisme de marché, de la société par action et de la libre concurrence est employée au service de la volonté collective. Si ce n’est pas du patriotisme économique, c’est la poursuite résolue, lucide et parfois féroce de l’intérêt supérieur de la Nation par les moyens de l’économie; cherchez l’écart!

Le champ d’opérations de la mondialisation financière, dominé par le rôle des organisations non gouvernementales, par la perspective d’une gouvernance mondiale (illustrée par le TPI), par la mise en place de marchés mondiaux se substituant aux frontières nationales et par le couple victime-humanitaire se substituant au couple envahisseur-défenseur, est renouvelé. Le monde sort de la confusion pour se séparer, les hommes découvrent qu’ils n’affronteront pas seuls les menaces qui pèsent sur leur survie, la politique redevient le moyen de cette survie que l’économie condamne, le retour des biens réels ressuscite les vieux mots d’indépendance et de souveraineté.

* ***Le temps de la survie***

Depuis Montesquieu, combien de sacrifices au Dieu du «doux commerce», à la paix issue de l’échange et de l’interdépendance, combien d’éloges au banquier et au marchand opposés au prêtre et au soldat! Les peuples qui ont vécu la colonisation, ceux qui ont subi l’occupation de leur terre, sont bien placés pour savoir que le banquier et le marchand tuent autant que les idéologies ou les nationalismes, ils ont seulement l’habileté d’envoyer les autres se faire tuer pour eux (que les sceptiques relisent l’histoire des deux guerres de l’Opium infligées à la Chine pour qu’elle ouvre ses ports à l’importation de la drogue alors produite en Inde, et permette à la Grande-Bretagne d’équilibrer ses échanges avec elle!) Et voilà que c’est l’idéologie de la croissance sans limites et les pratiques industrielles et marchandes de la mise en marché du monde, qui menacent notre survie collective. Et voilà que la primauté de l’économie s’avère durement remise en cause, à mesure qu’une série de progrès limités, manifestes et largement mis en valeur, nous menace d’une catastrophe globale, et que la question de la survie de l’espèce humaine sur sa petite planète est posée. Le politique à l’oreille fine entend venir le recours au collectif, perçoit la recherche éperdue du commun et du lien, et devine maladroitement que la question de l’identité et celle de l’origine vont dominer les prochaines années, parce que seules des collectivités fortes d’un lien peuvent se doter des moyens de leur survie. Le stratège n’a pas besoin de beaucoup de systèmes d’analyse pour percevoir la montée des tensions, locales ou régionales encore, pour observer que le monde est en train de se renationaliser et de se séparer, et pour observer que les nouveaux pays en croissance ont trop fondé leur pacification interne ou leur équilibre politique sur l’accès à l’abondance, pour pouvoir longtemps se dispenser d’employer tous les moyens que suggéreront le besoin ou l’urgence, afin de s’approprier les ressources premières qui leur feront défaut. Nos élèves ont trop entendu nos leçons d’apôtres irresponsables de la croissance sans limites. Nous sommes déjà coupables de ne pas leur avoir permis de la connaître assez vite, comment serions-nous audibles pour leur demander d’y renoncer? La survie, sous ses formes les plus brutales comme les plus complexes, redevient un terrain stratégique; si la réalité quotidienne ne nous y confronte pas encore, nos grandes peurs renaissantes le dessinent déjà. Le plus clair est que l’argent n’y suffira pas; la puissance, tous les moyens de la puissance, peut-être.

* ***Le temps de la séparation***

Sous la menace de la faim, de la soif ou de l’étouffement, devant le retour des grandes peurs et la disparition de toute bienveillance de la nature, la confusion du monde qui a marqué ces dernières années s’achève. Nous avançons à l’aveugle vers le retour des séparations vitales, des singularités précieuses et des discriminations essentielles; ce qui revient à dire que nous allons devoir apprendre ce qui fait société entre nous, et qui n’est plus écrit nulle part. L’homme moderne a été celui qui refusait toute discrimination, puisqu’il refusait toute détermination. Qu’en dira l’homme qui vient? Au nom des prétentieuses généralités sur l’unité du genre humain, et l’unicité de la nature humaine – comme si tout homme et toute société n’étaient pas d’abord le produit de l’histoire et le produit de leur histoire, comme projet et comme héritage – l’une des conditions simples mais essentielles de la démocratie est perdue de vue; seules, des communautés qui se distinguent par cela même qui fait que leurs membres se reconnaissent un territoire et un destin commun, font politique. Et elles seules peuvent être des démocraties, si du moins démocratie signifie bien capacité de débattre entre soi, de décider pour soi et de faire appliquer la décision de la majorité des siens. La démocratie s’appelle séparation. Le stratège ne peut négliger un point devenu criant depuis que le «state’s building» est reconnu pour la condition de la paix, depuis aussi et surtout que les fantasmes de gouvernance mondiale s’évanouissent derrière cette réalité; seul un État en pleine possession de son territoire peut contribuer à affronter les nouvelles raretés et à gérer les questions de portée universelle que pose la dégradation du milieu. L’insécurité environnementale n’est pas moins grave que les autres, elle aussi rend sans prix un État en pleine possession des moyens d’agir, elle aussi réinstaure le contrôle des territoires, réels et virtuels, comme la première vertu d’un régime politique digne de son nom.

Toute vision cohérente à cet égard suggère cette vérité malséante; l’interdépendance tant vantée est sans doute un facteur de conflit inattendu, mais réel. Après les deux années de récolte catastrophique en Australie, qui la lancent sous la dépendance des marchés mondiaux de céréales, il n’est pas exclu que l’indépendance alimentaire, ou plutôt l’autosuffisance en la matière, redevienne un sujet d’actualité. Il est déjà manifeste que le nucléaire civil est l’un des choix stratégiques les plus féconds de la France, et la soumission de l’Union Européenne à un supposé libre marché de l’énergie, une coupable sottise. La fiction de marchés libres dévoilée, l’interdépendance apparaît pour ce qu’elle est, un piège redoutable pour certains, une incitation directe à la guerre pour d’autres, qui ne supporteront pas de dépendre de plus faibles qu’eux, ou simplement d’étrangers. L’interdépendance que la mondialisation de l’économie a poussée à son terme pourrait bien se révéler fauteuse d’interventions armées au cours des prochaines années. Le stratège y verra l’obligation de consacrer aux affaires civilo-militaires et aux opérations de projection et de protection des intérêts nationaux privés des moyens inédits. Qui croit que la dépendance européenne à l’énergie russe est facteur de paix, ou encore que la concentration des énergies fossiles dans quelques-uns des pays les plus politiquement et culturellement éloignés des consommateurs de ces énergies ne pose pas de problèmes, et ne pose ou ne posera dans l’avenir la question des méthodes et des moyens d’intervention, au service des intérêts vitaux du pays?

* ***Le retour des biens réels***

Les idées d’investissement les plus modernes? Les terres agricoles, les forêts, les plages – partout où se déterminent les conditions de la vie, ou de la survie humaine. Nous sommes loin de la bulle Internet, du recours au virtuel et du refuge de l’immatériel, fournisseur d’espace et de surabondance à ceux qui n’en auront pas d’autres, parce que ce monde, ce monde des sens, du goût, de la terre et de la mer, ne leur sera plus accessible. Les conditions de la vie, donc de la survie, sont territoriales (même si ce territoire se réduit au domicile privé transformé en plate-forme de services et d’accès au virtuel). Ce qui signifie que la gestion et le contrôle des droits de propriété sur le sol, sur les espèces, deviennent des questions hautement stratégiques. Ce qui signifie plus directement encore que la maîtrise des conditions d’acquisition et de transfert de propriété, plus encore les conditions de formation des droits de propriété et leur évolution, deviennent des sujets essentiels. Tout stratège devrait être convaincu que, de la même manière que le piège des Droits de l’homme, ouvert dans les années 1970, s’est refermé avec une puissance mortelle sur l’URSS quinze ans plus tard, la conformité est le piège par excellence ouvert devant les communautés soucieuses de leur destin commun, un piège qui enferme la décision du juge comme la décision démocratique dans le formalisme et qui interdit cet arbitraire de dernier ressort qui peut être la condition de la survie d’une collectivité. La lutte pour la survie annonce le règne des nouveaux barbares; le stratège doit les voir à l’œuvre. Contre eux, les armes du droit des contrats et des marchés sont minces. Contre eux, le patriotisme économique, partout en œuvre à l’exception de l’Union Européenne, est de peu de recours s’il n’est pas l’œuvre d’un consensus implicite qui n’a jamais à se dire, jamais à s’écrire, jamais à s’avouer, mais qui renchérit le prix de toute opération non souhaitable au-delà du raisonnable et qui agit sans rien faire, par l’évidence de sa primauté sur le droit. L’éloge de l’implicite reste à écrire, en ces temps obsédés de transparence, d’explication et même d’explicitation. L’autorité de toute institution ne gagne rien à la transparence, ni au copinage; et il devient vital, non de restaurer l’autorité des institutions, mais de rendre à cette autorité la part de mystère, de secret et, oui, d’arbitraire, qui rend le procédurier incertain, brouille le calcul du marchand, ramène le banquier à sa place, et assure à la société les moyens de son contrôle sur l’économie.

* ***La violence de l’universel***

Qui mesure suffisamment l’arrogance des dispositifs qui ont généralisé le modèle de production, de consommation, de mesure et de contrat occidental? Et qui apprécie le risque que le déracinement et la sortie des croyances et des structures sociales qui leur garantissaient à peu de frais l’estime de soi, font courir à des populations promises la frustration, au désir insatisfait, et sans que rien puisse les retenir sur la voie de la violence la plus extrême? Le modèle de la croissance sans limites a balayé tout ce qui pouvait atténuer les frustrations, calmer le ressentiment et fournir d’utiles exutoires à la haine. L’économie qui a voulu faire l’économie des religions, des structures sociales et des modèles de satisfaction collective, ne fera pas l’économie de la guerre que la disparition de toute altérité radicale au modèle de l’action rendra implacable. Plus rien de ce qui faisait de l’autre différent un autre respecté ne demeure, l’autre doit devenir le même, celui qui demeure différent n’est plus que le mal, qu’il faudra bien un jour exterminer.

La violence d’un modèle unique suscite la violence parallèle de son double. À la question de la survie, la réponse fait peu de doutes; comme d’habitude, les moyens de la survie ne seront pas matériels, mais spirituels et moraux, et le champ du stratège commence avec les singularités remarquables qui feront les lignes de fracture du monde de demain, ces singularités plus vitales que les biens vitaux. Comme d’habitude, les réponses directes, simples, voire simplistes, seront de peu de recours face à une situation qui se traduira d’abord par un réinvestissement massif dans ce qui fait lien; croyances, appartenances, frontières. L’élément nouveau est que la violence du modèle unique de la croissance sans limites, auquel le monde sans presque d’exceptions a adhéré, s’est appliquée de manière universelle, et que la réponse à cette violence s’attaquera à cette prétention universelle. Et l’élément nouveau est que la séparation consécutive à cet effort sans précédent d’unification du monde distinguera moins des communautés entre elles qu’elle ne distinguera au sein même de communautés existantes, des formes diverses d’adhésion au monde. Le temps de la modération, de la tempérance, de l’abstention, et même de l’indifférence, est venu. Nous allons redécouvrir ces vertus politiques tant oubliées quand nous mesurerons à quel point nous avons troqué la paix des consciences sûres d’elles même contre la petite monnaie de l’ingérence, de la bonne conscience et des grands sentiments, qui n’a cours que sur la petite place de notre arrogance.

## Libres opinions[[23]](#footnote-23)



**Osez, ouvrez le dialogue!**

**Comme vous l’indique le Général commandant le CESAT, les articles abondent et ils sont de qualité! Les points de vue et les thèses présentés sont des plus intéressants et pourtant, à cette expression à une voix, il manque une chose: des réponses, des visions complémentaires, des réfutations, bref …des réactions pour instaurer un dialogue vivifiant.**

**Donc tous à vos claviers! Adressez-nous vos envois à l’une des deux adresses suivantes:**

**Internet:** [**cabinet@cesat.terre.defense.gouv.fr**](mailto:cabinet@cesat.terre.defense.gouv.fr)

**Intradef:** [**cahier-cesat@cesat.terre.defense.gouv.fr**](mailto:cahier-cesat@cesat.terre.defense.gouv.fr)

Evolution or revolution

**in military affairs?**

# A historical perspective through the First World War



*Par le Chef d’escadrons Valentin SEILER,*

*de l’État-Major de l’Armée de Terre / Bureau pilotage.*

**M**ilitary innovation does not occur in a linear manner. In military history the few periods where great acceleration in change dramatically modified the way people waged war are in contrast to periods where incremental change is the norm. If military analysts generally agree on this principle which underpins the concept of «Revolution in Military Affairs» (RMA), they often disagree on the scale and reach of change. It is not easy to demonstrate whether change is revolutionary or evolutionary in a particular period of time. Therefore, before discussing a case study, it is necessary to explore further the keys tenets of an RMA. Andrew Krepinevich suggests an empiric definition of an RMA:

*«What is a military revolution? It is what occurs when the application of new technologies into a significant number of military systems combines with innovative operational concepts and organisational adaptation in a way that fundamentally alters the character and conduct of conflict. It does so by producing a dramatic increase - often an order of magnitude or greater - in the combat potential and military effectiveness of armed forces»[[24]](#footnote-24).*

The common point of all RMAs is that the combination of several major changes makes the former frameworks obsolete or irrelevant. MacGregor Knox and Williamson Murray make a distinction between a Military Revolution and an RMA. They argue that only a few Military Revolutions really transformed the character of war, whereas RMAs are more underpinned by technical, organisational and doctrinal change. They identify five major Military Revolutions and a non exhaustive list of about twenty RMAs[[25]](#footnote-25). Focusing on military issues, this essay will consider an RMA in its larger sense, notwithstanding the fact that RMAs occur in a long term dynamic of Military Revolutions. Colin Gray accurately suggests a short and generic definition for an RMA which will be the basic reference for this analysis: «*by RMA I mean a radical change in the character or conduct of war*»[[26]](#footnote-26). In other words, an RMA implies a discontinuity in terms of operational effectiveness. Physicists measure a quantum leap - an energetic discontinuity - when they observe matter at the infinitesimal level. In the same way, military analysts measure a leap when they consider an RMA. But, if the RMA hypothesis relies on the possibility of revolutionary change, it does not necessary mean that change is rapid, but profound.

The aim of this essay is to evaluate the importance of the RMA of the First World War and to highlight its key tenets. The arguments will focus on land and air warfare because the maritime aspect did not play a critical role in the transformation.

Keeping Gray’s point in mind, this essay will demonstrate that a major RMA occurred during World War I. The transformation was so profound that the new operational paradigm which emerged from 1917 to 1918 shaped the style of conventional warfare of the 20th century. It was the birth of what is sometimes called the modern style of warfare. Moreover, the RMA was both the outcome of changes in the 19th century and the catalyst for the interwar RMA in mechanisation and aviation.

In order to address these issues, it is first necessary to outline the paradigm of warfare in 1914. Second, the tenets of the combined-arms RMA of World War I based on a three-dimensional form of tactics will be evaluated. It will be argued that the RMA was the result of the combination of conceptual, tactical and technical changes. Third, the outcome of the RMA will be analysed.

**\***

**\* \***

### **The paradigm of warfare in 1914**

In 1914, the French and the Germans went to war with enthusiasm because they thought that the war would be short and decisive. They had in memory the Franco-Prussian War of 1870 which demonstrated the ability of an Army to defeat the adversary in a relative short period of time with satisfactory results. Following this war, the conceptual framework of 1914 remained unchanged. It was actually based on the legacies of the French and Industrial revolutions. The French revolution completely altered the classical idea of small professional armies fighting on a precise battlefield for a limited period of time. French leaders introduced the ideas of the nation in arms and «levée en masse*»* in the early 1790s.[[27]](#footnote-27) At the beginning of the 19th century, Napoleon was the great architect of this new style of warfare based on mass armies which were not easy to move, commit and sustain. Clausewitz studied in detail the Napoleonic campaigns and played a critical role in shaping the conceptual framework at the end of the 19th century and the beginning of the 20th century. In 1914, both sides decided to enter into war on the basis of the Clausewitzian teachings, thinking that war was the «*continuation of policy by other means*»’[[28]](#footnote-28) and would provide a decisive outcome for the winner. The Industrial revolution which started in Europe in the 19th century provided an industrial base for waging war and sustaining mass armies. As a result of this phenomenon, huge material resources were available in 1914. The scale of destructiveness of the weapons was dramatically increased. The belligerents used this industrial base to mass industrial firepower such as machine-guns and huge quantity of artillery pieces[[29]](#footnote-29). They also relied on industrial logistics, using the railway as the key vector to move and sustain the armies[[30]](#footnote-30).

In 1914, military doctrine in France and Germany was based on the cult of the offensive[[31]](#footnote-31). This strong belief emerged as of the beginning of the 20th century because of the exaltation of the Napoleonic model, the rise of nationalism in Europe and a biased interpretation of Clausewitz’s work[[32]](#footnote-32). It became a real ideology. Foch promoted in his lectures at the War College in Paris the idea of offensive at any price because of this belief of the intrinsic superiority of the offensive over the defensive. Besides, despite the increasing lethality of weapons, any major change in tactics was made because of the primacy of the morale to defeat the adversary[[33]](#footnote-33). Many French officers thought that the offensive combined with a strong morale would be the key of military success[[34]](#footnote-34). Only a few officers understood that the ideology of the offensive at any price was *de facto* condemned by change in weaponry and the rise of industrial firepower. In France, Pétain epitomised this school of thought with his aphorism repeated in his infantry course that «le feu tue»[[35]](#footnote-35) (firepower kills). In Germany, the same importance was given to the offensive. It was thought that a rapid and decisive victory could be achieved over the French by replicating the spirit of the German plan of 1870[[36]](#footnote-36). Consequently, the belligerents entered into war in 1914 with the model of the battle for annihilation in order to strike the enemy’s centre of gravity and shatter his will. It was thought that this objective could be achieved through a manoeuvre of envelopment or double envelopment. The battle for annihilation was actually based on the old two dimensional forms of tactics which was successfully used by Napoleon at the beginning of the 19th century. The primacy was given to the infantry and the cavalry. At its heart, the doctrine of 1914 relied on the successful Napoleonic principles: field guns opening fire at short range on the first enemy lines; infantry assaulting in waves; cavalry exploiting the success of the infantry. Both sides hoped a breakthrough in order to envelop the enemy and enable the battle for annihilation. The Schlieffen Plan was actually only an extension of the ideas that prevailed in Germany in 1870[[37]](#footnote-37). Technological advances had not fully been taken into account.

From a technological perspective, the outcome of the Industrial revolution was an acceleration of change. Some important technical improvements and innovations occurred. The lethality of existing weapons was significantly increased, in particular the machine-gun, the modern rifle and quick-firing artillery pieces. Heavy artillery started to play a critical role on the battlefield whereas the precision of the field artillery was enhanced. Firepower of modern artillery assets was so phenomenal that it became the dominant weapon of the battlefield[[38]](#footnote-38). Flexibility was also increased by the introduction of the field telephone and the telegraph replacing the Morse. Hence, the range of the guns was increased because no longer did the observer have to see both the target and the gun[[39]](#footnote-39).

Three major new weapons were introduced during World War I. The development of the internal combustion engine allowed the birth of the tank and the aircraft, whereas research in chemistry led to the birth of poison gas. Tanks were developed by the British and the French. They were initially only designed to crush trenches and barded wire. In other words, they were only designed to be an instrument of rupture. The idea was to develop a weapon mounted on an armoured chassis to ensure force protection to the crew. The French initially referred to the idea of assault artillery. The aircraft was used for the first time for military purposes. By late 1915 it became the principal means for reconnaissance. Later on in the war it was used for artillery observation and for close air support to the benefit of land forces with the attachment of a machine-gun[[40]](#footnote-40). The poison gas became also a terrifying weapon because troops had no efficient gas masks and lacked protection-kits. Nevertheless, there were serious technical limitations in the use of those new weapons. The employment of the aircraft was constrained not only by weather conditions but also by time and daylight. The tank never became an instrument of rupture because it lacked both mobility and firepower. In addition, its intrinsic capabilities were limited by frequent mechanical breakdown. The employment of the poison gas was not reliable; it was heavily dependant on the direction of the wind. Moreover, it could have counter-productive effects on friendly troops. As a result of serious technical limitations, neither the tank nor poison gas could be used as a decisive weapon on the battlefield[[41]](#footnote-41).

Moreover, at the beginning of the war there were some very important doctrinal limitations. Both sides lacked imagination. Doctrinal laziness was blatant[[42]](#footnote-42). Technical innovations actually did not really change the existing conceptual framework which was forged decades ago. In essence, the initial phase was based on heavy artillery preparations which could take several days. Hence, when the infantry launched the attack, troops lacked the benefit of surprise. The adversary exactly knew the place of the attack and had time to mass forces at the right place. The attack also occurred in a direct frontal manner toward strong field fortifications because there were no flanks and no real weak point[[43]](#footnote-43). There was also the problem that railways had improved mobility at the operational level, but that movement at the tactical level was still on foot. In the circumstances of the First World War, this meant that by the time a tactical penetration had been achieved, the defender had brought up reserves to prevent its exploitation. Finally, both sides did not make the best use of the artillery. It was only used in direct support of the attack in order to dislocate the first echelon. There was also a tendency to assume that the same approach, only with more, would work, rather than looking to radically new approaches.

The offensives of 1914 led to a tactical and operational stalemate. In essence, the combined use of significantly more powerful weapons within an old conceptual framework explain the failure of the Schlieffen Plan which relied on the classical two dimensional form of tactics. The success was supposed to come from a decisive battle of annihilation with a double envelopment by the flanks. Jonathan Bailey argues that the German plan was inspired by the Carthaginian victory at Cannae and that the style of warfare promoted was as old as war itselff[[44]](#footnote-44).

The new potentialities brought about the emergence of new weapons and the increasing firepower implied conceptual change. Unfortunately the doctrinal reflexion for change was not conducted in 1914. The doctrinal laziness brought to light problems at two levels. At the tactical level, there was initially not enough heavy artillery to break the front. The infantry was unable to breach the obstacles fortifying the trenches due to lack of specific equipment and protection. The machine-gun played a critical role in the defence in stopping the attack of the infantry waves. The artillery was also unable to conduct counter-battery fires. At the operational level, both sides were unable to break-out and to exploit in depth because of lack of mobility of the assaulting infantry, the vulnerability of the cavalry and the inability of the artillery to move rapidly forward[[45]](#footnote-45). As a result of those tactical and operational problems, World War I became a long and bloody war that Schlieffen had tried to avoid. Gray accurately argues that «the character of warfare which failed in 1914-16 may be described as Napoleonic with an industrial base[[46]](#footnote-46).

In 1914, the stalemate of the German offensives became blatant very quickly. The huge shock of the 1914 and onwards was unbelievable and unexpected. The amount of casualties became a real problem. The morale of the troops decreased quickly. Up to mid-1917 both sides tried to break the deadlock of attrition warfare without any significant success because the principles applied in 1914 remained roughly the same. In April 1917, General Nivelle launched a massive frontal attack on the Western front in order to overwhelm the German defences. There were so many casualties that it was the last major offensive relying on the doctrinal principles of 1914. Following the failure of the offensive, many French units faced strong mutinies as of April 1917[[47]](#footnote-47). The need for change clearly appeared at this time. In other words, the impasse of the existing doctrine and the pressure of the events was the catalyst for radical change or indeed what could be called an RMA[[48]](#footnote-48).

### **The combined-arms RMA**

The new approach to warfighting which emerged in 1917 was primarily based on the massive use of indirect fire in order to solve the tactical and operational issues. It was the key innovation of World War I[[49]](#footnote-49). Heavy and long range artillery assets played a critical role by opening new spaces for manoeuvre. Air power was used in a more efficient manner for deep attack and ground-air co-ordinated operations. French and British forces exploited the potentialities of the tank.

The employment of those weapons was combined with innovating tactical approaches. One of the most significant was developed by the British Expeditionary Force (BEF). It was experimented in 1917 during the Battle of Cambrai. For the first time, the BEF tried to combine new doctrinal ideas and the use of tanks in mass. The BEF launched an important offensive on the 20 November 1917 to breach the Hindenburg Line and to test the relevance of a significant tank attack[[50]](#footnote-50). The combined use of tanks and predicted artillery fires showed the potentials of a new approach to warfighting[[51]](#footnote-51). The initial tactical success of the offensive at Cambrai was the proof that a potential RMA was under way.

The RMA which emerged in a short period of time between 1917 and 1918 is the outcome of the lessons of three years of bloody attrition warfare. It induced a true paradigm shift in the conduct of war. If many constituents of the RMA were not new, its roots relied on conceptual, tactical and technical change[[52]](#footnote-52). The core tenet of the RMA was the combined use of all arms and their co-ordination in time and space on the battlefield. That is why the RMA of World War I is called in this essay the combined- long artillery preparations. Technological innovations led to more accurate and reliable weapons. It was the means to reinforce the effectiveness of the combined-arms tactics. But the RMA did not emerge because of the birth of a dominant new weapon such as the tank or the aircraft; the RMA had at its heart the massive use of indirect fires[[53]](#footnote-53). Despite technical improvements, the artillery was absolutely not a new category of weapon. Nevertheless, it was the key technical enabler of the RMA because the only way to breakthrough and exploit was to use massive artillery fires, having no flanks for envelopment. Hence, the fundamental innovation was not technical, but tactical.

In essence, the development of the combined-arms RMA relied on the development of accurate artillery fire, decentralised infantry tactics, fire, manoeuvre and exploitation. This new form of tactics was underpinned by some basic features. Most importantly, the battle was systematically three dimensional. The third dimension was used to fight the deep battle in order to dislocate the rears of the adversary. It included the use of aircraft for reconnaissance, close air support and later on for air bombing. The RMA focused on tempo and close co-ordination between all arms, in particular between the infantry and the artillery. Intelligence was paramount for precise artillery targeting. Surprise, that is to say shorter artillery preparation, was the key element for realising the breakthrough at a weak point. The application of massive artillery firepower was the only way to breakthrough a fortified linear front. It included changes in the ratio of the artillery to increase firepower. More efficient and reliable means of communication were introduced to improve co-ordination of the application of firepower between all arms. A precise fire plan against headquarters, command and control assets, artillery batteries and logistics was also necessary to dislocate the adversary’s ability to manoeuvre. Ultimately the synergy of the effects was roughly achieved[[54]](#footnote-54).

Despite the existence of common views about the ways to break the stalemate of attrition warfare, the Germans and British developed some very strong national perspectives. The French view was similar to the British one. Both sides focused on combined-arms and three-dimensional form of tactics, including massive use of artillery and air power. The BEF tried to combine the employment of indirect firepower with tank attacks. This idea was implemented during the battle of Cambrai in November 1917 with significant tactical success[[55]](#footnote-55). Tudor developed for the first time a coherent predicted fire plan based on planning of tank and artillery co-operation. The British secretly gathered 476 tanks for the attack which was launched without any long artillery preparation, favouring surprise. Tanks crushed obstacles on the front. The artillery engaged predicted targets with success because of air reconnaissance. Initially concealed, about 1,000 artillery pieces covered a front of ten kilometres with high co-coordinated fire planning. 289 aircraft were engaged for reconnaissance, close air support and air bombing[[56]](#footnote-56). Consequently, the BEF gained about six kilometres of ground in a relative short period of time. The British offensive did not lead to any operational success, but it laid the ground for fundamental change in conceptual terms. It is one of the best examples of application of new tactics in World War I.

At the beginning of 1918, whereas Pétain thought that it was better to wait for the Americans and the tanks[[57]](#footnote-57) because of the lack of resources to achieve a decisive operational victory, Ludendorff decided to seize the initiative through the offensive[[58]](#footnote-58). Having learnt the lessons of 1917, the Germans firmly believed that a tactical solution existed. As a result, they launched a major offensive on the 21 March 1918, bringing the Allies near to the point to collapse. In contrast to the British, they did not really develop tanks to break the front. Nevertheless, Ludendorff thought that a decisive outcome could come from deep tactical penetrations avoiding the strong points even if neither side had been able to achieve such an objective up to now[[59]](#footnote-59). The Germans decided to combine Buchmuller’s new artillery techniques with infiltration tactics of the infantry[[60]](#footnote-60). They also favoured independent tactical actions. They focused on greater flexibility enabling a revolutionary shift from hierarchical structures to functional ones[[61]](#footnote-61). Foch, fascinated by the German innovations, argued that the key principles of Ludendorff were surprise by concealing troops until the attack, brutality and brevity of the artillery preparation, rapidity of execution, enlargement of the breach by attacking the flanks, rapid deep penetration within the enemy positions at weak points, initiative and exploitation by reserves[[62]](#footnote-62). That is why the primary task of the artillery was to provide maximum fire support to a decentralised command infantry. Tempo was critical to maintain momentum of the offensive. The German offensives led to numerous tactical victories. Trevor Dupuy suggests that «*the Ludendorff innovations of 1918 may thus justly be regarded as revolutionary, with an impact on the conduct of land battle comparable to those of Macedonian phalanx, the Roman legion… and the line of Gustavus Adolphus*»[[63]](#footnote-63).

The massive use of indirect firepower coupled with decentralised combined-arms tactics was the cornerstone of the RMA. It was one of the most significant RMA in the history of warfare because a true paradigm shift occurred in the conduct of war. For the first time, armies used to a great extent the third dimension including the use of artillery and air power in order to fight in the deep battle, breaking thus the stalemate of attrition warfare. World War I was actually not only a period of profound change, but also a period of rapid change. The combination of those phenomena suggests that the combined-arms RMA is more than a simple RMA; it is a Military Revolution. Moreover, Murray argues that «*of all military revolutions, World War I should be regarded as the most revolutionary in military terms*»[[64]](#footnote-64). The combined-arms-RMA really shaped the style of conventional warfare of the 20th century. It is the birth of what is sometimes called the «*modern style of warfare*»[[65]](#footnote-65). The general principles remained roughly the same for about eighty years up to the 1991 Gulf War, relying on the combined use of artillery, tanks and aircraft[[66]](#footnote-66).

From a broader perspective, World War I was the fulcrum of the Industrial age; for the first time several major states committed all human and material resources of the nation, leading to the disruption of the old European order based on the balance of power. For this reason, World War I had a far deeper impact than a purely military focused RMA and had «*the most profound impact of all Western military revolutions to date*»[[67]](#footnote-67). Nevertheless, the British and German tactical victories never ushered into an operational success.

### **Outcome of the RMA**

The RMA occurred in a relative short period of time between 1917 and 1918. But some important challenges had to be overcome because of the simultaneous arrival of new technology which had to be embedded within new concepts. The major challenge for getting the best use of new technological developments is actually that in the face of the unknown of the future, people generally try to find an answer in the past. Military society is reluctant to change or indeed to innovate. The major challenge in 1914 was to understand the potentialities of the use of indirect fire and air power. On both sides numerous senior officers were very conservative. In February 1916, Falkenhayn launched a very costly offensive towards Verdun with classical methods in order to use the French. Because it became impossible to breakthrough, the idea was to kill the maximum of French and enforce them to commit all their reserves in the battle[[68]](#footnote-68). This basic form of tactics brought many casualties, but little success. In April 1917, despite the lessons of Verdun, the great Nivelle offensive led to the same sort of disaster because no major conceptual innovation took place within the French army. In addition, as of 1917, many senior officers thought that the potentials of the three-dimensional form of tactics were exaggerated by their promoters. The implementation of the RMA was the second major challenge at this time. There was no clear learning process cycle managed from the top. It was rather a bottom up process conducted at the tactical level by colonels and captains[[69]](#footnote-69). Moreover, the high command did not give any clear doctrinal guidance for change, in particular on the Allied side.

Despite tactical victories, some significant limitations slowed down the implementation of the ongoing RMA. Both sides learnt mutually from their long experience at war. In 1918, the Germans on the one hand and the Allies on the other hand realised the importance of the RMA and its intrinsic potentialities. Moreover, both sides made dynamic adjustments to their new concepts by taking into account the lessons of successes and failures of the adversary.

But in essence, the RMA was unable to achieve its full potentialities for technical and human limitations. Both tanks and aircraft had severe limitations. Tanks crucially lacked mobility; they were absolutely not reliable. During the battle of Cambrai, the BEF lost the majority of its tanks for technical reasons. Only three hundred tanks among the 476 available were able to reach the line of departure when the attack was triggered. The remaining tanks were too slow and not mechanically capable to penetrate in depth within the enemy lines. More than fifty per cent of those committed broke down in the following twelve hours. The BEF also lacked assets for real-time battlespace management[[70]](#footnote-70). Commanders could not co-ordinate the different type of units in an efficient manner because of the lack of reliable means of communication. Tanks had actually only visual means of communications. Finally, the assault infantry was unable to exploit decisively the breakthrough realised by the tanks because it was dismounted and lacked resources as well as indirect fire support. Artillery could open spaces for manoeuvre, but there were no troops able to exploit in the depth. It was impossible to transform the initial tactical success into operational coin. In other words, the artillery which was the key enabler of the RMA could only create opportunities for tactical victories. That is why, despite the efficiency of artillery techniques, the RMA did not amount to a magic bullet at the operational level and indeed at the strategic level.

The victory of the Allies in 1918 was ultimately determined by the balance of resources. The outcome did not rely on a superior form of tactics or a blatant imbalance in terms of technology. The absence of tanks in the German Army only mattered tactically and it was balanced by Ludendorff’s innovations. But the Germans lacked material and human resources. They faced a stronger coalition with the arrival of the Americans, taking the benefit of huge economic and industrial resources, and controlling at this time the sea lines of communications. These factors became crucial by mid-1918. In addition, the Germans became overstretched by their military commitment on a multi-front war in the West and the East. However, returning to Gray’s definition, World War I amounted to an RMA because the outcome of the innovations of 1917 was a «*radical change in the character or conduct of war*». The RMA was initially militarily focused. But by 1918 it was the combination of the diplomatic, the economic and the military lines of operations which led to the victory of the Allies. After three years of attrition warfare, it was the return of the grand strategy.

Despite technical limitations, the battle of Cambrai showed the premises of mechanised warfare through the massive use of tanks. The potentialities of new technologies gave an idea of future developments and of what future land warfare could look like. In the same way, the great German offensives of 1918 showed the relevance of decentralised combined-arms tactics.

Military developments after 1918 were principally based on World War I experiences. In the interwar period, both sides tried to draw the lessons of the Great War. But the Germans were the best to understand the potentialities of the internal combustion engine in order to restore battlefield mobility. General Hans von Seeckt, chief of the Army Command from 1921 to 1926 received the task to reorganise the *Reichswehr*. He had little room for manoeuvre because of the severe clauses of the Treaty of Versailles. The Germans first realised a conceptual transformation on the basis of the lessons of World War I. Robert Citino argues that in the interwar period the *Reichswehr* «*laid the groundwork for its rebirth by preparing a veritable military revolution, one that would do more to change the face of warfare than any development since the introduction of gunpowder*»[[71]](#footnote-71) Seeckt initiated a vast programme to analyse in detail the experience of the Great War. He established no less than fifty-seven committees for that specific purpose[[72]](#footnote-72). At the same time, technical improvements reinforced the capabilities of the tank and the aircraft in terms of mobility and firepower. The telegraph was also replaced by the radio. These elements were the catalyst for the interwar RMA in mechanisation, aviation and information[[73]](#footnote-73). The Germans gathered their armoured vehicles in Panzer Divisions. They succeeded the integration of their powerful assets in new organisations. They also employed them in a new doctrinal corpus. The efficient use of armoured formations was the key to success and transformed another time the conduct of war. The Germans attached great importance to the core principle of unity of effort. They renounced to limit the use of tanks to the role of infantry support. They created an arm that would be employed in large formations. Thus, they increased significantly their military effectiveness by adapting the combined-arms tactics of World War I to new technological developments. These innovations led to what was called later on *blitzkrieg*. The result was an RMA because it was more than an incremental change in terms of organisation and doctrine. But there was actually nothing fundamentally new from a conceptual perspective. All the constituents of *blitzkrieg* had been developed in 1918. The interwar RMA relied on World War I technologies and ideas which have been improved. The introduction of large armoured formations only provided new ways of implementing the operational paradigm set up in 1917-18[[74]](#footnote-74). There was no real conceptual change despite the efficiency of *blitzkrieg*. Therefore, the combined-arms RMA of World War I laid the ground for future RMAs, in particular for the combined-arms armoured warfare RMA born in Germany in the interwar period[[75]](#footnote-75).

**\***

**\* \***

The combined-arms RMA of World War I was the outcome of conceptual, tactical and technical innovations made from 1917 to 1918. However, the RMA could potentially have occurred before 1914 because it was principally based on massive and co-ordinated use of indirect fire. Despite technical improvements, the artillery was absolutely not a new weapon system. In addition, the introduction of new weapons such as tanks did not really change the course of the war. The tactical stalemate at the early stages of World War I was only the catalyst of the RMA.

This essay has demonstrated that the combined-arms RMA of the First World War was a true RMA which set the scene for future military developments in the interwar period. The RMA could be described as a Military Revolution because of the depth of conceptual innovations and their impact throughout the 20th century. It actually laid the tactical and operational framework for the next decades in conventional warfare. Murray wrote that «*a British or German battalion commander from the battlefields of summer 1918 would have understood the underlying concepts of the battlefields of 1940, 1944, and even 1991. A battalion commander of 1914, however, would not have had the slightest clue as to what was occurring in 1918: that was how far military affairs travelled in the course of four years*»[[76]](#footnote-76).

The following interwar RMA in mechanisation, aviation and information was triggered by technological improvements. But it was only an extension of the combined-arms RMA because nothing fundamentally new emerged in this period. For this reason, World War I is both the culmination of changes in the 19th century and the catalyst for the interwar RMA. As a final comment, the RMA is a useful concept to understand change in warfare. It shows that throughout the secular history of warfare military innovation occurred in a non-linear manner. This great lesson is timeless. The RMA concept should help military leaders to understand and overcome future operational challenges in military transformation provided it is used in the wider framework of grand strategy because «*an RMA should fundamentally affect strategy and the role of military power in the international system*»[[77]](#footnote-77).

## *References*

* Bailey, Jonathan, *The First World War and the birth of the modern style of warfare* (Strategic and Combat Studies Institute, The occasional No 22, 1996).
* Bailey, Jonathan, «Deep battle 1914-1941: The birth of the modern style of warfare» and «The century of firepower», in *British Army Review*, No 120, December 1998.
* Benbow, Tim, *The magic bullet? Understanding the revolution in military affairs* (London: Brassey’s, 2004).
* Citino, Robert M, *The path to Blitzkrieg: Doctrine and training in the German Army, 1920-1939* (London: Lynne Rienner Publishers, 1999).
* Clausewitz, Carl von, *On war* (London: Everyman’s Library, 1993).
* Coutau-Bégarie, Hervé, *Traité de stratégie* (Paris: Economica, 2nd edition, 1999).
* Duroselle, Jean-Baptiste, *La grande guerre des français, 1914-1918* (Paris: Perrin, 1994).
* Dupuy, Trevor N, *The evolution of weapons and warfare* (New York: Hero Books, 1988).
* Geyer, Michael, «German strategy in the age of machine warfare: 1914-1945», in Paret, Peter (ed.), *Makers of modern strategy: from Machiavelli to the nuclear age* (Oxford: Clarendon Press, 1986).
* Gray, Colin S, *Strategy for chaos: Revolutions in Military Affairs and the evidence of history* (London: Frank Cass Publishers, 2003).
* Gudmunsson, Bruce I, *On artillery* (Westport: Praeger, 1998).
* Horowitz, Michael, and Rosen, Stephen, «Evolution or Revolution», in *The Journal of Strategic Studies*, Vol 28, No 3, June 2005.
* Howard, Michael, «Men against fire: The doctrine of the offensive in 1914», in Paret, Peter (ed.), *Makers of modern strategy: from Machiavelli to the nuclear age* (Oxford: Clarendon Press, 1986).
* Jones, Archer, *The art of war in the Western world* (Urbana and Chicago: University of Illinois Press, 1987).
* Keegan, John, *A history of warfare* (London: Pimlico Military Classics, 2004).
* Krepinevich, Andrew F, «Cavalry to computer: The pattern of Military Revolutions», in *The National Interest*, Fall 1994.
* Masson, Philippe, *Histoire de l’armée française de 1914 à nos jours* (Paris: Perrin, 1999),
* Murray, Williamson, «Thinking about Revolutions in Military Affairs», in *Joint Force Quarterly*, No 16, Summer 1997.
* Murray, Williamson, «Armored warfare: The British, French and German experiences», in Murray, Williamson, and Millet, Allan (ed.), *Military innovation in the interwar period* (Cambridge: Cambridge University Press, 1996).
* Murray, Williamson, and Knox, MacGregor «Thinking about revolutions in warfare», in Knox, MacGregor, and Murray, Williamson (ed.), *The dynamics of military revolution, 1300-2050* (Cambridge: Cambridge University Press, 2001).
* Murray, Williamson, «May 1940: Contingency and fragility of the German RMA», in Knox, MacGregor, and Murray, Williamson (ed.), *The dynamics of military revolution, 1300-2050* (Cambridge: Cambridge University Press, 2001).
* Pedroncini, Guy, *Pétain, le soldat, 1914-1940* (Paris: Perrin, 1998).
* Sagan, Scott D, «1914 revisited: Allies, offence and instability», in *International Security*, Vol 11, No 2, Fall 1986.
* Serman, William, and Bertaud, Jean-Paul, *Nouvelle histoire militaire de la France, 1789-1919* (Paris: Fayard, 1998).
* Smith, Rupert, *The utility of force: The art of war in the modern world* (London: Penguin Books, 2006).
* Smithers A J, *Cambrai: The first great tank battle, 1917* (London: Leo Cooper, 1992).
* Snyder, Jack, *The ideology of the offensive: Military decision making and the disaster of 1914* (London: Cornwell University Press, 1984).
* Van Evera, Stephen, «The cult of the offensive and the origins of the First World War», in *International Security*, Vol 9, No 1, Summer 1984.
* Weygand, Maxime, *Foch* (Paris: Flammarion, 1947).
* Woollcombe, Robert, *The first tank battle, Cambrai 1917* (London: Arthur Baker Limited, 1967)

**Le camp retranché de Paris en 1914**



*Par le Général de corps d’armée (CR) André BOURRACHOT*

**C’**est une histoire qui commence très tôt, en 1792, pour être précis. Pour nous, elle débutera en 1870 étant entendu que l’appellation de Camp Retranché de Paris existe depuis la création en 1840 par la volonté de M. Thiers d’une enceinte continue bastionnée de 34 km de périphérie – marquée aujourd’hui par le périphérique – et des 17 forts qui s’en détachent sur 70 km de tour.

Vient la guerre de 1870, l’investissement par les Prussiens (mais il y a aussi des Bavarois et des Wurtembergeois), puis le siège de la Capitale. L’ennemi n’essaye pas de rentrer dans Paris; l’existence du Camp Retranché n’y est pour rien car les Allemands n’ont aucune envie de s’engluer dans des combats de rue interminables. Mieux vaut réduire la cité par la faim et les privations. Ils se contentent donc de l’encercler à distance de tir d’artillerie, c’est à dire à environ à 4 ou 5000 m de l’enceinte continue. Ils pilonnent ainsi les forts extérieurs et les bastions mais très peu l’intérieur de la cité (330 morts civils seulement du fait des bombardements pendant le siège). En fait les Allemands vont établir de très solides lignes de défense à la fois pour empêcher les armées (gardes mobiles pour l’essentiel) de Paris de tenter une percée mais aussi, ce qui est moins connu, les forces de province (armée de la Loire par exemple) de venir délivrer Paris. L’enceinte continue est peu touchée par les tirs d’artillerie mais les forts détachés sont plus sévèrement atteints.

Le conflit franco – prussien se termine mais c’en est un autre, franco – français, qui commence: la Commune, avec à l’issue la reconquête de Paris par les «Versaillais» et notamment un certain Séré de Rivières, général du génie. Il prendra aux insurgés les forts détachés d’Ivry et de Vanves.

Ce conflit terminé par une guerre civile et la perte de l’Alsace et de la Loraine meurtrit durablement la France. La rivalité franco – allemande et le retour des provinces perdues deviennent les contraintes fortes de la politique étrangère et de la politique militaire de la France, «pensons- y toujours, n’en parlons jamais dit Gambetta».

La France est sonnée par sa défaite et elle va s’enfermer dans son pré carré. Séré de Rivières, déjà cité, va concevoir, construire ou réhabiliter (son œuvre sera prolongée après lui) un fantastique réseau de forts qui va couvrir tout le territoire, y compris les côtes. C’est une véritable paranoïa défensive qui saisit la France et, jusque dans les années 1880-1890 il n’y a pas de réelles interrogations sur la valeur de tels systèmes. Bien que le Camp Retranché de Paris n’ait servi à rien en 1870 on retient que l’Allemand, installé sur la couronne de hauteurs qui bordent la périphérie de l’Ile de France, a pu bombarder à sa guise la ville et ce qui n’était pas encore sa banlieue. D’où l’idée de construire une autre ligne de forts plus loin du centre. Une loi de 1874 va autoriser la construction de 56 forts et batteries réparties en trois régions: Nord, Est et Sud Ouest. Entre chacune de ces trois régions des espaces laissés volontairement libres, par et dans lesquels, ce qu’on appelle les armées mobiles auraient pu manœuvrer.

Énorme travail qui reste toujours inscrit sur le terrain: forts de Vaujours, Villeneuve-Saint-Georges, Bouviers, Haut Buc, etc., existent encore presque tous. Ces ouvrages construits à peu près sur le même modèle, maçonneries revêtues de plusieurs mètres de terre, abritent pour certains d’entre eux plusieurs dizaines de canons (jusqu’à 60!) à l’air libre pour évacuer la fumée dégagée par les tirs. Ils constituent de véritables conservatoires de l’artillerie française depuis le Ier Empire. On compte jusqu’à 23 modèles de pièces différents, en bronze, en fonte, en acier, se chargeant par la bouche ou la culasse, bref un cauchemar logistique. Le Camp Retranché de Paris comporte donc à l’époque trois lignes de défense: l’enceinte continue, les forts détachés de 1840 et enfin les nouveaux forts Séré de Rivières.

Mais l’artillerie en trente ans fait plus de progrès que dans les trois siècles précédents: canons en acier se chargeant par la culasse et utilisant la mélinite comme explosif pour les obus, poudre sans fumée (dite poudre B) pour la charge et freins ou amortisseurs de recul. De plus, le calcul des probabilités et les progrès de la cartographie aidant, on commence à savoir tirer et surtout régler scientifiquement un tir. Les forts sont quasiment obsolètes au moment où on achève de les construire. En 1886 on en sacrifie un, tout neuf, celui de la Malmaison, et on tire dessus avec des obus de 155 et de 220 mm chargés à la mélinite. Devant le résultat ravageur le ciel, si on peut parler ainsi, tombe sur la tête de l’état major et des politiques. Que faire?

Trois solutions apparaissent: sortir les canons des forts et les disperser par batteries de 4 à 6 pièces, renforcer les ouvrages par du béton puis un peu plus tard du béton armé, enfin mettre les pièces sous tourelles de préférence à éclipses. On fera les trois, dans l’est surtout (Toul, Épinal, Verdun, Belfort). Et à Paris? et bien à Paris on ne fera …rien!

Le coût des ces réhabilitations est trop élevé et Paris ne peut pas avoir la priorité d’autant plus qu’à ce moment le devenir de l’enceinte continue pose de multiples problèmes. Les bastions et la zone de servitudes, non aedificandi, qui leur est associée, étouffe une capitale dont la démographie et le développement économique explosent. Cette zone, par ailleurs, a une réputation détestable et on lui attribue volontiers tous les péchés du monde, notamment celui d’être un cloaque peu hygiénique et source de maladies contagieuses. D’où l’idée d’élus parisiens et de parlementaires de vendre à la ville de Paris tout ou partie de l’enceinte et de sa zone; mais il y faut une loi d’autant plus que les militaires qui ont besoin de beaucoup d’argent (fabrication du canon de 75, par exemple) sont près à lâcher du lest si la compensation financière est significative et si elle revient au budget de la guerre (c’est une MRAI[[78]](#footnote-78) avant l’heure). Échanger la réhabilitation de la fortification Séré de Rivières contre l’abandon de tout ou partie de l’enceinte continue donne une magnifique occasion d’engager une tractation «gagnant – gagnant». On commence par discuter sur une partie de l’enceinte allant du Point du Jour à la Porte de Pantin. Naturellement la spéculation foncière est aux aguets et les parties ne se mettront d’accord qu’à la veille de la guerre, trop tard pour passer à l’acte.

Jusqu’en 1914 à Paris on étudie et on étudie même beaucoup. Les services du génie et de l’artillerie tiennent des dizaines de conférences militaires. L’ÉMA, les services et le ministre «réfléchissent» au rythme des plans de mobilisation qui tous ont pour conséquence la rédaction de nouveaux journaux de mobilisation; la France est partie en guerre avec le plan XVII! Très tôt on s’est orienté vers le renforcement a minima des forts (quelques tourelles de 75 et un peu de bétonnage) et plutôt vers la construction d’ouvrages extérieurs à la ligne de forts: batteries d’artillerie et ouvrages d’infanterie, certains avec réduits bétonnés, telles que tranchées, positions de tir de mitrailleuses, mise en place de barbelé, création d’abatis, etc. Ces batteries et ouvrages d’infanterie ont la particularité d’être repoussés vers l’extérieur pour tenir compte des progrès de l’artillerie allemande (notamment un canon de 150 mm qui tirerait à 13,5 km), et le périmètre de la zone défendue dépasse 200 km. Mais et c’est là un point essentiel, on déclare qu’on ne fera rien avant la mobilisation! Pas question de toucher aux propriétés privées en temps de paix sauf à acheter les terrains qu’on ne peut pas …payer à des électeurs qu’il faut ménager. Toujours par manque d’argent on ne fera rien non plus sur les forts. En fait on arrive à peu près à savoir ce qu’on devrait faire mais le ministre décide de ne rien faire avant le décret de mobilisation qui le mettra à l’abri de toute récrimination.

Le 2 août 1914 la mobilisation est décrétée et immédiatement le général Michel, Gouverneur de Paris depuis 1911, et son état-major se mettent au travail suivant le planning prévu qui s’exprime en tâches à accomplir à partir de la mobilisation.

Il doit:

* **Mettre en état de défense la fortification permanente c’est à dire améliorer les forts Séré de Rivières**

Construction d’abris à l’épreuve de l’artillerie, dégagement des superstructures du fort et construction de banquettes d’infanterie, mise en place de réseaux de barbelés, bétonnage des descentes de caponnière, etc... À terminer entre le 30ème et 46ème jour.

* **Construire des positions avancées**

Sous ce vocable très général se cachent ce qu’il faudrait appeler des organisations défensives: tranchées, positions d’armes automatiques (mitrailleuses) enterrées ou aménagées dans les murs d’enceinte des très nombreux châteaux, réseaux de fils de fer barbelés, obstacles divers (coupures dans les routes, abattis d’arbres, etc...). Il peut y avoir plusieurs lignes en profondeur suivant le terrain et la vulnérabilité supposée de la zone. À réaliser entre le 10ème  et le 35ème jour.

* **Construire des points d’appuis principaux et centres de résistance**

On en construirait une trentaine tout autour de Paris. Ce sont les seuls ouvrages qui nécessitent l’emploi de béton. À terminer avant le 40ème jour.

* **Installer des batteries**

Plusieurs centaines devraient être construites, certaines non armées. À terminer entre le 21 et 30ème jour, compris la construction des dépôts, la confection et la répartition des munitions.

* **Préparer des démolitions**

La destruction de nombreux ponts routiers et voie ferrée est nécessaire pour retarder l’ennemi et ils sont nombreux à Paris et autour de Paris. Certains ouvrages d’art ferrés comportent ce qu’on appelle des dispositifs de mine permanents (DMP). Les ouvrages plus anciens n’en disposent pas nécessairement. À terminer entre le 10ème et le 35ème jour.

* **Installer un réseau de voies ferrées de 0,60 et de 0,50**

Son extension dépasserait 200 km pour desservir magasins et batteries. La traction est mixte: traction animale sur une partie du réseau et traction mécanique sur l’autre (système Péchot). À réaliser entre le 20ème et le 30ème jour.

* **Procéder à des déboisements**

Ils sont nécessaires pour dégager les champs de tir en dérasant les crêtes d’artillerie aussi bien des forts que des positions avancées dont l’efficacité militaire est liée à des vues suffisamment larges et profondes. Ce sont plusieurs milliers d’hectares qu’il est prévu de couper à la mobilisation. À terminer entre le 10ème et 35ème jour.

* **Établir des réseaux de distribution d’énergie et d’information**

L’électricité n’est pas distribuée comme aujourd’hui et tous les cantonnements à l’exclusion des casernes des forts s’éclairent à la lampe à huile ou à pétrole. Cependant le réglage des tirs (liaison observatoire – batterie) et les liaisons de commandement réclament un réseau téléphonique (et dans certains cas télégraphique). Délais non prévus.

Pour faire tout cela il dispose de 32 compagnies de génie, 18 batteries d’artillerie et quatre divisions territoriales de place pour occuper les positions, c’est ce qu’on appelle la garnison de sûreté. Le ministre, en plus, lui donne comme garnison mobile deux divisions de réserve la 61ème et la 62ème et une division territoriale de place la 84ème. Mais ces unités sont lâchées avec un élastique. Pas une seule division d’active donc et la majorité de la main d’œuvre est constituée de territoriaux et de réservistes de la territoriale (RAT qui ont entre 42 et 49 ans)!

Et naturellement rien, ou presque rien, ne se passe comme prévu. Les fameux RAT dont l’entrain à manier la pelle et la pioche est tout relatif alors que la situation n’est pas jugée critique ne seront disponibles que le 25 août ; le 15 septembre beaucoup seront encore en civil. Les quatre divisions territoriales dont on escomptait qu’elles fourniraient environ 3.000 travailleurs par jour n’en fournissent aucun ou presque, alléguant, ce qui est vrai, que des territoriaux sans instruction militaire depuis des décennies ont bien besoin d’être pris en main. Qui plus est le ministre (Messimy) autorise le travail sur les propriétés privées au rythme où il évalue la menace. Comme Joffre en dit le moins possible et qu’il faudra attendre le 23 août pour savoir avec certitude que l’avalanche allemande arrive par la Belgique, c’est à peu près à la même date que les restrictions seront levées.

Le 26 août Messimy débarque Michel qui n’a pas démérité, en tout cas pas plus que son ministre plus soucieux de ses électeurs que de la défense de Paris. Il quittera lui même son poste le lendemain après avoir nommé Gallieni GMP. Gallieni, qui n’est pas le pur héros de la légende, accepte le poste mais commence à dire tout le mal qu’il pense de son prédécesseur à Millerand ( nouveau ministre de la guerre ) et à Poincaré. Quand il arrive aux affaires à peu près 40 % du travail prévu est effectué mais cela représente mal la réalité. Si par exemple beaucoup de batteries sont installées, les munitions ne sont pas dans les magasins, les planchettes de batteries n’existent pas et les servants, RAT, cavaliers sans monture, auxiliaires divers, sont inexpérimentés. Il ne sait pas de combien de temps il dispose mais il est persuadé que l’objectif des Allemands est Paris comme en 1870. Alors il va commander, ce qui est la marque de son caractère. Par exemple le 31 août toutes les batteries (534 canons, 99 batteries) disposent d’au moins 50 coups par pièce et les planchettes de batteries sont achevées. Pour accélérer le creusement des tranchées et des emplacements d’armes il va embaucher environ 15.000 travailleurs civils, force de travail médiocre, car ou trop âgée ou trop jeune ou en mauvaise santé, mais qui a le mérite d’exister. Il va réquisitionner à tour de bras, outillage, voies de 60, barbelé et fera même confectionner de la mélinite pour la préparation de ses destructions. Dans la semaine du 27 août au 3 septembre il arrive à constituer de bric et de broc une sorte de ligne de défense qui n’aurait cependant pas arrêté l’armée allemande.

Remarquons qu’on creuse, obstrue, coupe, déploie du barbelé sur tout le pourtour du Camp Retranché; les batteries sont réparties sur les 360° et aucune idée de manœuvre n’apparaît dans ce qui est une conception entièrement statique. Il y avait pourtant en août – septembre 1914 une direction dangereuse et d’autres qui l’étaient moins, voire pas du tout. Gallieni, homme de Bazeilles, ayant passé presque toute sa carrière aux colonies, et à la différence de Joffre, beaucoup plus moderne, ne conçoit pas la défensive par la manœuvre. Il continue dans ses correspondances à faire le distinguo entre l’armée mobile et l’armée de sûreté et au moment de la Marne lorsqu’il renforce Maunoury avec des éléments du Camp Retranché il ne manque pas de faire remarquer qu’il prend sur sa garnison de sûreté. Le «tous éléments réunis» est pour lui une expression inconnue. S’il n’avait pas eu la VIème armée à sa disposition et encore ne pouvait-il pas en faire ce qu’il voulait car, in fine, c’est Joffre qui ordonnait, il n’aurait pris aucune mesure particulière pour défendre Paris dans la direction d’où venait l’attaque ou, pour être plus précis, rien ne transparaît dans les archives qu’il ait pu avoir cette intention. Plus sérieusement cependant il fait préparer la destruction de 61 ouvrages, VR et VF, 25 sauteront. Quoi qu’il en soit Paris a été sauvée par la manœuvre ….et par Joffre!!

Mais le 29 août Paris est rattaché à la zone des armées et Gallieni reçoit la VIème armée renforcée de diverses autres unités. Le 1er septembre il passe sous les ordres de Joffre et commence la saga de la bataille de la Marne. Gallieni se consacre entièrement dans ces quelques jours à ses fonctions de commandant d’armée que manifestement il apprécie. Ultérieurement, dans ses mémoires ou par adulateur interposé, mortifié de ne pas avoir vu son rôle dans la bataille de la Marne reconnu, il savonnera avec constance et application la planche très instable sur laquelle se trouvait Joffre mais sans jamais citer son nom autrement que par le GQG ou le Haut commandement! Gallieni écrit à Joffre comme au temps où ce dernier était son subordonné: «Mon cher Joffre», avec cette nuance dans la formulation qui montre bien qui est le patron et qui est le subordonné.

Le 12 septembre, après la Marne, Joffre reprend le commandement direct de la VIème armée et des unités rattachées. Gallieni revient à son Camp Retranché probablement avec une certaine nostalgie et, avec aigreur, il fera remarquer que si on lui avait donné deux corps en plus il aurait transformé en déroute la retraite de la 1ère armée allemande. Toujours dans la même philosophie de la défense statique il va en rajouter. Le Camp Retranché est mort mais personne ne le sait et surtout pas lui. Il va successivement faire organiser une ligne de défense au Nord de Paris sur 100 km, de Epte à Lizy sur Ourcq, puis orientée sud une seconde allant de Lizy sur Ourcq à Melun, de 70 km de longueur. Au moment de quitter le Camp Retranché pour devenir ministre de la guerre en remplacement de Millerand il avait fait entériner par le gouvernement la création d’une troisième ligne allant de Melun à …Briare sur la Loire. Elle ne sera heureusement pas commencée.

Le Camp Retranché de Paris aura vécu 75 ans depuis 1840 et il n’a servi à …rien. En 1870 les Allemands ont pris grand soin de l’éviter, en 1914 ils ont perdu la bataille avant d’y pénétrer, en 1940 la capitale a été déclarée ville ouverte.

Dien-Bien-Phû,

l’implacable poids des principes de la guerre



*par le Colonel Thierry DURAND,*

*du Commandement de la Formation de l’Armée de Terre*

**L’**histoire militaire, largement exploitée en ce sens par nos alliés anglo-saxons, reste, pour le futur chef militaire, une remarquable source de réflexion, appliquée tant à la formation du jugement et du raisonnement, qu’à l’illustration et à la connaissance des grands principes tactiques et stratégiques. Son principal mérite tient à l’alimentation d’un référentiel de données concrètes constituant un fonds général, sur lequel doivent s’appuyer l’appréciation et la résolution d’un problème opérationnel. L’importance des principes de la guerre et de l’art opératif, qui reste au cœur de la formation des chefs et des responsables d’un état-major, est ainsi rarement démentie par les faits et l’analyse historique.

Ces principes conservent toute leur force et leur pertinence dans les opérations actuelles, mais avec un relief quelque peu «gommé» par le côté insidieux des confrontations, l’absence d’enjeux vitaux ou dramatiques (pour les forces occidentales du moins), enfin par une certaine dilution des responsabilités entre acteurs politiques, civils ou militaires. De ce fait, les chefs militaires s’y trouvent rarement soumis à une claire dialectique des volontés avec l’ennemi ou à la pression de choix décisifs qui engagent une campagne, l’avenir et le rôle d’une Nation ou la vie de milliers d’hommes. Et c’est bien dans la mise à l’épreuve à l’occasion de situations paroxystiques que se dégagent le plus nettement des données d’appréciation sur la valeur d’un chef militaire et de ses structures de conduite des opérations, destinées à avoir ultérieurement force de référence

C’est pourquoi j’ai choisi, dans le cadre d’une réflexion sur les principes de la guerre, d’évoquer ce qui fut la dernière grande bataille de l’armée française. La bataille de Dien Bien Phû est en effet exemplaire à deux titres: tout d’abord à l’égard de ces fameux principes de la guerre, déclinés en positif chez l’adversaire et, malheureusement, plutôt en négatif de notre côté; mais, dans un autre registre, il est également permis de penser que le souvenir de cette bataille, où l’éthique du soldat fut littéralement sublimée par les défenseurs, doit continuer à tremper l’âme de tout officier.

Projetons-nous donc un peu plus de 50 ans en arrière, vers cette Indochine qui nourrit encore certains mythes de l’armée française, et plus précisément en l’année 1952, car il est impossible d’expliquer Dien Bien Phû sans évoquer la bataille de Na-San, qui donna corps au concept de base aéroterrestre.

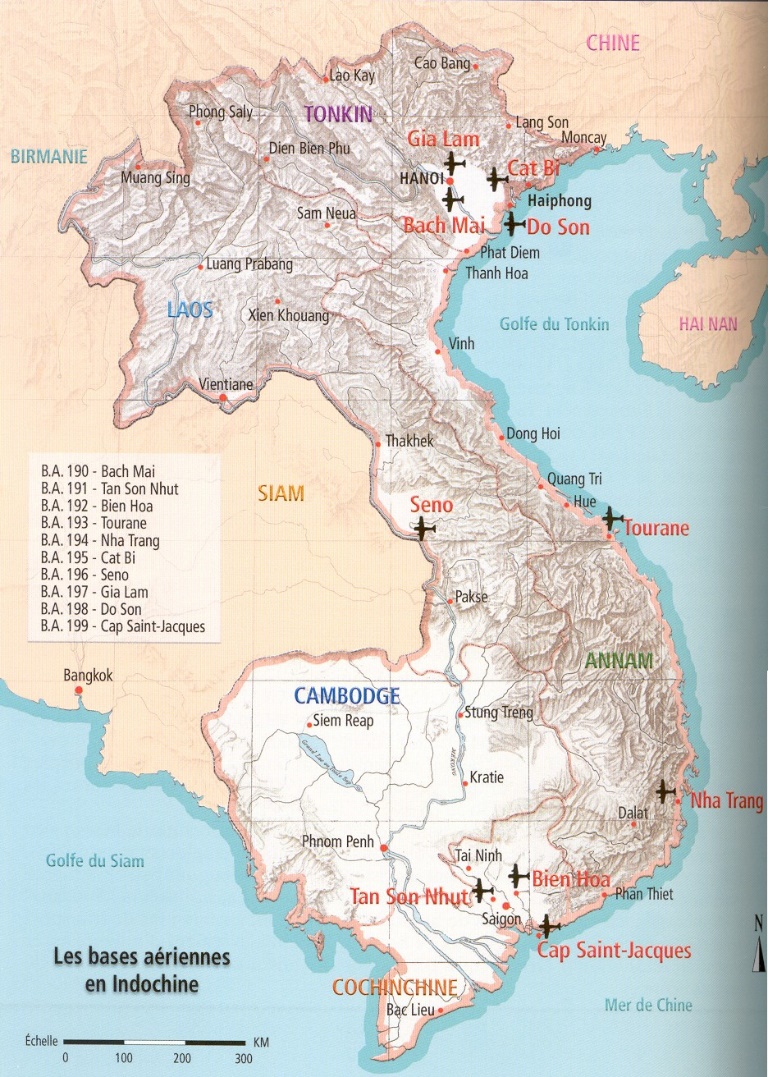
# Un «bon exemple» initial, Na San, matrice dévoyée de Dien-Bien-Phû

Au printemps 1952, Giap doit considérer qu’il a temporairement échoué dans ses objectifs: les offensives massives sur le delta ont été brisées, et la bataille d’Hoa-Binh s’est soldée par une bataille d’usure défavorable au Vietminh. Il décide donc de reporter l’effort vers la haute région tonkinoise et le Laos afin d’attirer les forces françaises en situation défavorable, loin de leurs capacités d’appui, et d’infliger à la France un échec psychologique en démontrant son incapacité à défendre une zone dont les populations lui sont acquises. Le prolongement de cette stratégie vise à s’emparer des capitales du Laos (Luang-Prabang et Vientiane), et à atteindre le Mékong en vue d’étendre l’étreinte vers le sud et d’isoler complètement les forces franco-vietnamiennes[[79]](#footnote-79) du Nord et du Sud indochinois.

Face à l’offensive de 3 divisions Vietminh (VM) en octobre 1952, la réaction initiale du général Salan, commandant en chef, est de replier l’ensemble des postes français de Haute-Région sur la Rivière Noire pour éviter leur destruction successive. La zone de regroupement est fixée à Na-San, carrefour de plusieurs voies de communication, et pourvue d’un terrain «dakotable» (à proximité immédiate de Son-La). Salan se réserve de fixer l’objet futur de ce regroupement (repli, résistance sur place, redistribution) en fonction de l’évolution de la manœuvre VM. Très vite, le «Mandarin»[[80]](#footnote-80) se forge l’opinion que Giap ne résistera pas à l’occasion de liquider les forces françaises de Haute-Région, offertes concentrées à Na-San, et y jettera son va-tout de la campagne d’automne 52. Il faut donc transformer la manœuvre et se donner les moyens de casser l’attaque des divisions 308, 312 et 316.

* ***Première idée: gagner du temps pour conserver sa liberté d’action***: le repli du dispositif évolue en manœuvre retardatrice décentralisée vers la Rivière Noire; parallèlement, une opération d’envergure, l’opération LORRAINE, est lancée depuis le delta vers les bases logistiques VM situées dans la région de Phu-Doan. Le temps gagné permettra d’installer défensivement la base aéroterrestre. Un autre facteur de la liberté d’action consiste à interdire au VM une action longuement préparée sur les défenses de Na-San, et, dans la dernière phase de l’action retardatrice, d’amener Giap à attaquer quasiment dans la foulée, sans avoir reconnu en détail la solidité de la base. Enfin, le choix même de Na-San, par sa localisation à 40 minutes de vol des aérodromes du delta (et donc autorisant une action soutenue de l’aviation) illustre l’impératif de liberté d’action
* ***Deuxième idée: concentrer l’effort français et essayer de diluer l’effort adverse****:* la matérialisation de l’effort est d’abord perceptible par l’implication du commandement: il s’agit clairement de la bataille du «généchef», dans laquelle il pèsera de tout son poids et qu’il suivra directement de son PC volant ou de Hanoï. Dès lors, un pont aérien ininterrompu alimente Na-San, 14 bataillons y sont déployés, appuyés par un groupe d’artillerie et 3 SML. Le Génie réalise des prodiges d’installation avec des ouvrages très solidement conçus, ce qui est facilité par le sol de latérite (très dur) et l’abondance de bois immédiatement disponible sur place. Les plans de feux et les flanquements entre ouvrages sont en outre très élaborés, sous l’impulsion de quelques chefs de bataillon ayant servi, jeunes officiers, sur la ligne Maginot.

En contrepoint, l’opération LORRAINE aura atteint un de ses objectifs en détournant de Na-San un régiment VM renforcé, alors même qu’un renforcement ostensible de la base de Laï-Chau va fixer trois autres bataillons VM.

* ***Troisième idée: conserver sa liberté d’action pendant la bataille, par les dispositions prises****:* le dispositif de la base est ainsi conçu en double ceinture de points d’appui entourant la piste. Les réserves de contre-attaque (trois bataillons) sont intégralement dédiées à cette mission, qui a fait l’objet de nombreuses reconnaissances et répétitions. Il est en outre prévu que tout point d’appui soit immédiatement repris en cas de perte (immédiatement pour la ceinture intérieure, dès l’aube suivante pour la ceinture extérieure). Dans cette logique, la piste d’aviation ne doit pas être interdite plus de quelques heures.

Ajoutons à ces éléments que Giap ne dispose à ce moment ni de canons de DCA, ni d’artillerie de 105 (seulement du 75), et l’on comprendra que, après 3 attaques VM massives, Na-San se solde par une incontestable, une grande victoire: 3.500 morts et blessés ennemis pour 30 tués et 55 blessés côté franco-vietnamien, et le potentiel offensif et logistique des divisions 308, 312, 316 suffisamment atteint pour clore la campagne 1952.

La bataille aura également servi de laboratoire, mettant en évidence **l’intérêt du concept de base aéroterrestre comme réponse au problème du contrôle des «grands vides» éloignés du delta**. Dans l’esprit de Salan, ce concept ne vaut toutefois qu’à travers un ensemble de principes:

* le système doit être évolutif, allant du hérisson à la base de réappropriation de l’espace en fonction de la menace;
* il doit, surtout, être «rétractable» pour ne pas immobiliser trop de forces, sachant que pour Salan, la priorité reste avant tout la défense et le contrôle du delta du Tonkin;
* il doit s’inscrire dans un ensemble évitant une trop forte concentration ennemie et donc être complété par d’autres bases et par des opérations périphériques;
* il suppose un gros effort aérien et donc un renforcement des moyens par le gouvernement français et l’aide américaine.

En mars-avril 1953, l’efficacité du concept est à nouveau démontrée lors de la nouvelle offensive VM du printemps vers le Laos. Les bases de Na-San et Laï-Chau fixent une quinzaine de bataillons VM, alors que Salan fait le vide devant les divisions 304 et 312, dans une région peu peuplée, très pauvre en sources de ravitaillements; leur offensive va alors «s’essouffler» et venir «mourir» sur les défenses de deux nouvelles bases aéroterrestres à Luang-Prabang et à la Plaine des Jarres.



C’était aussi une guerre civile. Vietnamiens et Français sont étroitement mêlés dans tous les combats.

C’est à ce moment que s’installe chez le commandant en chef l’idée de ce qu’on appellera alors «l’archipel Salan». Un triangle de bases aéroterrestres Laï-Chau, Na-San, Dien Bien Phû, qui, entouré par une action des maquis du GCMA[[81]](#footnote-81), doit interdire toute offensive massive vers le Laos. L’occupation de Dien Bien Phû figure ainsi dans le testament laissé au général Navarre, et va faire l’objet d’une appropriation par son état-major, mais, malheureusement, en négligeant l’action d’ensemble qui l’accompagnait.

Dien-Bien-Phû vu du niveau stratégique: une bataille non réellement choisie, à l’enjeu mal apprécié et a la priorité relative ou ambiguë

A son arrivée en Indochine, dont il ignore à peu près tout, le général Navarre est livré à lui-même: aucun «but de guerre» ne lui a été assigné, si ce n’est faire au mieux avec les moyens dont il dispose! Face à une situation stratégique équilibrée mais inquiétante dans son évolution, il est néanmoins décidé à relancer l’action et redonner un élan au Corps Expéditionnaire par une reprise de l’initiative et un plan de campagne cohérent. La dynamique Navarre s’affirme dans les raids sur Lang-Son et sur Lao-Kay, puis dans la destruction des bases d’opération de la division 320, enrayant une offensive projetée sur le delta. Son plan de campagne(s), largement dérivé du plan Salan, prévoit de contenir l’adversaire au Tonkin et de faire effort en Centre-Annam pour la campagne 1953/1954; après transferts de responsabilités et de secteurs à l’armée vietnamienne, l’effort sera reporté au Nord, à partir des nouvelles réserves françaises ainsi dégagées, lors de la campagne 1954/1955, pour briser l’ensemble du corps de bataille VM.



La Haute-Région: On situe le triangle LAÏ-CHAU / NA-SAN (SON-LA) / DIEN-BIEN-PHÛ,

ainsi que TUAN-GIAO (base d’opérations Vietminh).

# L’engrenage stratégique

Alors que la division 316 s’engage à nouveau en direction du Laos, la «question du Nord-Ouest» s’affirme comme une plaie récurrente au flanc du Corps Expéditionnaire…d’autant plus que la décision a été prise d’évacuer Na-San qui, aux yeux de la nouvelle équipe de commandement, n’a plus d’intérêt. La défense du Laos devient ainsi un objectif stratégique «parallèle» qui va s’imposer au «généchef», sans qu’il puisse obtenir la moindre orientation du gouvernement. Pour couvrir Luang-Prabang, la question de l’occupation de Dien Bien Phû va s’imposer au sein de l’état-major de Navarre et finalement aboutir à l’opération CASTOR le 20 novembre 1953. Plus de 4.500 hommes sont déployés à Dien Bien Phû quelques jours plus tard; l’idée de manœuvre est alors de constituer un point d’ancrage, une base d’opérations politico-militaires devant rayonner en pays Thaï. Dès lors, l’engrenage infernal s’enclenche et Navarre, malgré toutes ses qualités, va se laisser entraîner dans une succession de fautes.

* ***Première entorse aux principes: un processus décisionnel biaisé par l’état-major***. Le chef du 3ème bureau et ses officiers n’ont connu de Na-San que sa phase finale et, en particulier, n’ont pas vécu la bataille et sa préparation. Ils vont en tirer une analyse faussée et considérer que l’on peut reproduire ce succès à Dien BienPhû. Dès la confirmation de l’offensive VM vers le Laos, la tentation va monter, jusqu’à devenir irrésistible, de réussir un «beau coup» et de casser le corps de bataille VM à Dien Bien Phû, alors que cela contredit en fait le plan du «généchef». Ce dernier va insensiblement se laisser influencer, d’autant plus que le même état-major va se livrer à une grave sous-estimation des capacités ennemies, malgré la justesse des renseignements (eh oui!) qui remontent et confirment dès début décembre l’ampleur de l’offensive VM vers Dien Bien Phû. On va ainsi successivement considérer que Giap sera incapable d’entretenir plus de deux divisions en Haute-Région, que sa consommation d’artillerie restera limitée à quelques milliers d’obus, enfin que le terrain interdit un déploiement masqué de l’artillerie VM qui n’aura d’autre choix que d’être muette ou immédiatement contrebattue. Les arguments techniques ou militaires conduisant à cette appréciation sont réels, mais ils n’ont pas été confrontés à un effort d’imagination qui aurait du se nourrir de ce que l’on savait de la détermination VM et de l’effort humain qu’il pouvait produire.

Le même manque d’imagination affecte la conception des modes d’action amis, et, lors de l’étude de l’opération sur Dien Bien Phû, on n’a pas pris en compte le potentiel offert par les maquis français qui, de septembre à novembre, contrôlent l’essentiel de la RP 41, avant d’être repoussés par l’offensive de la division 316. Si l’opération Castor avait été avancée d’un mois, l’établissement de la base aéroterrestre, conjuguée avec l’action des maquis, aurait fortement contrarié l’offensive de la 316 et permis de jouer véritablement les raids de rayonnement autour de Dien Bien Phû; en outre, il aurait alors été très difficile au VM d’installer sa base logistique à Tuan-Giao.

Chez Navarre, le statut de Dien Bien Phû évolue donc: de «mise» initiale pour sauver le Laos, la base devient ***l’outil d’un succès important*** améliorant la carte d’éventuelles négociations, obtenu ***sur une ligne d’opérations qui doit rester néanmoins secondaire.***

* ***Deuxième entorse aux principes: perte de l’unité d’action et de la concentration des efforts.***

En acceptant d’engager une véritable épreuve de force en Haute-Région, alors que son plan prévoyait de simplement «parer les coups» au Nord et de placer l’effort de la campagne 1953/1954 au Centre et au Sud Annam, Navarre s’engage dans une contradiction majeure, surmontable dès lors que serait consentie une claire ré-orientation des efforts.

Cependant, la priorité est maintenue sur l’opération ATLANTE, point d’orgue du plan Navarre et qui vise à détruire l’implantation VM au Centre-Annam et à en passer le contrôle politique et militaire à l’État vietnamien. Prévue en 3 phases (ARÉTHUSE, AXELLE et ATTILA) elle doit mobiliser à son plein développement jusqu’à 45 bataillons franco-vietnamiens et 8 groupes d’artillerie!

Alors que début décembre, le 2ème Bureau confirme le mouvement de deux autres divisions et de la division lourde 351 vers Dien Bien Phû et le début de l’installation d’une base logistique à Tuan-Giao, Navarre ne modifie pas son jugement et se ***prépare en fait à engager une bataille intensive ailleurs qu’au point d’application de son effort pour 1953/1954.***

* ***Troisième entorse aux principes: une liberté d’action d’emblée altérée.***

Cette bataille qui va s’engager se place très vite sous le signe d’une liberté d’action compromise. L’armée de l’air avait émis de fortes réserves sur ce choix, en raison de l’éloignement des bases (400 km) qui n’autorise qu’un séjour très réduit sur zone (une dizaine de minutes pour les avions d’attaque); en outre, la météo est très souvent défavorable sur la Haute Région. Du fait même des contraintes de transport aérien, la garnison est figée (pour son soutien) à 12.000 hommes.

Le système de «l’archipel Salan» tenait en raison de la dispersion ennemie qu’il impliquait et, surtout, en raison de la quasi-impossibilité pour le VM d’établir une base d’opérations à Tuan-Giao, qui aurait été trop menacée. L’isolement de Dien Bien Phû le condamne à être une base aventurée, dans une zone où le VM a toute sa liberté d’action pour préparer l’investissement. Courant décembre, le lacet se resserre sur la liberté d’action française. Les tentatives de sortie autour de la base se heurtent à un adversaire nombreux et mordant, dans un terrain difficile et une végétation très dense et débouchent sur des échecs. Le concept de base d’opérations disparaît et se transforme en camp retranché assiégé.

***Jusqu’au 23 décembre, les termes du choix restent ouverts pour le «généchef».*** A compter de cette date, l’encerclement complet par 4 divisions est réalisé. Il n’est plus possible d’évacuer sans casse sérieuse le groupement opérationnel concentré à Dien Bien Phû. ***Navarre a perdu sa liberté d’action et se trouve contraint d’engager ici la bataille majeure de la campagne.***

* ***Quatrième entorse aux principes: pas de solution alternative prenant en compte une remise en cause de la manœuvre projetée, autrement dit entrave supplémentaire à la liberté d’action.***

Le général Cogny, commandant au Nord-Vietnam, inquiet du sort de la base (après en avoir appuyé le principe) propose une manœuvre complémentaire à partir du delta avec plusieurs groupements mobiles: il s’agirait de frapper les dépôts logistiques VM de la région de Yen-Bay, avant que soit organisée la base logistique de Tuan-Giao. L’opération est possible (100 Km du delta) et pertinente puisque le corps de bataille VM avec ses canons et ses véhicules présente désormais des vulnérabilités logistiques classiques. Mais Navarre et son état-major l’estiment peu efficace et potentiellement coûteuse.

Il existe encore une dernière chance d’esquiver la bataille et, ce faisant, d’infliger un échec militaire (par défaut, mais bien réel en termes de capacité d’action) au VM. En février, la division 308 quitte Dien Bien Phû pour un raid sur le Laos (toujours vers Luang-Prabang) et rompt une partie de l’encerclement. Dans le même temps, le général d’armée aérienne Fay, CEMAA, en visite à Dien Bien Phû déclare que, si l’on n’évacue pas rapidement la place, la garnison est perdue et se propose de rester à Hanoï pour prendre à son compte l’opération d’évacuation, menée de nuit en une semaine avec toute la flotte de transport militaire et civile réquisitionnée. Des pertes sensibles auraient été probables (le dernier carré de la défense devant en outre s’échapper par la brousse), mais même en abandonnant une partie du matériel, quelle formidable gifle au corps de bataille VM que d’évader la majeure partie du groupement français et de le laisser dans le vide après avoir concentré toutes ses divisions loin de ses bases, et imposé un effort colossal aux populations contrôlées, finalement pour rien ou presque. La fenêtre d’opportunité était centrée entre le 20 et le 28 février avant que, revenant à marche forcée après l’annonce de la conférence de Genève, la 308 reprenne sa place…

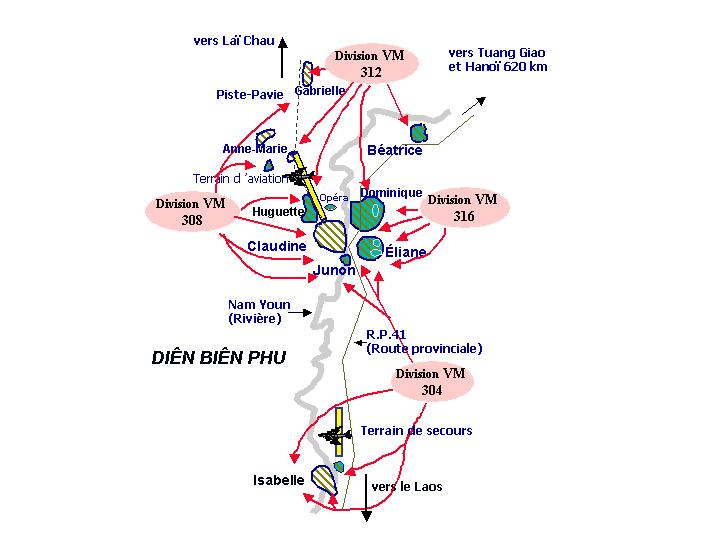
Bien que désormais pris de doutes très forts sur le succès à Dien Bien Phû, le Général Navarre s’est laissé influencer par le commandement de la garnison qui estime qu’un repli serait moralement désastreux et nous priverait de «casser» les divisions de Giap.

* ***Cinquième entorse aux principes: un divorce politico-stratégique, qui concourt à compromettre la liberté d’action du «généchef» et pervertit les effets de la campagne.***

Le premier écueil marquant la dissociation complète entre la conduite (?) de la guerre par le gouvernement et la stratégie appliquée par le commandant en chef est matérialisé par l’absence totale de directives claires (malgré des demandes réitérées) concernant la défense du Laos[[82]](#footnote-82). Dans le doute, Navarre a estimé qu’il devait l’assurer, d’où l’installation de Dien Bien Phû en élément «parasite» de sa campagne.

Le facteur le plus grave issu de cette faillite totale du politique face à ses responsabilités stratégiques reste cependant la décision prise (et suscitée par le gouvernement français!) de traiter du sort de l’Indochine dans une conférence internationale de grande envergure (y siègeront, outre les occidentaux et les États indochinois, le Vietminh, la Chine et l’URSS), ***sans consulter Navarre en aucune façon sur son opportunité ou son impact sur les opérations.*** Dès l’annonce de la conférence de Genève, le 18 février, Dien Bien Phû devient, plus que jamais, pour le VM l’enjeu majeur, décisif, justifiant tous les sacrifices (et aussitôt la division 308 revient vers Dien Bien Phû). Le général Navarre est désormais dans un véritable piège.

Enfin, après la défaite…qui n’est encore qu’une défaite tactique, le gouvernement va la transformer en défaite stratégique par son affolement et la psychose d’abandon quasiment à tout prix qui le saisit, contre l’avis de Navarre, qui a gardé la tête froide et mesure la nouvelle situation (qui n’est ni irrémédiable ni désespérée).

Ce divorce politico-stratégique aura été une terrible fatalité pour le général Navarre, et n’est imputable qu’à l’incapacité des hommes politiques du moment à exprimer une volonté et à prendre une décision. Ainsi, le ministre de la Guerre (Pleven), accompagné des secrétaires d’état et autres ministres impliqués dans la guerre, ainsi que du chef d’état-major des armées (général Ely) et des chefs d’état-major d’armée, est en Indochine en février 1954, avec quasiment les pleins pouvoirs du gouvernement pour agir. Il réunit sur place ce qui constitue en fait un véritable conseil de guerre, écoute les objections très étayées formulées par le CEMAT (général Blanc) et le CEMAA (général Fay) sur Dien Bien Phû (en l’occurrence un artilleur et un aviateur, fonctions sur qui repose la résistance de la base) et ne prend aucune décision, ne formule aucun avis…(quant au général Ely - chef d’état major des armées! - très peu à l’aise sur toute question opérationnelle, il se cantonne dans un mutisme total). On peut pourtant penser que c’eût été l’occasion de ré-évaluer les options stratégiques!

# Une bataille entretenue, mais non réellement conduite

Fin décembre, il apparaît donc qu’il n’est plus possible d’éviter la bataille contre l’ensemble du corps de bataille VM à Dien Bien Phû, désormais encerclé et assiégé. Pour autant, une victoire reste tout à fait envisageable, dès lors que l’effort principal du corps expéditionnaire est résolument placé sur la Haute-Région. Or, en janvier, le Général Navarre confirme la priorité stratégique donnée à l’opération ATLANTE.

Le renforcement de la garnison restant conditionné par les capacités de ravitaillement par air, la clé du succès restait une opération complémentaire sur les arrières VM, alliée à une défense vigoureuse du camp retranché (il n’est aucun exemple dans l’Histoire, de place isolée et assiégée et non secourue de l’extérieur, qui ne soit tombée). On a vu qu’elle était envisageable depuis le delta, avec plusieurs groupements mobiles (GM) et un groupement aéroporté (en rendant disponibles certains GM du Tonkin par une relève sur zone par des GM «du Sud» prévus pour ATLANTE, mais considérés de moins bonne qualité que ceux du Tonkin). Une autre possibilité aurait pu être une intervention à partir du Laos, du style de l’opération CONDOR, envisagée trop tard: 2.000 maquisards et 7 bataillons aérotransportés sur les aérodromes du Laos[[83]](#footnote-83); l’effort aérien nécessaire était antagoniste de l’appui et du soutien de Dien Bien Phû, mais il aurait été envisageable à l’issue de la «bataille des cinq collines» (deuxième phase de la bataille, du 30 mars au 9 avril), alors que le corps de bataille ennemi est «sonné», après des pertes colossales (19.000 tués et blessés), et qu’il va lui falloir se recompléter et se réorganiser.

Surtout, alors que la bataille est engagée, on peut considérer qu’elle va être suivie et entretenue tant bien que mal, mais pas réellement conduite. Les symptômes en sont nombreux, et lourds de conséquences:

* ***division et engagement insuffisant du commandement***: une animosité croissante entre Navarre, commandant en chef, et Cogny, commandant les forces terrestres du Nord Vietnam, et le souci de se rejeter la responsabilité d’une affaire mal engagée ne facilitent pas la convergence des efforts et va générer une inertie initiale très nuisible: après la perte des deux centres de résistance «Béatrice» et «Gabrielle» (13 et 14 mars), le rôle du commandement aurait du être de «secouer les énergies» sur place et de redonner une impulsion à la défense; or, ni Navarre, ni Cogny ne jugeront utile de se rendre à Dien Bien Phû (les «posers» de jour resteront possibles jusqu’au 17 mars, date à laquelle l’accès à la piste devient très risqué de nuit, puis définitivement compromis à compter du 25 mars). En tous les cas, la désagrégation des deux postulats sur lesquels était conçue la résistance de la base aéroterrestre (ravitaillement par voie aérienne et efficacité déterminante de la contrebatterie française, réduisant rapidement au silence l’artillerie VM) aurait nécessité une reprise en main et une réorientation de la bataille au plus haut niveau côté français.
* ***mauvaise économie des moyens dans l’entretien des capacités de défense****:* le commandement ne va pas se donner les moyens de peser sur la bataille et, en fait, va se cantonner à combler une partie des pertes, sans possibilité de marquer un effort. Ainsi, les renforts parachutés vont être littéralement distillés tout au long de la bataille (le commandant des TAP, le colonel Sauvagnac luttant pied à pied pour ne pas «consommer» tous ses beaux bataillons). Mais que se serait-il passé si, après le choc de la perte des trois centres de résistance Nord, et alors que la DZ d’Isabelle est encore pleinement accessible, on avait parachuté en masse 3 à 4 bataillons, donnant les moyens à la garnison de relancer son action? Dans tous les cas, ***à partir du 20 avril***, la rétraction du périmètre n’autorise plus de largages efficaces tant en personnel qu’en fret logistique: ***le point culminant de la défense est atteint***; il faudrait alors un miracle pour sauver Dien Bien Phû (tel qu’une opération de bombardement massive d’une centaine de B29 américains partant des Philippines, envisagée et même objet de reconnaissances aériennes, mais finalement rejetée par le gouvernement US).
* ***bataille aérienne sur les arrières ennemis insuffisamment soutenue****:* les opérations de bombardement n’ont lieu que de jour, et, la nuit, des dizaines de milliers de coolies réquisitionnés par le VM rétablissent les itinéraires; la base logistique ennemie de Tuan-Giao est régulièrement bombardée, mais la cuvette est très vaste et il faudrait des quantités énormes de napalm pour obtenir un résultat durable: le diagnostic est ici nuancé: manque d’équipages, manque de bombes au napalm (qu’il aurait fallu demander de manière pressante et en urgence aux Américains), mais aussi, peut-être, face à ces deux «points durs», manque d’anticipation.

**Face à un adversaire à la volonté farouche et engagé dans une action globale d’une remarquable cohérence**



Il n’est pas utile de s’appesantir sur l’unité d’action, la clarté des buts de guerre, la foi intransigeante qui caractérisent les cadres VM, animés par une équipe dirigeante inchangée depuis 1945, autant d’éléments qui ne sont pas un des moindres facteurs du succès.

Pour le VM, Dien Bien Phû représente, dès fin novembre 1953, une proie tentante et un enjeu majeur dans une période de négociations, satisfaisant l’idée de manœuvre qui était d’entraîner les franco-vietnamiens à combattre loin de leurs bases. Cet enjeu est toutefois assorti d’une prise de risques majeure qu’il va falloir maîtriser, à partir, d’une part, d’une mobilisation «populaire» impressionnante et, d’autre part, d’une accélération brutale de l’aide matérielle chinoise.

En engageant son corps de bataille quasi entier (à l’exception de la division 320, étrillée à «Mouette» et de la 325, affectée au Centre Annam) dans une bataille de très haute intensité, à près de 400 km de ses bases, Giap rompt avec le principe militaire VM de n’engager une forte partie qu’à coup (pratiquement) sûr.

\**Le premier défi*, d’ordre logistique, va consister à aménager (puis à rétablir systématiquement, toutes les nuits) 500 km de pistes et construire 80 km de route par la mobilisation de 75.000 coolies. Sur ces itinéraires va circuler une noria ininterrompue de 500 camions Molotova et de 30.000 bicyclettes chargées à 200 kg. Grâce aux livraisons chinoises, 20 jours de combat sont ainsi stockés à Tuan-Giao (y compris pour l’artillerie).

\**Le deuxième défi* était celui de l’artillerie, posé en fait en problèmes successifs: sa constitution et son acheminement sont réglés par l’aide chinoise (les camions Molotova, les pièces de 105 et de DCA); Giap va ainsi disposer de 24 pièces de 105, de 16 pièces de 120, de 18 pièces de 75 et de 80 canons de 37mm[[84]](#footnote-84). Sa mise en place au-delà des contre-pentes, pour tirer sur la cuvette, va donner lieu à un effort légendaire, les pièces étant tirées «à bras d’homme» sur les pentes couvertes de jungle, puis placées dans des galeries profondes creusées à travers les collines. Son invulnérabilité à la contrebatterie sera garantie par ces alvéoles profondes, camouflées, très espacées et complétées par 4 à 5 fausses positions par pièce.

Le dernier «ingrédient» nécessaire à la victoire tient à une infanterie quasi-fanatisée et en surnombre écrasant, le tout étant porté par une mobilisation et un enthousiasme populaires immenses, incontestables…Ces hommes savent qu’ils vont sûrement mourir, mais ils sont sûrs de leur victoire…

Parallèlement, toutes les unités régionales du Tonkin vont déployer une activité offensive très forte, et la division 325 et les régionaux du Sud vont successivement mener une offensive coupant le Moyen-Laos, puis une offensive sur les hauts-plateaux d’Annam, de manière à fixer le maximum de réserves potentielles françaises (ce sont ainsi, au total, 80.000 hommes de plus qui vont faire pression sur les positions franco-vietnamiennes).***On a bien ici l’illustration d’une concentration absolue des efforts vers un objectif unique, dans un choix d’économie des moyens intégralement tourné vers le succès à Dien Bien Phû, en bénéficiant de la liberté d’action qu’offre le contrôle, désormais non disputé, de la région joignant la frontière de Chine et le Laos par la RP 41.*** On peut y rajouter une analyse optimale des vulnérabilités françaises, dont une des principales restera l’entassement des blessés (Giap choisira délibérément de frapper toutes les EVASAN, comptant sur le poids que représenteraient des milliers de blessés, ajouté à la «plaie» psychologique de cette réalité quotidienne pour la garnison)[[85]](#footnote-85).



Le Médecin-commandant GRAUWIN (comme tous les chirurgiens des antennes) opère quasiment jour et nuit sans discontinuer.

Au niveau tactique, un cafouillage initial du a une économie des moyens contestable et a une impréparation de l’imprévu

Comme on le sait, la bataille démarre mal, avec la chute des 3 centres de résistance couvrant la piste d’aviation, entre le 13 et le 17 mars. «Béatrice» et «Gabrielle», en particulier, étaient très exposées car assez isolées du reste du dispositif. De l’avis même de vétérans de la bataille, il semble que l’on ait organisé les positions «un peu comme on s’était posé lors de l’opération CASTOR». Dès lors, sans réelle remise en cause de l’existant, le dispositif manque de cohérence et de possibilités d’appui et de flanquements mutuels.

Le cas d’«Isabelle» illustre bien ***cette économie des moyens mal adaptée****:* située à 8 km au sud et destinée à abriter un groupe d’artillerie (en vue d’une dispersion des moyens d’appui), ce centre de résistance sera coupé du reste de la garnison dès le 28 mars, et sa DZ inutilisable; à partir de ce moment, «Isabelle» ne jouera plus aucun rôle autre que la fixation de quelques unités VM. De plus, l’installation est moins solide qu’à Na San et les abris et postes de combat ne sont pas conçus pour résister à du 105. Le besoin était estimé à 36.000 tonnes de bois, alors que seulement 6.000 tonnes seront disponibles, et les limites du pont aérien ne permettent pas d’amener le béton nécessaire. De l’avis même du Génie, le camp retranché, de ce fait, présentait des garanties insuffisantes pour un combat défensif intense.

***Une mauvaise économie des moyens caractérise également la gestion des premières contre-attaques.*** Aucune contre-attaque n’est décidée pour reprendre «Béatrice» (que les unités VM, dans cette attente, ont évacué au matin), au contraire le commandement local accepte une trêve pour récupérer des blessés, permettant alors à l’ennemi de s’installer solidement. L’attaque de «Gabrielle», position remarquablement organisée et qui va résister avec acharnement, va, certes, donner lieu à une contre-attaque. Mais les unités dédiées en théorie à cette mission se sont vues confier un créneau de défense sur la position centrale (8ème Choc et 1er BEP); en outre, ce sont de «belles unités», et on ne veut pas les «abîmer», dans l’idée de conserver des ressources pour l’avenir. La contre-attaque va donc être confiée au 5ème BPVN[[86]](#footnote-86), qui a sauté la veille, ne connaît pas le terrain, et va devoir, de nuit et sous la pluie parcourir 8 km dans un terrain bouleversé avant d’atteindre ses bases de départ. Pris ensuite sous un barrage d’artillerie intense, on pardonne aisément à ce bataillon de n’avoir pu déboucher. Enfin, un cafouillage dans les ordres de conduite amène à évoquer à la radio le recueil de la garnison de «Gabrielle» (5/7ème RTA[[87]](#footnote-87), bataillon extrêmement solide) qui, alors qu’elle tient encore le tiers sud du piton le 15 en fin de matinée, va l’évacuer.

Ces décisions de conduite mal réfléchies caractérisent, tout comme la **mauvaise anticipation** de la bataille d’artillerie, une **préparation des «cas de conduite» et autres aléas de manœuvre insuffisante**. On va la retrouver au début de la bataille des cinq collines, avec l’ordre d’évacuation précipitamment donné à la batterie du lieutenant Brunbrouck, qui, après la chute des «Dominique», est le seul rempart au déferlement VM sur la Nam Youm et la position centrale…alors que c’est son refus d’obéir et son exploit qui sauveront Dien Bien Phû cette nuit là (30-31 mars)[[88]](#footnote-88).

Le problème de la conduite de la bataille lors de ces premières nuits cruciales met en évidence un effondrement temporaire du commandement face à des imprévus particulièrement «lourds»: atonie du colonel de Castries, effondrement total du chef d’état-major, le lieutenant-colonel Keller (brillant «premier de classe» de l’école de guerre, très méprisant pour tous «les autres», transformé en loque tremblante; cela doit nous inciter à la modestie)…Il faudra attendre en fait l’arrivée de Bigeard pour que le tonus, le mordant, la confiance et l’optimisme reviennent. Dès lors, la bataille va intégralement reposer sur les épaules de deux hommes, Langlais et Bigeard, un lieutenant-colonel et un chef de bataillon, pour 12.000 hommes et trois groupes d’artillerie! Ils vont l’assumer remarquablement, sans aucune faiblesse ni défaillance pendant 55 jours.

L’ultime ressource: l’engagement des hommes, au delà des bornes de l’éthique

Si la conception et l’engagement de la bataille se sont caractérisés par des fautes ou des défaillances, l’action des défenseurs reste un concentré d’héroïsme, quasiment sans égal.

Une fois rejetés dans les ténèbres de l’oubli les quelques centaines de déserteurs ( les «rats de la Nam-Youm»), on ne peut qu’être frappé, et fortement impressionné, par la combativité et l’acharnement des franco-vietnamiens, ainsi que par le niveau très élevé du moral, quasiment jusqu’aux derniers jours, alors que la bataille va se dérouler, sans interruption, nuit et jour, sous des frappes d’artillerie permanentes, pendant 57 jours, ***sans relève possible***. Permettez-moi quelques évocations, qui tiennent de l’image d’Epinal, mais sont bien réelles:



Les volontaires…Sergent, si seulement tu pouvais crier à la France pourquoi tu jettes ta vie dans la balance.

* les combats pour Eliane 1 et 2, pitons au sol broyé et réduit en boue ou en matière pulvérulente, saturé de débris humains, inlassablement pris et repris;
* la contre-attaque décisive sur Eliane 1, dans laquelle le 1er BEP démarre en chantant, alors qu’à ses côtés le 5ème BPVN, ne trouvant pas de chant assez guerrier dans son florilège, donne l’assaut en chantant la Marseillaise;
* les blessés qui reprennent le combat, dès lors qu’ils peuvent faire les gestes nécessaires au service des armes lourdes; 2.500, puis jusqu’à 4.500 blessés vont s’entasser dans les abris et les antennes, dans des conditions épouvantables;
* le sacrifice de l’artillerie, qui, si elle a échoué dans sa mission de contrebatterie, assurera sous les coups directs des canons de Giap, jusqu’au bout sa mission d’appui direct, au prix de plus de 40% de pertes;
* les contre-attaques désespérées, menées avec des compagnies réduites à 35 hommes, dans la semaine du 1er au 7 mai;
* l’action déterminée de l’armée de l’air (et de l’aéronavale), qui rempliront leur contrat jusqu’au bout (l’armée de l’air avait garanti 70 tonnes/jour, elle ira jusqu’à 200 tonnes/jour), au prix de 56 avions perdus et 186 avions touchés[[89]](#footnote-89)….

Enfin, l’engagement des «volontaires d’un saut» va donner une dimension éthique exceptionnelle à la bataille. L’ensemble du Corps Expéditionnaire a conscience du drame fantastique qui se joue dans cette vallée perdue du haut Tonkin, et des milliers d’hommes, soldats et petits gradés pour la plupart, non parachutistes, souvent en fin de séjour et en instance de rapatriement, vont se porter volontaires, jusqu’à l’avant veille de la chute du camp retranché, pour sauter sur Dien Bien Phû. Ils ne nourrissent pas la moindre illusion sur le sort de la garnison, mais ils choisissent de se retrancher du monde des vivants avec la conscience que, quand on est soldat français, certaines choses doivent être faites. On pourra en retenir 1.500, bien représentatifs de la vieille armée coloniale qui livre là son baroud d’honneur, toutes races au coude à coude: 400 français de souche, 350 légionnaires, 350 nord-africains, 250 vietnamiens, 150 africains, ce qui illustre bien le mouvement de fond qui secoue le Corps Expéditionnaire à tous les niveaux. Ils sont la suprême ressource, celle qui permet à une bataille mal engagée de «bien mourir».

De la portée d’une défaite: savoir discriminer effets stratégiques et tactiques



L’adversaire…Des exploits quasi-surhumains, et, là aussi, une éthique du sacrifice absolue.

Le Général Navarre va confirmer qu’il possède l’étoffe d’un commandant en chef, en conservant un sang-froid absolu et en analysant les conséquences de Dien Bien Phû à l’aune des données stratégiques et de théâtre.

***Première considération***: le groupement opérationnel du Nord-Ouest est perdu, mais le corps de bataille VM est tactiquement détruit (entre 25 et 28.000 tués et blessés), en tous les cas incapable d’une action d’envergure avant plusieurs mois.

La menace sur le Laos et le risque d’enveloppement par le Mékong sont conjurés temporairement.

***Deuxième considération***: les bataillons d’élite des réserves stratégiques ont été détruits, mais les pertes franco-vietnamiennes à Dien Bien Phû représentent moins de 5% du Corps Expéditionnaire. De plus, le centre de gravité français du théâtre reste bien la capacité à défendre le delta du Tonkin (avec, au premier rang, les sept groupements mobiles du Tonkin, qui sont des unités solides).

***Troisième considération***: Contrairement à l’opinion complaisamment diffusée depuis, le Corps Expéditionnaire, même s’il est usé par huit ans de guerre, n’est pas «à terre» après Dien Bien Phû. L’effet «lame de fond» suscité par la conscience du sacrifice de la garnison, va donner en fait un élan moral dans lequel l’idée de la majorité des combattants reste «on va leur montrer…aux Viets, aux politiques, à tous les autres…».

De ce fait, alors que Giap «racle les fonds de tiroir» et lance sur le delta toutes les unités disponibles (division 320 et une demi-douzaine de régiments régionaux), le Général Cogny qui, lui aussi, a conservé la tête froide, va montrer ce qu’aurait pu être «la bataille du delta», en organisant et balançant successivement deux grandes masses de manœuvre de part et d’autre de la route Hanoï-Haïphong. Entre juin et juillet, il bloque toutes les attaques et mène une contre-attaque, avant que le cessez-le-feu ne fige la situation.

***Il est donc permis de penser qu’il aurait été hautement souhaitable de maintenir à son poste le Général Navarre, de le consulter sur la suite des opérations, et de ne pas précipiter un abandon brutal qui transformait en défaite stratégique ce qui, si le gouvernement l’avait voulu, aurait été une défaite tactique, grave mais non décisive***. Au contraire, le gouvernement se coule définitivement dans la place du vaincu à Genève et va encore aggraver la situation en relevant Navarre par le général Ely, qui affirme à qui veut l’entendre que «c’est la plus grande tuile de sa carrière». Obsédé par l’éventualité d’un «coup dur» sur le théâtre, il va provoquer plusieurs replis injustifiés, voire catastrophiques, comme sur les hauts plateaux d’Annam, où, pour éviter un très hypothétique «Dien Bien Phû» à An-Khé/Pleiku, il va subir un très réel «Cao-Bang» (la destruction du GM 100 dans une gigantesque embuscade de la division 325), dans un terrain très difficile…comme sur la RC4.



L’assaut.

**\***

**\* \***

Dien Bien Phû, notre dernière grande bataille, mérite donc de rester une source de réflexion et une valeur de référence dans bien des domaines de l’état militaire,…et puis, Dien Bien Phû, finalement, c’était hier: quand j’étais tout jeune chef de bataillon, aux EFAO, notre doyen des commandants (alors 2ème classe) avait fait partie de ces derniers sticks du 1er BPC largués sur la cuvette en «enfants perdus» le 4 mai 1954. Il s’agit donc bien d’un souvenir parlant, concret, encore bien perceptible, à travers l’évocation d’une armée disparue, mais pourtant si proche par son côté humain, et la résonance qu’elle a laissé dans l’imaginaire de nos régiments.

En tous les cas, j’espère vous avoir convaincus que «l’école du commandement opérationnel» qu’est le CSEM peut avantageusement y trouver matière à illustrer certains facteurs-clé de la planification et de la conduite des opérations. Plus largement, la bataille de Dien Bien Phû doit rester, pour tout officier français, et d’abord pour les plus jeunes (qui l’ont bien reconnu en choisissant récemment à St Cyr le lieutenant Brunbrouck pour parrain) exemplaire dans la construction et l’affirmation de ses références de soldat. Il faut souhaiter que, pour longtemps encore, notre armée se souvienne des «hommes de Dien Bien Phû»; ceux des «Éliane» et des «Huguette», des contre-attaques menées avec acharnement par des compagnies squelettiques, à un contre cinq; ceux des batteries, broyés par les coups de hache de l’artillerie ennemie, poursuivant envers et contre tout le service des pièces pour appuyer «les copains»; ceux qui, dans une nuit ponctuée d’éclatements et zébrée de «traçantes», se sont retrouvés face à la porte, pour leur premier saut…

...**tous ces hommes qui ont été bien au-delà de ce que l’on pouvait leur demander, et par qui l’armée française quittera le Tonkin, la rage au ventre et le cœur en miettes, mais la tête haute, et avec la conscience qu’elle avait, malgré la France, conservé son Honneur.**

**Engagements multinationaux:**

**reprenons confiance dans le «machin» !**



## *Par le Chef de bataillon Luc LAINE,*

## *Stagiaire au Collège Interarmées de Défense*

***Grâce à la pression conjuguée des militaires et diplomates français, les structures de commandement de l’Organisation des Nations Unies évoluent. Les casques bleus peuvent devenir les partenaires complémentaires efficaces de nos opérations pour les phases de stabilisation et de normalisation.***

**À** de rares exceptions près, les opérations contemporaines, qu’on le regrette ou non, sont multinationales. Dans ce cadre l’ONU, avec l’évolution de ses structures de commandement, devient l’une des organisations internationales les moins contraignantes à utiliser pour la France. À condition de savoir s’en servir.

# À n’utiliser qu’en phase de stabilisation…

Ne demandons pas à l’ONU de faire ce pourquoi elle n’est pas faite. Elle ne dispose pas aujourd’hui des moyens et structures pour concevoir et conduire des opérations de guerre. On le sait, le «machin» est incapable de réagir vite face à une crise internationale et de projeter des forces dans une action coercitive de haute intensité. Pour ce genre de situation, au mieux elle donne mandat à une coalition (1ère guerre du golfe) ou à une organisation internationale dont c’est la raison d’être (OTAN en Afghanistan); au pire, elle ne s’implique qu’ultérieurement comme on l’a vu au Kosovo. Mais ne jetons pas le bébé avec l’eau du bain…Quand il s’agit de passer de la phase coercitive (intervention) à la phase de stabilisation et surtout à la phase de normalisation, nombreux sont les États bien contents de trouver l’ONU et ses moyens importants tant humains que financiers pour sortir de la crise. Il n’y a qu’à observer les derniers théâtres d’opérations: République de Côte d’Ivoire où la France est parvenue à impliquer l’ONU après avoir paré au plus pressé; Kosovo où l’ONU a repris la main après l’OTAN; sans oublier l’Irak où les Américains aimeraient bien impliquer l’ONU afin de trouver une issue de sortie…

«*First in, first out*» oui, mais grâce à la complémentarité que procure l’ONU.

# Pour la France, une organisation «sous contrôle»

Comment une crise «s’invite-t-elle» à l’ONU? Soyons réalistes. Les seules et uniques portes d’entrée à New York sont les 5 membres permanents du conseil de sécurité. Ce sont eux qui déposeront un projet de résolution et le soutiendront ou, au contraire, auront la capacité de le bloquer. Il faut bien sûr 9 voix pour parvenir à une décision…mais à l’OTAN et à l’Union européenne, il en faut 27! Les décisions politiques ne sont donc pas nécessairement plus rapides et faciles ailleurs. Quant à la clarté et à la cohérence des objectifs stratégiques, les divergences d’intérêts au sein de l’ONU n’ont rien à envier à celles de l’OTAN ou de l’UE …

Dans l’univers des organisations internationales, la France avec son droit de veto possède à l’ONU un pouvoir politique extraordinaire. Nulle part ailleurs elle ne détient un tel privilège. Pour nous militaires, ce contrôle politique de notre pays sur le «machin» devrait en partie nous rassurer.

# Des structures militaires jadis inadaptées

Lors de la fondation de l’organisation en 1945, il était prévu d’adjoindre au conseil de sécurité un comité d’états-majors chargé de commander les opérations sous chapitre 7. Il devait être constitué par les représentants des chefs d’états-majors des 5 membres permanents. Celui-ci n’a jamais vu le jour. La guerre froide en a sûrement été la cause principale: on voyait mal militaires américains et russes travailler au sein du même état-major! L’organisation s’est donc passée de réelles structures militaires pendant des décennies.

Quand sont apparus les premiers casques bleus en 1956 l’on n’a pas jugé nécessaire de développer un état-major à New York. Leur mission consistant seulement à observer, un poste de commandement local suffisait amplement. Depuis, l’ONU était demeurée sur ce schéma: un état-major de théâtre disposant d’une grande autonomie, mais pas de relais militaire au niveau stratégique…Et ce fut le drame de la FORPRONU en ex-Yougoslavie: lorsque la situation militaire locale se dégrada, le commandant de la force se retrouva seul et isolé pour traiter avec la nébuleuse new-yorkaise. De cet échec qui traumatisa une génération d’officiers français, des enseignements ont été tirés. Depuis 10 ans, l’ONU a développé au sein du DOMP[[90]](#footnote-90) une division militaire. Conscients que cette dernière est encore sous dimensionnée[[91]](#footnote-91), les responsables civils et militaires travaillent à son amélioration.

**L’organisation du commandement en pleine mutation.**

Le principe des deux niveaux de commandement - et non trois comme à l’OTAN - semble acquis. C’est un point positif car il permet à la fois une plus grande proximité entre le théâtre et le siège de l’organisation et le maintien d’une autonomie certaine à l’état-major local au quotidien. New York peut en effet difficilement suivre en détail 18 opérations en simultanée; en revanche, en cas de difficulté, la liaison entre le théâtre et le siège est directe. On peut ainsi se féliciter du développement d’un état-major de niveau stratégique auprès du sous-secrétaire général du DOMP, relais indispensable du commandant de la force auprès des instances de décisions politiques.

Cet état-major stratégique pourrait à l’avenir évoluer selon deux modèles:

* le modèle de la cellule militaire stratégique inauguré cet été à l’occasion de la crise libanaise;
* le modèle en cours revu et corrigé: cela consisterait à étoffer puis diviser l’état-major actuel en plusieurs cellules, chacune responsable d’une région.

Le premier est un état-major créé ex-nihilo à New York pour une opération déterminée. Il a l’avantage d’être animé par des officiers dont les pays sont engagés dans l’opération en question, donnant ainsi aux nations contributrices le sentiment de conserver le contrôle de leurs troupes. Inconvénient: cet état-major est constitué à partir de personnels «tournants» avec tous les aléas que cela induit (méconnaissance mutuelle de ses membres, ignorance des procédures onusiennes, perte de mémoire dans la durée…)

Le second évite les inconvénients du premier mais se traduirait par l’accroissement significatif de l’état-major permanent actuel, avec le coût que cela représente. Pour les nations contributrices, il n’aurait pas la même lisibilité que la formule inaugurée pour la FINUL 2.

Reste la question de la réactivation du comité d’états-majors. Cette coquille vide depuis 1945 pourrait tel le phœnix renaître de ses cendres pour constituer auprès du conseil de sécurité un interlocuteur technique complémentaire de la division militaire du DOMP. Activé par les 5 membres permanents (projet américain) ou par les 15 membres du conseil de sécurité (projet français), il aiderait l’organe décideur à analyser les options proposées par le secrétariat général, auquel appartient le DOMP. Il ne peut en aucun cas se substituer à l’état-major actuel. Ce dernier est en effet l’émanation de l’ensemble des pays membres de l’ONU tandis que le comité d’états-majors ne représenterait que la minorité siégeant au conseil de sécurité.

# Le faux problème des règles d’engagement

Pour notre communauté militaire, l’ONU rime avec règles d’engagement contraignantes et «inhibantes». Rien de plus faux! Tout est question de volonté des chefs. En effet, les règles d’engagement, qu’elles soient sous chapitre 6 ou 7 n’a d’ailleurs aucune importance, autorisent souvent beaucoup. Encore faut-il être prêt à en utiliser toutes les possibilités et ne pas se réfugier derrière une lecture restrictive afin de justifier un refus de prendre des risques. Déjà en 1995 en ex-Yougoslavie, des règles d’engagement pourtant moins favorables qu’aujourd’hui n’avaient pas empêché la 1ère compagnie du 3ème RIMa de monter à l’assaut. Les règles des missions en cours permettent beaucoup dès lors que l’on est prêt à en assumer les conséquences en termes d’attrition. On en revient au problème auquel sont confrontés tous les chefs militaires actuels en opération: jusqu’à quel seuil j’accepte de risquer la vie de mes hommes? Ceci n’est pas propre à l’ONU mais à toute opération multinationale dont le but politique n’est pas clair et où nos intérêts vitaux ne semblent pas menacés. Mais le maintien de la Paix ne justifie-t-il pas à lui seul que l’on accepte une certaine prise de risque? Il faut bien évidemment avoir également «les moyens de sa politique»….

# Certaines limites à l’action militaire perdurent

Ces progrès ne doivent toutefois pas cacher d’autres difficultés bien réelles: l’ONU souffre d’un manque de renseignements et de sa difficulté à «mobiliser» des troupes… En outre elle reste impuissante face à de nombreuses crises.

Avec son affichage de neutralité et d’impartialité, l’ONU ne dispose pas de services de renseignements. C’est un lourd handicap pour l’action militaire. Elle a pourtant une très bonne connaissance des régions en crise grâce à ses agences, notamment humanitaires, déployées sur le terrain bien souvent avant les militaires. Toutefois ce renseignement n’est pas toujours celui dont les militaires ont besoin pour planifier et conduire leurs opérations. En ce domaine, l’ONU dépend donc totalement de ses membres. Il est évident que pour l’Afrique francophone qui constitue l’une des préoccupations majeures de l’organisation, la France paraît incontournable.

Par ailleurs, en phase de planification d’une nouvelle opération, la division militaire se heurte au bon vouloir des États en matière de contribution de troupes. En effet, lorsque le *Military Planning Service* présente aux nations l’option opérationnelle retenue et expose ses besoins en moyens, on assiste à une scène que l’on pourrait qualifier de «marché aux talents»: aux bonnes volontés de contribuer en fonction de leurs possibilités et de leur propension à s’impliquer!

Une «triade» s’était ainsi peu à peu mise en place pour les dernières opérations:

* les États qui décidaient de l’opération, c’est-à-dire les membres du conseil de sécurité;
* les États qui finançaient le surcoût que constitue chaque nouvelle opération (les plus gros contributeurs après les États-Unis sont le Japon et l’Allemagne);
* les États qui fournissaient les troupes: Bengladesh, Pakistan, Jordanie, Nigeria…

Cette dichotomie n’était pas très saine pour l’avenir de l’organisation et le retour des nations européennes sous casque bleu pour la FINUL 2 a été particulièrement apprécié au sein du DOMP.

Reste qu’avec la multiplication des opérations la ressource humaine pourrait atteindre ses limites, qui plus est alors que toutes les armées occidentales diminuent leurs formats. Les regards se tournent donc désormais vers la Chine et la Turquie aux armées de terre encore conséquentes…

Enfin, on ne peut oublier l’épineuse limite que constitue la souveraineté des États. La grande majorité des conflits est aujourd’hui intra-étatique. Dans ce cadre, l’ONU ne peut intervenir qu’avec l’accord du pays hôte. Le Darfour en est l’exemple aujourd’hui le plus probant. Mais ceci est un autre problème, et pas celui des militaires!…

# Développer un partenariat avec l’Union Européenne

Par sa légitimité, ses moyens et surtout la réorganisation de ses structures de commandement l’ONU peut donc à l’avenir devenir un partenaire fiable dans la gestion des crises en phase de stabilisation. Sa dimension pluridisciplinaire avec ses nombreuses agences est une richesse pour la reconstruction d’un pays en sortie de crise. Vu de New York, l’idéal serait de parvenir à une réelle coopération sur le plan militaire entre les organisations régionales et l’ONU. À ce titre l’UE et l’UA[[92]](#footnote-92) apparaissent comme des partenaires privilégiés en Afrique. Par sa proximité géographique et culturelle et ses capacités militaires l’Europe semble être la mieux armée pour intervenir rapidement sur ce continent. Ses moyens militaires comptés l’invitent cependant tout naturellement à être relevée par un contingent onusien dès la situation stabilisée. L’exemple de l’opération Artémis au Congo en 2003 en est la meilleure illustration. De plus en plus à l’avenir ces casques bleus pourraient provenir de l’Union Africaine. Cette transition de «bérets verts» à «bérets bleus» - pour utiliser le jargon onusien - est la manifestation visible d’un changement de phase sur le théâtre. La cohabitation des deux évite le mélange des genres et des missions au sein du même contingent et une réversibilité pas toujours facile à appliquer par les troupes - et les chefs - engagés au contact.

Ainsi l’ONU a-t-elle beaucoup de défauts, comme toute organisation humaine d’ailleurs, qui plus est multinationale. Ses détracteurs sont légions. Pourtant il faut apprendre à «faire avec» et surtout s’efforcer de la faire évoluer pour la rendre plus efficiente. Tout le monde est convaincu que l’organisation doit s’adapter aux nouvelles conditions internationales…

Une fois de plus, quand il s’agit de réforme, ce sont les militaires qui montrent le chemin et qui ouvrent la voie…La France a et doit conserver un rôle moteur en ce domaine.

**Défense et sécurité des Européens:**

**entre Charybde et Scylla?**

# Comment les nations se partagent



**entre OTAN et Union Européenne**

*par le Colonel Bertrand ISABELLON,*

*du CESAT/ CSEM*

**À** la mise en place de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD), la principale difficulté a été de définir la nature et le degré de coopération à établir entre l’Union Européenne (UE) et l’Organisation du Traité de l’Atlantique Nord (OTAN). Ce ne fut pas chose facile, tant était grande la crainte de voir la PESD affaiblir l’OTAN. Et encore était-ce sans compter qu’au sein même de l’Union, tous les membres n’étaient pas d’accord sur le niveau de coopération nécessaire entre les deux institutions.

Certains pourront prétendre que les relations OTAN-UE reflètent clairement les relations entre les États-Unis et l’Europe, ou, en d’autres termes, l’état du lien transatlantique. Pour l’instant, rien ne dit en quoi la création de la PESD affectera les relations entre OTAN et UE. La raison en est que, d’une part toutes deux sont en pleine mutation, et d’autre part, l’environnement sécuritaire est bien plus instable aujourd’hui qu’il ne l’était pendant la Guerre Froide.

Avant toute chose, les États-Nations ont à remplir leurs devoirs fondamentaux vis-à-vis des populations, et ce dans le cadre de la Communauté Internationale. Les démarches de défense et de sécurité entreprises vers l’OTAN et l’UE, diffèrent d’un pays à l’autre, en fonction de leur niveau de prospérité, de leur situation géopolitique et aussi selon qu’il s’agit d’États membres de ces organisations, de partenaires ou simplement de candidats à l’intégration: tout cela relève, en fait, de l’extension d’une sphère de stabilité. Pratiquement, la remise en cause du lien transatlantique porte moins sur sa nécessité que sur sa nature, c’est-à-dire sur son contenu. L’implication des nations au sein de l’OTAN et/ou dans l’UE, dépend de leurs ambitions dans le long et dans le moyen terme: toutes doivent faire face aux contraintes budgétaires, et répondre à des attentes pressantes de la population qui ne correspondent pas nécessairement aux priorités gouvernementales. Confrontées à ce dilemme, il leur faut faire le grand écart entre les deux organisations.

**\***

**\* \***

Les tout premiers devoirs d’un État-Nation sont d’assurer la prospérité et la sécurité de son peuple. Un État qui se respecte a besoin d’un niveau de vie et d’un taux de croissance minima qui lui permettent d’affecter un juste pourcentage du PNB à sa défense et à sa sécurité. La plupart des pays européens y consentent plus ou moins 2% de leur PNB (ainsi du Danemark avec 1,35%, de la Croatie avec 1,7% ou de la Bulgarie à hauteur de 2,6%); encore faut-il mesurer ce ratio non seulement à leur volonté de participer à l’OTAN et/ou l’UE, mais aussi à leur niveau de bien-être économique. Et une des principales préoccupations des Européens réside dans la multitude des exigences qu’imposent OTAN et Union européenne: ils doivent tout à la fois mettre en œuvre la professionnalisation, convertir leurs forces armées aux nécessités d’interopérabilité et de projection, et rationaliser leurs structures de commandement et de soutien. Ceci suppose un investissement significatif pour des États qui, dans le même temps, doivent poursuivre leur effort de développement et rechercher la stabilité économique. En dépit de tous les plans d’accompagnement proposés par l’OTAN, le défi paraît parfois insurmontable à ceux qui ne se sont pas complètement affranchis des modèles, ni des complexes post Pacte de Varsovie.

Aux yeux des pays de l’Europe centrale et orientale (PECO), l’Union européenne fait figure d’acteur incontournable du développement économique, en particulier dans les domaines de l’infrastructure et de l’intégration à l’économie de marché. En 2004, c’est son entrée dans l’Union Européenne qui a fait littéralement décoller l’économie de la République tchèque. Mais parallèlement, ce type de pays doit s’efforcer de diversifier ses approvisionnements énergétiques pour éviter les dangers qu’un fournisseur unique pourrait faire peser sur sa stabilité (cf. les enjeux régionaux autour de la Mer Caspienne). A cet égard, l’UE est un interlocuteur de poids, bien plus crédible pour négocier avec la Russie par exemple, que la Bulgarie ou la République tchèque prises isolément. Toutefois, l’UE ne fait rien pour rien: dans une démarche de gagnant à gagnant, ces États, en retour, sont censés payer leur écot à la PESD, dans le soutien aux opérations (par exemple, pour l’opération ALTHEA, en Bosnie), dans leur participation aux capacités du Catalogue européen, et dans leur contribution aux groupements tactiques de l’Union («BG 1500»).

Beaucoup pensent que la prospérité est un préalable aux dépenses de défense et de sécurité. Dans cette logique, les gouvernants s’efforcent d’éduquer leurs concitoyens et de les éveiller aux problématiques de l’OTAN et de l’UE, comme c’est le cas en Slovaquie entre autres. D’un autre côté, dans le contexte international, les gouvernements s’inscrivent sur le long terme. Ils savent combien l’environnement pèse sur la stabilité, elle-même si nécessaire à la prospérité. Pour ce faire, ils jouent sur les deux tableaux du bien-être national et de la défense commune. La situation en Tchéquie en est emblématique, de nos jours. Et quand on parle de multilatéralisme, même les pays les plus développés doivent transiger pour se maintenir à leur niveau d’ambition nationale. À l’aune des contraintes financières, ils contribuent à l’OTAN et à la PESD en répartissant leurs capacités dans les deux organisations, se gardant ainsi de toute duplication. Même le Danemark, qui aime à se présenter comme le meilleur soutien des Américains au sein de l’OTAN, n’en participe pas moins à la PESD avec ses capacités civiles.

**\***

**\* \***

L’implication des nations au sein de l’OTAN et/ou dans l’UE, dépend de leurs ambitions dans le long et dans le moyen terme. Toutes les Capitales qui relèvent des deux organisations sont directement et fermement inféodées à l’OTAN, qu’elles considèrent actuellement comme le meilleur outil pour assurer leur défense dans un cadre collectif, et même, dans une certaine mesure, pour assurer leur propre défense. Simultanément, elles prêtent à l’UE les mêmes qualités, mais comme deuxième recours, ou comme alternative essentiellement orientée vers les tâches de Petersberg. Autrement dit, elles soutiennent que l’OTAN est la seule grande organisation dissuasive et capable de faire face à une menace militaire, là où les capacités civilo-militaires de la PESD ne confèrent à l’UE qu’un rôle de soutien de l’OTAN, ou tout au plus de relève. Mais excepté pour des pays comme le Danemark (lequel ne participe pas militairement aux efforts de défense européenne) et le Royaume-Uni, il semble que la plupart des nations européennes s’accommodent de la situation actuelle (priorité à l’OTAN), tout en restant attentif à l’évolution de la PESD dans la durée… peut-être pour basculer à terme leur priorité sur l’UE? Sans doute cela traduit-il la volonté des nations de ne renoncer ni à une prospérité et à une stabilité immédiates, ni à leur sécurité, même tardive. Comme on dit aujourd’hui en République tchèque, «*l’OTAN est le garant principal de notre sécurité, mais la PESD en est un des principaux supports*».

De nos jours, ce n’est plus seulement la défense de la Patrie sur son propre sol qui est essentielle, mais bien plus sa défense à l’extérieur, par le biais d’alliances. Ainsi, pour faire face aux besoins en matière de sécurité et de défense, une tendance générale se dessine vers le transfert partiel de souveraineté nationale vers l’organisation internationale la plus qualifiée. En l’occurrence, il s’agit de lui fournir des fonds, du personnel et, dans une certaine mesure, de lui abandonner une partie du système judiciaire. Ainsi, la Slovaquie est favorable à l’engagement de l’OTAN dans un cadre «onusien», mais elle s’accommode aussi de la notion d’action préemptive, et ne voit aucun inconvénient à faire partie d’une opération sous l’autorité de l’OTAN… ou de l’Europe. La plupart du temps, l’OTAN est considérée comme un vecteur d’intégration d’un pays au club des États prospères. A cet égard, elle est en avance sur l’UE, mais il reste qu’OTAN et PESD sont indissociables. En d’autres termes, la garantie de sécurité et de prospérité, c’est «l’OTAN avec l’UE», et dès lors les politiques de défense de leurs membres sont en phase avec le Concept Stratégique de l’OTAN, tout autant qu’avec la Stratégie de Sécurité Européenne.

La plupart des pays sont confrontés aux contraintes financières et au poids de leurs opinions publiques, qui ne coïncident pas nécessairement avec les priorités gouvernementales. En effet, la population ne veut pas attendre pour accéder au bien-être, et c’est encore plus vrai dans les pays passés de l’économie socialiste à l’économie de marché. Ils sont peu disposés à distraire une part de leur PNB pour les problèmes de défense et de sécurité, alors qu’ils n’ont pas le sentiment d’une menace à leur porte. Et par dessus tout, ils ne comprennent tout simplement pas pourquoi ils devraient investir dans des forces armées qui ont toutes les chances d’être engagées à l’extérieur, pour des motifs nébuleux et dans une structure étrangère. Pour faire court, les gens ne se tiennent pas pour engagés par ce qui se passe au-delà de leurs frontières.

C’est le cas, par exemple, pour la plupart des Bulgares. Et pourtant, le gouvernement bulgare soutient l’engagement de l’UE et de l’OTAN dans la région de la Mer Noire, et, échange de bons procédés, participe tout autant à la Force de Réaction de l’OTAN (mieux connue sous son abréviation anglaise de «NRF»), qu’au BG 1500 de l’Union Européenne. Mais il faut noter que tout ce que fait la Bulgarie, reste dans le périmètre de ses capacités réelles, qui ne sont pas nécessairement les mêmes que les capacités demandées. Ceci montre qu’un budget alloué aux dépenses de sécurité et de défense, reflète clairement le niveau d’ambition d’une nation. Mais cela montre aussi que la politique de défense n’est malheureusement pas toujours adossée à une planification des ressources cohérente, comme c’est le cas en Slovaquie.

Pour les pays d’Europe de l’Est, la transformation se traduit par de nouvelles structures, par une réorganisation, et avant tout, par de nouvelles mentalités, de bas en haut de la hiérarchie. Tout cela englobe la professionnalisation (avec ce que cela implique pour le recrutement, et donc son attractivité, autrement dit sur la solde et le statut social), la modernisation (intégrant interopérabilité et technologie, c’est-à-dire au moins les connaissances linguistiques, les procédures et les matériels), et parallèlement la participation aux opérations des organisations internationales. Il y a là un véritable défi.

**\***

**\* \***

La plupart des pays aimeraient étendre la sphère de stabilité à leur voisinage, créant *de facto* une zone tampon entre eux et toute menace directe à leurs frontières. Pour certains (par exemple le République tchèque), les Balkans représentent le risque le plus élevé d’instabilité, et ce pour des raisons évidentes de proximité. Beaucoup plus au sud, hors de l’UE, la politique jordanienne est, quant à elle, profondément influencée par son dangereux voisinage, à savoir l’Irak, Israël et l’Iran: elle ne peut pas faire moins que de favoriser la stabilité régionale, d’abord en soutenant l’engagement américain en Irak, ensuite, en entretenant de bonnes relations avec l’Iran et, enfin, en encourageant la résolution pacifique du conflit israélo-palestinien.

Ceci nous mène tout naturellement au problème de l’élargissement des alliances. Les opinions diffèrent, selon que l’on situe au niveau des intérêts nationaux, ou au plan des capacités. Par exemple, le Danemark tend à se concentrer sur les Pays Baltes. La Slovaquie se pose en fervent partisan de l’élargissement, pour étendre les «frontières de la démocratie». À l’inverse, l’Allemagne évoque le besoin de «faire une pause» dans l’élargissement en Europe: elle privilégie d’abord les réformes internes, et, plus tard, l’élargissement. De fait, pour beaucoup de partisans de l’élargissement, il s’agit de renforcer ou de bâtir une sphère de sécurité et de stabilité autour d’eux. Pour la Grande-Bretagne, l’élargissement de l’OTAN est indispensable mais comporte des risques: ses membres sont certes sensés suivre les règles de l’Organisation, mais ils risquent surtout d’y apporter leurs propres faiblesses, et, ainsi, de l’affaiblir.

Plus encore, la sécurité de l’Europe est liée à la stabilité de la région méditerranéenne; ainsi que l’affirme la Jordanie, cette stabilité commence d’abord par la résolution du conflit israélo-palestinien. Comme pour le Liban, il est clair qu’il ne peut s’agir d’une solution militaire et internationale, mais bien d’une solution diplomatique et régionale. C’est la raison pour laquelle la démarche européenne paraît plus pertinente que celle de l’OTAN (trop «américaine») même si elle n’est pas complètement adaptée.

Certain pays sont plus favorables à l’Union Européenne dans la mesure où elle apparaît comme un vecteur de solidarité dans le domaine social, très sensible chez les partenaires et les membres récents de l’Union: ses réalisations sont visibles au quotidien (économiquement parlant) et elle se montre sous un jour moins agressif et moins exclusivement militaire que l’OTAN. Le fait est que l’Union Européenne crée de la sécurité en favorisant le développement économique de ses voisins. Et pour autant qu’on puisse en juger, elle est beaucoup moins exigeante que l’OTAN.

D’ailleurs les plus petits pays soutiennent qu’il n’y a pas de «petits» ou de «grands» pays pour défendre la démocratie et ses valeurs. Même les plus petits peuvent apporter leur contribution aux Organisations Internationales, ne serait-ce que dans le domaine scientifique ou intellectuel. Ainsi de la République tchèque qui s’est faite experte en matière de défense NRBC et dans le soutien santé des Forces. C’est pour cette raison aussi que les pays comme la Slovaquie, la République tchèque, la Bulgarie et la Croatie sont partisans du «financement commun» de l’OTAN, seul moyen pour eux «d’en être».

L’Union Européenne possède une dimension stratégique et détient les capacités d’appliquer la PESD (cf. l’Agence de Défense Européenne). Certains, comme l’Allemagne, la considère comme l’outil le plus adapté pour faire face aux crises actuelles (voir le concept des «GTIA 1500»). Mais d’autres, comme les Britanniques, sont convaincus que l’OTAN est la seule organisation capable d’intervenir immédiatement quand une crise survient. Cependant, tous s’accordent sur un point: aujourd’hui: la faiblesse de la PESD réside dans l’absence de politique de défense claire, scellée par une nouvelle constitution ou par un traité, et qui serait assortie d’objectifs politiques. Pour l’heure, les deux organisations sont complémentaires, en ce sens que l’Europe est dotée de capacités civiles, là où l’OTAN reste un outil strictement militaire. Ce qui fonde la PESD, c’est à la fois son aspect civil et son aspect militaire, y compris dans ses capacités de reconstruction. Et, *in fine*, il reste que le partenariat stratégique entre OTAN et UE ne peut s’affranchir d’une étroite coopération avec les États-Unis.

**\***

**\* \***

Lier sécurité et développement économique est une nécessité stratégique fondamentale. En fait, l’UE ne diffère de l’OTAN que dans son approche du règlement d’une crise et dans son application de l’Autorité de Droit. Depuis longtemps et encore aujourd’hui, l’OTAN joue un rôle indiscutable dans la sphère de défense et de sécurité. Tous les pays concernés s’en remettent aux deux organisations pour traiter de leurs problèmes de sécurité et de stabilité

Cependant un fossé existe entre les prospères premiers membres et les modestes nouveaux venus. En d’autres termes, les premiers contribuent à «faire de la sécurité» et les seconds en «consomment». Cette différence vaut aussi quand il s’agit des budgets alloués à la défense nationale, de financement commun, de soutien à l’élargissement, et d’opinion publique. Et finalement, elle aboutit à une solidarité plus ou moins passive avec d’autres pays encore plus pauvres, comme ceux d’Afrique par exemple.

En tout état de cause, la volonté politique de satisfaire tant les besoins de l’OTAN que ceux de la PESD est bien réelle, mais le degré de développement économique des pays en dissuade plus d’un d’aller jusqu’au bout. Les niveaux d’ambition nationale se mesurent à l’aune des contraintes budgétaires. À cet égard, l’UE a plus d’attrait que l’OTAN dans le long terme, dans la mesure où elle crée de la sécurité sur la base du développement économique de ses voisins.

Mais pour l’instant, et sans doute encore pour des dizaines d’années, les pays seront déchirés entre, d’une part leurs besoins de financer leur sécurité et leur défense, et, d’autre part, de faire face à l’impatience de leurs opinions publiques. Dès lors ils ont intérêt à faire leur choix entre OTAN et UE, ce qui peut s’apparenter à faire un choix entre Charybde et Scylla.

# Un nouveau code du soldat



*par le Capitaine (TA) Régis ANTHONIOZ,*

*de l’État-Major Interarmées / Zone de Défense de Paris*

«***F****aute de références, notamment éthiques, adaptées aux réalités de cette fin de siècle et propres à guider les comportements, les hommes sur le terrain peuvent se trouver bien démunis pour résoudre les crises complexes et délicates dans lesquelles ils sont engagés*».

En 1999 déjà, notre institution soulignait le besoin d’éthique dans son document «L’exercice du métier des armes dans l’Armée de Terre».

Depuis, plusieurs scandales ont éclatés dans différentes armées mettant en cause des cadres ou des soldats ayant des comportements défiant toute morale. Nous pouvons citer les traitements dégradants infligés à des prisonniers irakiens par leurs geôliers américains, ou encore les appelés russes bastonnés avec parfois des traumatismes physiques graves (amputation). Ces évènements révèlent un vide éthique profond chez les soldats coupables de ces fautes.

L’éthique ne se décrète pas, elle est le fruit d’une formation approfondie et régulière. La connaissance du code du soldat participe à cette action de formation.

Sans chercher à émettre des généralités sur le niveau moyen de l’éthique dans notre institution, de peur d’en tirer des conclusions injustes et certainement fausses, cet article se propose seulement de revenir sur l’impact réel du code du soldat dans les unités élémentaires de l’armée de terre. Ce bilan est nourri essentiellement d’une expérience personnelle et particulière, ce qui limite la portée de cet article.

Le code du soldat n’est pas connu parce qu’il est trop long et trop compliqué dans sa forme. Le meilleur des codes est celui qui est connu par cœur et par tous, aussi je propose un nouveau code du soldat.

Il existe dans l’armée de terre deux types de code: le «Code d’honneur du Légionnaire», et le «Code du Soldat». La mise en parallèle de ces deux textes nous permettra de dégager les principes fondateurs d’un code et les notions qui doivent y apparaître, avant de proposer un nouveau texte.

## Les deux textes de référence

* + **les rubriques communes**

Quatre notions apparaissent communes aux deux textes.

***Le service de la France*** est l’article de base d’introduction des deux codes. Cela semble bien naturel et ne prête pas à discussion, même dans un contexte européen naissant de défense.

S’y ajoute tout de suite après ***le culte de la mission*** et la capacité à la remplir en tout lieu et en tout temps, avec différentes aptitudes (capacités physiques et intellectuelles dont initiative et force morale) qui sont les caractéristiques d’une troupe disponible et professionnelle. Il faut remarquer que les deux codes insistent sur l’accomplissement de la mission au péril de la vie.

***L’usage de la force*** est décrit au travers de plusieurs articles qui évoquent le droit de la guerre et le respect de l’adversaire. Ces articles soulignent la mesure qui doit être faite dans l’emploi de cette force.

Enfin, ***Le soldat et son environnement*** sont abordés pour resituer l’homme qui a choisi un métier d’exception, qui consiste à pouvoir faire la guerre, dans son cadre quotidien moins extrême, son régiment (environnement professionnel proche), sa société (environnement social médian) et les idées de son époque.

Ces quatre notions réapparaissent dans le nouveau code proposé.

* + ***les rubriques différentes***

Le «Code d’honneur du Légionnaire» présente évidemment des spécificités liées à l’histoire au combat de cette troupe (le culte sacré de la mission remplie à tout prix), à son recrutement particulier d’étrangers et à l’esprit de corps unique qui en découle.

Ce code n’hésite pas à évoquer le légionnaire comme un soldat d’élite (article 5) ce que le code du soldat ne peut faire puisqu’il s’adresse à l’armée de terre prise dans son ensemble et non dans ses particularités.

Ainsi le nouveau code proposé ne peut reprendre les notions distinctives d’une troupe à part. Ceci dit, il ne doit pas non plus être dévalorisé pour le soldat de la «régulière» en pratiquant un nivellement par le bas. Ainsi il doit faire apparaître les notions qui paraissent absolument basique pour une troupe professionnelle, ni plus mais ni moins.

* + ***les principes d’un bon code***

Il faut que ce code soit compris et su par tous, en particulier par ceux dont les niveaux scolaires sont les plus faibles, donc un grand nombre de militaires du rang. «Le code du Soldat» actuel est certes enseigné dans les sections ou les pelotons mais il n’est pas retenu, en comparaison du «Code d’honneur du Légionnaire» qui est appris par cœur dès l’instruction, et récité lors de la remise des képis blancs.

Aussi un moyen mnémotechnique, du même ordre que celui employé par le grenadier voltigeur pour optimiser son camouflage, apparaît utile. Je propose de retenir le moyen suivant, SOLDAT PRO, chaque lettre commençant un article du nouveau code.

Ce code tout en restant simple doit être applicable dans le quotidien d’un soldat, quelque soit son métier ou son arme d’appartenance, au quartier et à l’entraînement comme en projection et en opérations, et avec comme but ultime de servir de référence absolue si la mission ou les circonstances d’une opération obligent à se poser des questions de vie ou de mort.

Ce code doit aussi servir à féliciter ou à punir, dès lors qu’il est connu et accepté comme une règle de vie commune. Dans les deux cas (félicitation et punition) qui sont des actes de commandement, le code devient un référentiel pratique et utilement mis en application, à la fois par l’autorité qui exerce l’acte que par le subordonné qui en fait l’objet.

### Le nouveau code du soldat

Soldat, tu **S**ers la France, ta patrie, pour la défendre avec honneur, en tout temps et en tout lieu.

Soldat, tu **O**béis aux ordres, dans le respect du droit de la guerre et des conventions internationales.

Soldat, tu es **L**oyal à ton pays, à tes chefs, et à tes subordonnés.

Soldat, tu es **D**éterminé à surmonter les difficultés et à faire preuve d’initiative.

Soldat, tu **A**ccomplis ta mission jusqu’au bout, si nécessaire au péril de ta vie.

Soldat, tu **T**rouves dans ton régiment l’esprit de corps qui est la marque d’une communauté solidaire et fraternelle à laquelle tu participes pleinement.

Soldat, tu es un **P**rofessionnel qui développe sa compétence et entretient ses capacités intellectuelles et physiques.

Soldat, tu **R**estes maître de toi en toute circonstance et tu respectes les ennemis vaincus comme les populations civiles.

Soldat, tu **O**bserves la neutralité des armées en matière philosophique, politique et religieuse.

**\***

**\* \***

Ce code peut être enseigné dès les premières heures d’une vie de soldat et puisque connu par cœur trouver sa place dans les cérémonies habituelles qui marquent la fin de toute période initiale d’instruction, des officiers aux militaires du rang. Dans la vie d’un corps, il peut être récité lors de cérémonies des couleurs, de remise de galons.

Le champ d’application de ce code rénové est très vaste et pourrait venir rythmer utilement chaque instant de la vie du soldat avec pour seul objectif de la guider.

Ces 9 articles sont voulus assez courts pour être facilement mémorisables car c’est là le point fort de cette rénovation. Le tutoiement du code de la légion est repris car il donne au texte une valeur personnelle, afin que chacun se l’approprie pleinement.

Le nouveau code du soldat, tout en reprenant les mêmes notions de base des codes existants, est fait pour être connu par cœur et par tous.

Cette rénovation simple peut permettre une connaissance beaucoup plus grande par tous les militaires des repères éthiques élémentaires qui doivent guider un service dans notre institution.

## Rubrique

***«Le Hibou de la mansarde»***



**Le Hibou et le «Cogue»**



*Soliloque du Hibou[[93]](#footnote-93) de la mansarde,*

*rapporté par le Colonel Gilles BEMELMANS,*

*Chef du Bureau pilotage / État-Major de la Région Terre Sud-Est*

**C**ette fois, au début je n’ai rien compris à ce que disait le Hibou. J’ai même cru qu’il avait le hoquet. Il était perché sur sa poutre favorite et il faisait un drôle de bruit de gorge, la tête penchée et l’œil rond, comme interloqué par sa propre interrogation, il émettait un «COGUE – COGUE – COGUE» énigmatique et dubitatif.

Un fémur de souris avalé de travers?

Le temps de brancher le système de traduction, j’ai enfin réalisé qu’il était tombé sur un document récent que le secrétariat avait laissé traîner dans un appentis. Ce papier savant traitait des centres de gravité (center of gravity – COG - dans le globish local).

Il en était visiblement resté un peu toqué, mon Hibou, de ce COG.

Mais reprenons.

Le papier en question développait tout l’intérêt de retenir cette puissante notion inventée par le grand Carl pour en faire le pivot de notre réflexion opérationnelle. Indispensable parce que génial (forcément) et parce qu’interopérable, disait le papier.

Un peu remis, le Hibou m’a expliqué qu’il avait dû relire Vom Kriege en entier dans le rayon du haut de la bibliothèque pour s’apercevoir que tout était plus simple qu’on ne pouvait l’imaginer au début.

Le bon Carl avait tout simplement dit que l’ennemi possède des forces, que celles-ci sont multiples et que certaines sont essentielles à sa puissance. Ce sont les centres de gravité de l’ennemi (Schwerpünkte). L’un d’entre eux (une de ses armées par exemple) pouvant être la principale source de puissance. Si l’on fait bouger le centre de gravité, on entraîne des conséquences sur tout l’ensemble, comme en mécanique. D’où l’intérêt d’identifier la ou les principales sources de puissance adverses – comme les nôtres d’ailleurs – pour les intégrer dans l’analyse du problème et ne pas s’acharner aveuglément sur des accessoires sans importance.

Jusque là tout va bien.

Le problème, c’est que le papier annonçait tout bonnement que la clef du succès passe par une action – directe ou indirecte – contre le centre de gravité. C’est parfait, à condition de ne pas trop simplifier (un planificateur hâtif en tirerait facilement la conclusion qu’il faut toujours «traiter» le COG).

Mais sur un plan opératoire, cela manque de concret, disait le Hibou. En effet, avec le COG, on connaît mieux son adversaire (et soi-même), mais on ne sait pas nécessairement quoi faire, quel résultat atteindre pour résoudre le problème.

Or, le raisonnement doit intégrer tous les autres paramètres pour définir un résultat accessible, décisif et suffisant qui tranchera le nœud gordien. Et ce résultat-là n’est pas nécessairement le centre de gravité, mais c’est pourtant lui qu’il faut viser…

Ne serait-ce pas d’ailleurs une bonne définition de l’effet majeur? (autre sujet sur lequel le Hibou se montre disert à ses heures et qui me laisse augurer quelque jour des miettes savoureuses).

«Moins de jargon et plus de raison», a dit le Hibou, l’air bougon, en se frottant les ailes de son allure de vieux professeur distingué et renfrogné.



## On a aimé



**Guerres urbaines,**

**nouveaux métiers, nouveaux soldats[[94]](#footnote-94),**



***de Antonin TISSERON***

**C**e petit livre est le dernier-né de la collection dirigée par le général Vincent Desportes, Commandant le Centre de doctrine d’emploi des forces (CDEF), qui signe d’ailleurs la préface. Il s’agit d’une synthèse des travaux de recherche et de doctrine effectués principalement en France et aux États-Unis sur les engagements en zones urbaines mais aussi en Russie et en Israël. La réflexion peut utilement être prolongée par l’utilisation de bibliographie disponible en fin d’ouvrage.

Antonin Tisseron met en avant trois idées majeures:

- le problème d’adaptation des forces armées,

- les limites de la capacité des hommes à gérer cette situation nouvelle,

- le rôle déterminant du chef militaire dans l’action.

Pour les armées occidentales, l’adaptation à la guerre urbaine est institutionnellement très difficile. Toute leur organisation en grandes unités, leurs équipements et leurs modes d’action ont été définis pour un affrontement de haute intensité en terrain ouvert. L’auteur le rappelle, la France s’est engagée dans les crises des années 1990 avec un TTA 940 de 1985 consacré au combat dans les localités et les zones urbaines, où était pris en compte le problème posé par les villes dans une campagne contre le Pacte de Varsovie ou la défense des localités françaises mais pas du tout des affrontements du type de l’ex-Yougoslavie, de Tchétchénie ou d’Irak. Pour gagner la guerre en ville, les forces occidentales doivent remettre à plat tout leur dispositif: l’organisation des unités pour aller vers des unités interarmes, voire interarmées, de petite taille; les modalités de leur supériorité matérielle et technologique et enfin l’usage de la force.

Ces difficultés institutionnelles rejaillissent sur le soldat. Comment former un soldat apte simultanément à l’affrontement de haute intensité, à l’action civilo-militaire, au contrôle de foule et à la guerre asymétrique? La tentation est forte de former trois ou quatre soldats différents chacun dans sa spécialité. Les hommes formulent eux-mêmes clairement cette demande car ils ne se reconnaissent pas dans telle ou telle mission qui ne serait pas «*leur métier*». Si ce dilemme a pu se cristalliser en France entre l’armée de terre et la gendarmerie, prendre conscience qu’il se pose dans des termes opérationnels et doctrinaux similaires dans toutes les armées occidentales permet d’approfondir la réflexion.

Le troisième axe de ce livre apparaît au fil des leçons apprises en opération. Pourquoi le succès? Pourquoi l’échec? Bien entendu en 1994 à Grozny, l’armée russe n’était pas structurellement adaptée. Sans doute en 2003, à Bagdad, l’armée américaine n’a-t-elle pas préparé ses hommes à la gestion de la stabilisation et de la normalisation. Mais fondamentalement, l’auteur montre qu’il serait vain de chercher une panacée pour gagner à tout coup la guerre urbaine. Au final ce sont bien les choix des cadres militaires dans la conduite de l’action qui provoquent la décision.

*Lieutenant (ORSEM) Matthieu MEISSONNIER.*

*Administrateur au Sénat*

Directeur de la publication:

GCA (2°s) PIROTH

Comité éditorial**:**

**Gbr DECLETY,**

**Col BIZEUL,**

**Col TOURAILLES,**

**Col (H) MAZEL,**

Cen WADIN,

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef**:**

**Cen WADIN**

Rédacteurs en chef adjoints**:**

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

Site intraterre: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

(rubrique publications)

Impression :

Point d’impression de l’Armée de terre

de Saint-Maixent-l’École – 07-0255

1. ***Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs.*** [↑](#footnote-ref-1)
2. Intradef: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr) **;** internet:ww.cesat.terre.defense.gouv.fr [↑](#footnote-ref-2)
3. Effects-Based Approach to military operations: L’approche basée sur les effets lors des opérations militaires. [↑](#footnote-ref-3)
4. Ci-après cité dans la traduction de Vercoquin Lenoir, Bruxelles, éditions Complexe, 1992. [↑](#footnote-ref-4)
5. Pour une synthèse sur les théâtres moyen-orientaux dans la Première Guerre mondiale, voir notre article «La seconde Iliade: blocus et contre-blocus au Moyen-Orient, 1914-1918», *Guerres mondiales et conflits contemporains* n°214, Paris, Presses Universitaires de France, 2004. [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir l’article que nous lui avons consacré dans le n° 8 des *Cahiers du CESAT.* [↑](#footnote-ref-6)
7. Descendant de Mahomet. [↑](#footnote-ref-7)
8. Voir son *Précis de l’art de la guerre* (rééd. Paris, Ivréa, 1994), article 7. [↑](#footnote-ref-8)
9. L’aérocombat a fait l’objet d’un article, par l’auteur, dans les Cahiers n° 9 du CESAT. [↑](#footnote-ref-9)
10. Cette ACA est une armée, en général l’armée de l’air si elle est présente sur le théâtre. [↑](#footnote-ref-10)
11. Voir dans les Cahiers n°9, l’article du Contrôleur général Rochereau, Directeur général de

    l’Établissement Public Insertion Défense [↑](#footnote-ref-11)
12. «Sono semplicemente un servitore dello Stato in terra infedilium» in «L’Italia del tempo presente – Famiglia, società civile, Stato 1980-1996» de Paul Ginsborg, éd. Einaudi, Torino 1998 [↑](#footnote-ref-12)
13. La Convention internationale sur la criminalité internationale signée à Palerme en 2000 a permis l’émergence d’une approche nouvelle et résolument géopolitique de la question mafieuse, sous l’angle du contrôle du territoire et de la conquête d’une seigneurie. [↑](#footnote-ref-13)
14. La pratique de la lottizzazione (répartition de lots) - terme dont l’usage à caractère politique et connotation négative fut inventé par l’écrivain et journaliste Alberto [Ronchey](http://it.wikipedia.org/w/index.php?title=Alberto_Ronchey&action=edit) en [1974](http://it.wikipedia.org/wiki/1974) dans son livre «Accadde in Italia: 1968-197» (Ça arrive en Italie : 1968-1973) - est une constante politique de l’Italie d’après-guerre, les grands partis, Démocratie Chrétienne en tête, au pouvoir pendant près de cinquante ans, ainsi que socialistes et communistes se partageant la direction des grandes entreprises publiques et une part de leurs bénéfices. La connotation négative est liée à l’absence de critères objectifs de mérite ou de bonne gouvernance dans la répartition des prises en charge mais au contraire à son caractère népotiste et partisan. [↑](#footnote-ref-14)
15. Scaglione, Terranova, Costa, Ciaccio Montalto, furent quatre hauts magistrats tués impunément au cours des années soixante-dix avant que, face aux premières réactions d’envergure de l’État et à l’emploi de la force et de la coercition militaire et juridique (opérations militaires des années 80 et 90 «Vêpres siciliennes»), la mafia ne réagisse avec une détermination renouvelée. Le général Carlo Alberto dalla Chiesa, nommé préfet, fut tué à Palerme le 3 septembre 1982. Dix ans plus tard, les juges Falcone et Borsellino étaient tués à leur tour avec leurs protections rapprochées. [↑](#footnote-ref-15)
16. D’ailleurs, les victimes institutionnelles de Cosa Nostra prennent le nom de cadavres «exquis». [↑](#footnote-ref-16)
17. Code considéré d’«honneur» et qui démontre là toute l’équivoque du système mafieux, entretenue par la littérature et le mythe complaisant d’hommes respectables. [↑](#footnote-ref-17)
18. «La mafia è un insieme di organizzazioni criminali, di cui la più importante ma non l’unica è Cosa Nostra, che agiscono all’interno di un vasto e ramificato contesto relazionale, configurando un sistema di violenza e di illegalità finalizzato all’accumulazione del capitale e all’acquisizione e gestione di posizioni di potere, che si avvale di un codice culturale e gode di un certo consenso sociale.» [↑](#footnote-ref-18)
19. Le concept de «bourgeoisie mafieuse» n’est pas nouveau. Il fut défini par Franchetti dans le cadre de l’analyse de la nouvelle gauche au début des années soixante-dix, qui évoquait une classe moyenne laborieuse mais ayant pris langue avec la mafia. [↑](#footnote-ref-19)
20. Au cours de la dernière décennie, le débat autour de l’image du «mafieux-entrepreneur», longtemps retenue centrale et à l’origine de la fonction productive de la mafia, s’est inversé, l’unanimité se portant désormais sur la thèse du mafieux «obstacle au développement». [↑](#footnote-ref-20)
21. «Fra società locale e politico è il mafioso a mediare, fra mafioso e istituzioni dello Stato a mediare è il politico» in «La mafia e la sua storia – Radici locali e dimensione internazionale» de Paolo Pezzino [↑](#footnote-ref-21)
22. Voir «*La production du monde*», par l’auteur, ouvrage à paraître chez Gallimard, collection Le Débat, février 2008. [↑](#footnote-ref-22)
23. **Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article répondant à ceux publiés ici.** [↑](#footnote-ref-23)
24. Krepinevich, Andrew, «*Cavalry to computer: The pattern of Military Revolutions»*, in The National Interest, Fall 1994, p.30. [↑](#footnote-ref-24)
25. Murray, Williamson, and Knox, MacGregor, «*Thinking about revolutions in warfar»*, in Knox, MacGregor, and Murray, Williamson (ed.), *«The dynamics of military revolution, 1300-2050»* (Cambridge: Cambridge University Press, 2001), p.13. [↑](#footnote-ref-25)
26. Gray, Colin, *Strategy for chaos: Revolutions in Military Affairs and the evidence of history* (London: Frank Cass Publishers, 2003), p.4. [↑](#footnote-ref-26)
27. Smith, Rupert, *The utility of force: The art of war in the modern world* (London: Penguin Books, 2006), p.30. [↑](#footnote-ref-27)
28. Clausewitz, Carl von, *On war* (London: Everyman’s Library, 1993), p.99. [↑](#footnote-ref-28)
29. Keegan, John, *A history of warfare* (London: Pimlico Military Classics, 2004), pp.361-362. [↑](#footnote-ref-29)
30. Ibid., pp.307-308. [↑](#footnote-ref-30)
31. Van Evera, Stephen, «The cult of the offensive and the origins of the First World War», in *International Security*, Summer 1984, pp.58-63. See also Sagan, Scott, «1914 revisited: Allies, offence and instability», in *International Security*, Fall 1986, pp.154-158. [↑](#footnote-ref-31)
32. Coutau-Bégarie, Hervé, *Traité de stratégie* (Paris: Economica, 2nd edition, 1999), p.213. [↑](#footnote-ref-32)
33. Weygand, Maxime, *Foch* (Paris: Flammarion, 1947), p.42. [↑](#footnote-ref-33)
34. Masson, Philippe, *Histoire de l’armée française de 1914 à nos jours* (Paris: Perrin, 1999), pp.16-18. [↑](#footnote-ref-34)
35. Duroselle, Jean-Baptiste, *La grande guerre des français, 1914-1918* (Paris: Perrin, 1994), p.75. [↑](#footnote-ref-35)
36. Snyder, Jack, *The ideology of the offensive: Military decision making and the disaster of 1914* (London: Cornwell University Press, 1984), p.122. [↑](#footnote-ref-36)
37. Howard, Michael, «Men against fire: The doctrine of the offensive in 1914», in Paret, Peter (ed.), *Makers of modern strategy: from Machiavelli to the nuclear age* (Oxford: Clarendon Press, 1986), p.522. [↑](#footnote-ref-37)
38. Serman, William, and Bertaud, Jean-Paul, *Nouvelle histoire militaire de la France, 1789-1919* (Paris: Fayard, 1998), pp.732-736. [↑](#footnote-ref-38)
39. Dupuy, Trevor, *The evolution of weapons and warfare* (New York: Hero Books, 1988), p.214. [↑](#footnote-ref-39)
40. Ibid., pp.241-242. [↑](#footnote-ref-40)
41. Ibid., p.221. [↑](#footnote-ref-41)
42. Bailey, Jonathan, *The First World War and the birth of the modern style of warfare* (Strategic and Combat Studies Institute, The occasional No 22, 1996), p.10. [↑](#footnote-ref-42)
43. Dupuy, op.cit., p.218. [↑](#footnote-ref-43)
44. Bailey, op.cit., p.18. [↑](#footnote-ref-44)
45. Ibid., p.13. [↑](#footnote-ref-45)
46. Gray, op.cit., p.173. [↑](#footnote-ref-46)
47. Duroselle, op.cit., pp.202-206. [↑](#footnote-ref-47)
48. Bailey, op.cit., p.19. [↑](#footnote-ref-48)
49. Ibid., p.6. [↑](#footnote-ref-49)
50. Woollcombe, Robert, *The first tank battle, Cambrai 1917* (London: Arthur Baker, 1967), p.30. [↑](#footnote-ref-50)
51. Gray, op.cit., p.183 [↑](#footnote-ref-51)
52. Bailey, op.cit., p.7. [↑](#footnote-ref-52)
53. Gray, op.cit., p.176. [↑](#footnote-ref-53)
54. Bailey, op.cit., pp.4-5. [↑](#footnote-ref-54)
55. Smithers A, *Cambrai: The first great tank battle, 1917* (London: Leo Cooper, 1992), pp.101-105. [↑](#footnote-ref-55)
56. Bailey, op.cit., pp.41-42. [↑](#footnote-ref-56)
57. Pedroncini, Guy, *Pétain, le soldat, 1914-1940* (Paris: Perrin, 1998), p.129. [↑](#footnote-ref-57)
58. Duroselle, op.cit., p.349. [↑](#footnote-ref-58)
59. Jones, Archer, *The art of war in the Western world* (Urbana and Chicago: University of Illinois Press, 1987), p.475. [↑](#footnote-ref-59)
60. Gudmunsson, Bruce, *On artillery* (Westport: Praeger, 1998), p.95. [↑](#footnote-ref-60)
61. Geyer, Michael, «German strategy in the age of machine warfare: 1914-1945», in Paret, Peter (ed.), *Makers of modern strategy: from Machiavelli to the nuclear age* (Oxford: Clarendon Press, 1986), p.541. [↑](#footnote-ref-61)
62. Duroselle, op.cit., pp.353-354. [↑](#footnote-ref-62)
63. Dupuy, op.cit., p.229. [↑](#footnote-ref-63)
64. Murray, Williamson, «Thinking about Revolutions in Military Affairs», in *Joint Force Quarterly*, Summer 1997, p.72. [↑](#footnote-ref-64)
65. Bailay, op.cit., p.7. [↑](#footnote-ref-65)
66. Bailay, op.cit., p.46. [↑](#footnote-ref-66)
67. Murray and Knox, op.cit., p.10. [↑](#footnote-ref-67)
68. Duroselle, op.cit., pp.109-117. [↑](#footnote-ref-68)
69. Gray, op.cit., p.182. [↑](#footnote-ref-69)
70. Ibid., p.175. [↑](#footnote-ref-70)
71. Citino, Robert, *The path to Blitzkrieg: Doctrine and training in the German Army, 1920-1939* (London: Lynne Rienner Publishers, 1999), p.5. [↑](#footnote-ref-71)
72. Murray, Williamson, «Armored warfare: The British, French and German experiences», in Murray, Williamson, and Millet, Allan (ed.), *Military innovation in the interwar period* (Cambridge: Cambridge University Press, 1996), p.37. [↑](#footnote-ref-72)
73. Krepinevich, op.cit., p.36. [↑](#footnote-ref-73)
74. Horowitz, Michael, and Rosen, Stephen, «Evolution or Revolution», in *The Journal of Strategic Studies*, June 2005, p.438. [↑](#footnote-ref-74)
75. Murray, Williamson, «May 1940: Contingency and fragility of the German RMA», in Knox, MacGregor, and Murray, Williamson (ed.), *The dynamics of military revolution, 1300-2050* (Cambridge: Cambridge University Press, 2001), p.154. [↑](#footnote-ref-75)
76. Murray, «Thinking about Revolutions in Military Affairs», op.cit., p.72. [↑](#footnote-ref-76)
77. Benbow, Tim, *The magic bullet? Understanding the revolution in military affairs* (London: Brassey’s, 2004), p.22. [↑](#footnote-ref-77)
78. Mission pour la Réalisation des Actifs Immobiliers, Ministère de la Défense. [↑](#footnote-ref-78)
79. Il faut rappeler que l’armée vietnamienne, mise sur pied à partir de 1951, combat aux côtés du Corps Expéditionnaire, lequel est lui-même resté fortement «jauni», toutes ses unités comportant 1/3 d’autochtones. Il faut donc parler des forces «franco-vietnamiennes». [↑](#footnote-ref-79)
80. Ayant passé 15 ans en Indochine, dont il connaît toutes les langues, profondément pénétré de psychologie asiatique, connaissant bien Giap et son adversaire en général, le général Salan est l’officier général qui comprend le mieux cette guerre. Il est surnommé «le Chinois» ou «le Mandarin». [↑](#footnote-ref-80)
81. Groupement de Commandos Mixtes Aéroportés: les maquis français s’appuient sur les populations des hautes régions du Tonkin et du Laos, alliées depuis la conquête, violemment opposées au communisme et séculairement ennemies des annamites. [↑](#footnote-ref-81)
82. Le Laos est désormais un État admis à l’ONU, et le seul à avoir pleinement reconnu son adhésion à l’Union Française, au contraire du Vietnam et du Cambodge, beaucoup plus exigeants sur le «champ» de leur indépendance. [↑](#footnote-ref-82)
83. Le potentiel des maquis n’est pas à négliger. Les 2.000 Méos en question étaient fort bien armés. Par ailleurs, entre le 5 et le 15 mai, on va assister à une offensive des maquis, qui reprennent Laï-Chau et Lao-Kay, et encerclent et assiègent Cao-Bang. [↑](#footnote-ref-83)
84. En face, les franco-vietnamiens de Dien Bien Phû alignent 24 pièces de 105, 4 pièces de 155 et 18 pièces de 120. [↑](#footnote-ref-84)
85. Le Lieutenant-colonel Langlais, lui-même, dira «…entre le parachutage d’un bataillon de renfort et l’évacuation des blessés, j’aurais choisi cette dernière…» [↑](#footnote-ref-85)
86. Bataillon de Parachutistes Viet-Namiens [↑](#footnote-ref-86)
87. 5ème Bataillon du 7ème Tirailleurs Algériens. [↑](#footnote-ref-87)
88. Toute la nuit, la batterie va foudroyer les vagues d’assaut VM, en «débouchant à zéro» en tir direct, à moins de 200m, avec également l’appui de deux affûts quadruples de 12,7. [↑](#footnote-ref-88)
89. Rappelons l’existence de «héros oubliés», les 14 équipages américains des «Tigres Volants», pilotant les C119 Packett (2 équipages descendus, un autre grièvement touché). [↑](#footnote-ref-89)
90. DOMP: département des opérations de maintien de la paix. Créé par Kofi Anan à partir du département des affaires politiques. [↑](#footnote-ref-90)
91. La division militaire comporte actuellement une soixantaine d’officiers répartis en 3 services:

    -FGS: force generation service (sorte de J1)

    -CMOS: current military operation service (équivalent d’un petit J3)

    -MPS: military planning service, ou bureau de planification.

    [↑](#footnote-ref-91)
92. UA: Union africaine [↑](#footnote-ref-92)
93. La Rédaction rappelle aux lecteurs que le Hibou est un vieux sage qui, la nuit venue, hante les mansardes de l’École militaire en soliloquant. Pour plus d’information les lecteurs pourront utilement se reporter au n° 8 des Cahiers du CESAT. [↑](#footnote-ref-93)
94. Économica, coll. Stratégies et doctrines, Paris, 2007, 111 p. [↑](#footnote-ref-94)